

# **RÉSULTATS FINANCIERS**

Au 31 Décembre 2019

## AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187 avenue Hassan II – Casablanca, en Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire :

**Le Jeudi 02 Avril 2020, à 15 Heures**

à l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

### A Titre ordinaire

1. Ratification des modalités de convocation ;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2019 ;
3. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2019 ;
4. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2019 ;
5. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 ;
9. Ratification de nomination d'administrateurs ;
10. Renouvellement de mandat d'administrateur ;
11. Désignation d'un nouveau représentant permanent d'un actionnaire ;
12. Ratification de l'opération d'augmentation du capital.

### A Titre extraordinaire

13. Mise en conformité des statuts ;
14. Pouvoirs en vue des formalités.

### Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité dès lors qu'ils s'inscrivent sur le registre des actions nominatives de la Société depuis au moins cinq (5) jours avant la date de la réunion.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agréé cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

### Modalités de vote par procuration

Les actionnaires peuvent se faire représenter à l'Assemblée Générale en procédant à la signature d'un pouvoir dont le modèle est mis à leur disposition au Secrétariat Général du Groupe CIH Bank au siège social de la banque. Ce modèle de pouvoir peut être également téléchargé sur le site internet du CIH : <http://www.cihbank.ma/corporate/espace-financier/> communiques : Avis de convocation à l'assemblée générale mixte Ordinaire et Extraordinaire.

### Modalités de vote par correspondance

Les actionnaires peuvent voter au moyen du formulaire de vote qui est mis à la disposition des actionnaires au Secrétariat Général du Groupe CIH Bank. Ce formulaire de vote par correspondance peut être également téléchargé sur le site internet du CIH : <http://www.cihbank.ma/corporate/espace-financier/> communiques : Avis de convocation à l'assemblée générale mixte Ordinaire et Extraordinaire.

Les textes et projets de résolutions ainsi que l'ensemble des documents et informations visés aux articles 121 et 121 bis de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée, sont mis à la disposition du public sur le site internet du CIH : [www.cihbank.ma](http://www.cihbank.ma).

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le lundi 02 Avril 2020, à partir de 15 heures.

Il est à rappeler, à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2019 ont été publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- Le matin du lundi 24 février 2020.
- Finances News jeudi du 27 février 2020.

### Données de contact :

- Melle AMAL MOUHOU
- Tel : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

## Projets de résolutions à présenter à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire

### A TITRE ORDINAIRE

#### PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

#### DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2019 approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2019, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire 451.399.319,00 Dirhams pour les comptes sociaux.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2019.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2015.

#### TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

#### QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 522.429.956,00 Dirhams, est de 951.259.309,00 Dirhams ;
- Décide de fixer le montant du dividende à 14 Dirhams l'action ;
- Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2019 s'élève à 396.546.290,00 Dirhams ;
- Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de 554.713.019,00 Dirhams ;
- Le dividende de 14 dirhams par action est payable à partir du 1er juillet 2020.

| Récapitulatif de l'affectation des résultats - exercice clos 2019     | Montants en Dirhams |
|---|---------------------|
| Bénéfice de l'exercice  | 451 399 319         |
| Déduction des pertes antérieures                                      | -                   |
| Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes                     | 451 399 319         |
| Réserve légale [-]  | 22 569 966          |
| Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur                 | 522 429 956         |
| Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice          | 951 259 309         |
| Nombre d'actions  | 28 324 735          |
| Dividende par action  | 14                  |
| Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires           | 396 546 290         |
| Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau | 554 713 019         |

Le dividende de 14 dirhams par action est payable à partir du 1er juillet 2020.

#### CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2019.

#### SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonyme, approuve les conclusions dudit rapport.

#### SEPTIEME RESOLUTION : RATIFICATION DE LA NOMINATION D'ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de M. Ahmed REDA CHAMI en qualité d'administrateur indépendant, faite par le Conseil d'Administration en date du 13 novembre 2019 pour six (6), soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2024.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de Mme. Dayae OUDGHIRI en qualité d'administrateur indépendant, faite par le Conseil d'Administration en date du 13 Novembre 2019 pour six (6) ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2024.



**HUITIÈME RÉSOLUTION : RENOUVELLEMENT DE MANDAT D'ADMINISTRATEUR**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. Karim CHIOUAR, pour six (6) ans soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2025.

**NEUVIÈME RÉSOLUTION : CHANGEMENT DE REPRÉSENTANT PERMANENT**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, prend acte de la désignation de M. Mohamed Amine FILALI, Directeur du Pôle Risk Management à la CDG, en qualité de représentant permanent de Massira Capital Management.

**DIXIÈME RÉSOLUTION : RATIFICATION DE L'AUGMENTATION DU CAPITAL**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration ayant constaté la réalisation de l'opération d'augmentation du capital social par apport en numéraire, portant ainsi le capital social du Crédit Immobilier et Hôtelier de 2.660.808.500,00 Dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent) dirhams à de 2.832.473.500,00 Dirhams (Deux Milliards huit Cent trente-deux Millions quatre cent soixante-treize Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 28.324.735 (Vingt-huit millions trois cent vingt-quatre mille sept cent trente-cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) Dirhams chacune, toutes de même catégorie, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la constatation de la réalisation de l'opération d'augmentation du capital, conformément aux dispositions de l'Article 186 de la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes, et conformément, aussi, à la délégation de l'Assemblée Générale Mixte du 04 Avril 2019.

L'Assemblée Générale en prend acte et ratifie la modification corrélative de l'article 6 des statuts, comme suit :

**ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de 2.832.473.500,00 Dirhams (Deux Milliards huit Cent trente-deux Millions quatre cent soixante-treize Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 28.324.735 (Vingt-huit millions trois cent vingt-quatre mille sept cent trente-cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

**A TITRE EXTRAORDINAIRE :****ONZIÈME RÉSOLUTION : MISE A JOUR DES STATUTS**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, décide sur proposition du Conseil d'administration de procéder aux modifications statutaires nécessaires à la mise en conformité des statuts de la Société et ce, conformément aux dispositions de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes complétée et modifiée par loi n° 78-12 et la loi n° 20-19.

**DOUZIÈME RÉSOLUTION : MODIFICATION DES ARTICLES DES STATUTS**

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier les articles 11, 13, 17, 20, 21, 22, 24, 26 et 29 des statuts de CIH qui sont désormais libellés ainsi qu'il suit :

**ARTICLE 11 – CONSEIL D'ADMINISTRATION – COMPOSITION - NOMINATION**

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins et de quinze (15) membres au plus. Les administrateurs sont choisis parmi les personnes physiques ou morales, nommées par l'Assemblée Générale Ordinaire, ou à titre provisoire par le Conseil d'Administration dans les conditions prévues à l'article 14 ci- après. L'Assemblée Générale désigne au sein du Conseil d'Administration un nombre d'administrateurs indépendants qui doit être compris entre un minimum d'un administrateur et un maximum d'un tiers des administrateurs tenant compte de leur taille et selon les modalités fixées par Bank Al-Maghrib».

Ledit administrateur indépendant est nommé, rémunéré et révoqué dans les mêmes conditions et modalités appliquées aux administrateurs. Une rémunération exceptionnelle peut lui être allouée pour les missions qui lui sont confiées à titre spécial et temporaire

L'Assemblée Générale désigne au sein du Conseil d'Administration un nombre d'administrateurs non exécutifs qui ne sont ni président directeur général, ni directeur général, ni directeur général délégué, ni salariés de la société exerçant des fonctions de direction. Leur nombre doit être supérieur à celui des administrateurs ayant l'une de ces qualités.

(... le reste a été supprimé)

**ARTICLE 13 – ACTIONS D'ADMINISTRATEURS**

Chaque administrateur doit, pendant toute la durée de ses fonctions, être propriétaire d'une action.

Si au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis, ou si en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire de plein droit s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois (3) mois.

Par dérogation aux dispositions légales régissant les sociétés anonymes et aux présents statuts, les membres indépendants du conseil d'administration, ne doivent détenir aucune action de la banque, avec ou sans droit de vote, et ce conformément à la réglementation bancaire, Dahir n°

1-14-193 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés du 1er rabii I 1436 (24 décembre 2014) portant promulgation de loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.

**ARTICLE 17 – ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Dans ses rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que ces actes dépassaient ledit objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu de circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

La cession par la Société d'immeubles par nature ainsi que la cession totale ou partielle des participations figurant à son actif immobilisé font l'objet d'une autorisation du Conseil d'Administration.

Toutefois, tout projet de cession de plus de 50% des actifs de la société, durant une période de 12 mois, doit être soumis à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale Extraordinaire, tel que visé à l'article 26 des statuts.

Le Conseil constitue en son sein, et avec le concours, s'il l'estime nécessaire, de tiers, actionnaires ou non, des comités techniques chargés d'étudier les questions qu'il leur soumet pour avis. Et ce, conformément aux dispositions de la loi 17-95 telle qu'elle a été modifiée, et par les textes législatifs et réglementaires concernant son activité. Il est rendu compte aux séances du conseil de l'activité de ces comités et des avis ou recommandations formulés.

Le Conseil fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

Toutes les personnes participant aux réunions desdits comités sont tenues à l'obligation de discrétion prévue par les dispositions légales et réglementaires.

**ARTICLE 20 – RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS, DU DIRECTEUR GENERAL ET DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÈGUES**

L'Assemblée générale ordinaire peut allouer au Conseil d'Administration à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, qu'elle détermine librement et que le Conseil d'Administration répartit entre ses membres dans des proportions qu'il juge convenables.

Le conseil lui-même peut allouer à certains administrateurs pour les missions et les mandats qui leur sont confiés à titre spécial et temporaire, et aux membres des comités prévus à l'article 51, une rémunération exceptionnelle, sous réserve de respecter la procédure prescrite par l'article 56.

Il peut également autoriser le remboursement des frais de voyage et de déplacement engagés dans l'intérêt de la société.

Les rémunérations et les remboursements des frais sont portés aux charges d'exploitation.

Le Conseil d'Administration fixe le montant de la rémunération du Président du Conseil et du Secrétaire du Conseil et son mode de calcul et de versement.

Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués.

**ARTICLE 21 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES****21.1 – Conventions autorisées**

Toute convention intervenant entre la Société et l'un de ses administrateurs ou Directeurs Généraux, ou Directeurs Généraux Délégués ou un actionnaire détenant, directement ou indirectement, plus de cinq pour cent (5%) du capital ou des droits de vote doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec la Société par personne interposée

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si l'un des administrateurs, Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Délégués de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant administrateur ou directeur général de l'entreprise ou membre de son directoire ou de son Conseil de surveillance.

L'administrateur, le Directeur Général, le Directeur Général Délégué ou l'actionnaire intéressé est tenu d'informer le Conseil, dès qu'il a eu connaissance d'une convention à laquelle les dispositions ci-dessus sont applicables. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée. Ils sont également tenus d'informer le conseil d'administration des éléments permettant d'évaluer leurs intérêts afférents à la conclusion des conventions prévues au même article. Et notamment la nature des relations existantes entre les parties desdites conventions et les raisons économiques justifiant leur conclusion ainsi que leurs différentes caractéristiques.

Le Président du Conseil d'Administration avise les commissaires aux comptes des conventions autorisées dans le délai de trente (30) jours à compter de la conclusion desdites conventions et soumet celles-ci à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Lorsque l'exécution de conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation dans le délai de trente (30) jours à compter de la clôture de l'exercice.

Les commissaires aux comptes présentent sur ces conventions un rapport spécial à l'Assemblée qui statue sur ce rapport. L'intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions approuvées par l'Assemblée, comme celles qu'elle désapprouve, produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées dans le cas de fraude.

Sans préjudice de la responsabilité de l'Administrateur, du Directeur Général, du Directeur Général Délégué ou de l'actionnaire intéressé, les conventions conclues sans autorisation préalable du Conseil d'Administration peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour la société gestionnaire.

La nullité peut être couverte par un vote de l'Assemblée Générale intervenant sur rapport spécial du commissaire aux comptes.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

## 21.2 – Conventions libres

Les dispositions du point 21.1 ci-dessous ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Cependant, ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste comprenant l'objet et les conditions desdites conventions est communiquée par le président aux membres du conseil d'administration et au ou aux commissaires aux comptes dans les soixante jours qui suivent la clôture de l'exercice.

## 21.3 – Conventions interdites

A peine de nullité, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la Société, de l'une de ses filiales ou d'une autre société qu'elle contrôle au sens de l'article 144 de la Loi 17-95, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de se faire cautionner, ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux Directeurs Généraux, aux Directeurs Généraux Délégués, aux représentants permanents des personnes morales administrateurs et aux commissaires aux comptes. Elle s'applique également aux conjoints aux ascendants et descendants jusqu'au deuxième degré inclus des personnes visées au présent article, ainsi qu'à toute personne interposée.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 62 alinéa 2 de la Loi 17-95, cette interdiction ne s'applique pas en cas d'opération courante conclue à des conditions normales.

## ARTICLE 22 - NOMINATION ET DURÉE DES FONCTIONS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par deux ou plusieurs Commissaires aux comptes chargés des missions (i) de contrôle du suivi des comptes sociaux dans les conditions et pour les buts déterminés par la Loi et par la Loi Bancaire, et (ii) de vérification de la sincérité des informations destinées au public et leur concordance avec les comptes.

Les commissaires aux comptes sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire conformément à l'Article 70 de la Loi Bancaire, pour une durée de trois exercices qui prendra fin lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires qui statuera sur les comptes du troisième exercice. Le commissaire aux comptes, nommé par l'Assemblée en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Lorsqu'à l'expiration des fonctions d'un commissaire aux comptes, il est proposé à l'Assemblée de ne pas les renouveler, le commissaire aux comptes doit être, s'il le demande, entendu par l'Assemblée.

Le renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ayant effectué leur mission auprès d'un même établissement, durant deux mandats consécutifs de trois ans, ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de trois ans après le terme du dernier mandat et sous réserve de l'approbation de Bank Al-Maghrib ».

## ARTICLE 24 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables, opposants, ou privés du droit de vote.

(... sans changement)

5) Les délibérations de l'Assemblée Générale ou Spéciale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres composant le bureau dans les conditions prévues par la loi.

Le procès-verbal de l'assemblée doit préciser pour chaque résolution, au moins le nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés, la proportion du capital

social représentée par ces votes, le nombre total de votes valablement exprimés, ainsi que le nombre de votes exprimés pour et contre chaque résolution et, le cas échéant, le nombre d'abstentions.

Les sociétés dont les actions sont inscrites à la cote de la bourse des valeurs publient sur leur site internet, dans un délai qui ne dépasse pas quinze jours après la réunion de l'assemblée, les résultats des votes.

(... le reste sans changement)

## ARTICLE 26 - ASSEMBLÉES GÉNÉRALES EXTRAORDINAIRES

1) L'Assemblée Générale Extraordinaire se compose de tous les actionnaires, quelque soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

2) L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultants d'un regroupement d'actions régulièrement effectué, ni changer la nationalité de la Société.

3) Lorsque la cession ou les cessions desdits actifs portent sur plus de 50% des actifs de la société pendant une période de douze (12) mois, une autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire est exigée. La demande d'autorisation doit être accompagnée d'un rapport établi par le conseil de surveillance. Les dispositions de l'article 70 de la présente loi relatives au rapport accompagnant la demande d'autorisation préalable et au mode de calcul du seuil de 50% sont applicables auxdites cessions.

4) Elle est régulièrement constituée et ne délibère valablement qu'autant qu'elle est composée, sur première convocation, d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

Si une première Assemblée n'a pas réuni la moitié du capital social, une nouvelle Assemblée peut être convoquée, dans les formes et délais prévus par la loi. Cette deuxième Assemblée délibère valablement si elle est composée d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

5) Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des actionnaires présents ou représentés.

Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions sans limitation.

## ARTICLE 29 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est dressé, chaque semestre, un état sommaire de la situation active et passive de la Société ; cet état est mis à la disposition des commissaires aux comptes.

Il est en outre, établi chaque année, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la Société. Dans cet inventaire, les divers éléments de l'actif social subissent les amortissements qui sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les états de synthèse et le rapport de gestion du Conseil d'Administration sont mis à la disposition des commissaires aux comptes soixante (60) jours au moins avant l'avis de convocation de l'Assemblée Générale Annuelle.

Le rapport de gestion doit également faire ressortir des mandats des administrateurs ou membres du conseil de surveillance dans d'autres conseils d'administration ou de surveillance ainsi que leurs emplois ou fonctions principales.

Dans les quinze (15) jours qui précèdent l'Assemblée Générale, tout actionnaire peut prendre connaissance au siège social de l'ordre du jour de l'Assemblée, du texte et de l'exposé des motifs des projets de résolutions, de la liste des membres du Conseil d'Administration, de l'inventaire et des états de synthèse de l'exercice écoulé, du rapport de gestion du Conseil d'Administration, du rapport des commissaires aux comptes, et du projet d'affectation des résultats, selon les modalités fixées par l'Autorité marocaine du marchés des capitaux.

Deux exemplaires des états de synthèse accompagnés d'une copie du rapport du ou des commissaires aux comptes sont déposés au greffe du tribunal, dans un délai de 2 mois à compter de la date de leur approbation par l'assemblée générale.

Ce dépôt peut être effectué par voie électronique dans les conditions fixées par voie réglementaire.

## TREIZIÈME RÉSOLUTION : POUVOIRS EN VUE DES FORMALITÉS

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.



## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :

- Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
- Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
  - Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
  - Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

### NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

#### Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :

- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles

#### Bases de présentation

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

#### Méthodes d'évaluation

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

#### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

#### Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

#### Immeubles et constructions à usage administratif :

| Catégorie   | Composants   | Durée d'utilité |
|-------------|--|-----------------|
| Catégorie A | Gros œuvre, terrassement   | 50              |
| Catégorie B | Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond | 30              |
| Catégorie C | Étanchéité, électricité, câblage   | 15              |
| Catégorie D | Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique   | 10              |

#### Immeubles et constructions à usage touristique :

| Catégorie   | Composants   | Durée d'utilité |
|-------------|--|-----------------|
| Catégorie A | Gros œuvres terrassement, structure métallique   | 50              |
| Catégorie B | Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs                             | 15              |
| Catégorie C | Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité | 15              |
| Catégorie D | Équipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture                                  | 5               |

### IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

### CONTRATS DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements. Deux types de contrat de location sont définis par la norme :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.

L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.

Les biens faisant l'objet de contrats de location simple ne sont pas comptabilisés à l'actif. Les loyers constituent une charge.

### CONTRATS DE LOCATION SOUS IFRS16

La nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, est entrée en vigueur dans les comptes des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2019.

IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location »).

Les contrats de location (Location financement et Location simple) sont traités de la même manière.

Il en résulte une comptabilisation au bilan de tous les contrats de location :

- d'un Droit d'utilisation sur l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations ;
- d'une Dette locative, au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location.

La nouvelle norme fait la distinction très claire entre la définition d'un contrat de location (le client obtient le contrôle sur l'utilisation d'un actif) et d'un contrat de service (le fournisseur conserve le contrôle de l'utilisation de l'actif).

#### Méthode de transition :

Pour la transition, le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective modifiée.

La méthode implique la prise en compte des frais de location restants dus au 1er janvier 2019 et le calcul de la valeur nette des contrats de location en utilisant le taux d'emprunt marginal moyen pondéré (et non le taux d'actualisation implicite dans le contrat).

La valeur nette des actifs loués est égale au passif à compter du 1er janvier 2019. Il n'y a aucun impact sur les capitaux propres, pas d'années comparatives, pas de comptes pro-forma.

Exemptions d'utilisation :

Le Groupe CIH a utilisé les deux exemptions proposées par la norme :

L'une porte sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à un an ;

L'autre sur les locations d'actifs de faible valeur (le chiffre cité est de 5 000 USD).

Durée et typologie des contrats de location simples retenues :

La durée appliquée dépend de la nature des contrats concernés :

Location des agences dont la durée appliquée est de 9 ans.

Location des logiciels et matériels informatiques dont la durée appliquée est celle du contrat.

### TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

### JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs. Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

### INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS9 « Instruments financiers », remplace la norme IAS39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2019

### Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :

- La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :  
- Soit percevoir les flux de trésorerie contractuels et garder jusqu'à l'échéance (HTC : Hold To Collect) ;  
- Soit percevoir les flux contractuels et vendre l'actif (HTCS : Hold To Collect and Sell) ;  
- Soit vendre l'actif (HTS: Held for Sale).

L'établissement doit déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont composés uniquement du paiement du principal et des intérêts (« Solely Payment of Principal and Interest « SPPI ») pour comptabiliser les instruments financiers au coût amorti. Dans le cas contraire, ils sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur, ce qui se matérialise par l'intention de vendre un actif, et se traduit par des impacts sur le compte de résultat ou sur les réserves pour des catégories d'actifs spécifiques.

### Dépréciation des actifs sous IFRS9

Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS9 pour le CIH concerne :

- Les créances envers la clientèle
- Les créances envers les établissements bancaires
- Le portefeuille titres

S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité : Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise (BE).

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origine du crédit.

Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument. Elle propose donc un modèle de dépréciation en 3 temps par phases appelées communément « Buckets » :

- Bucket 1 (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait dans une période de 12 mois après la clôture comptable.

- Bucket 2 (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit.

- Bucket 3 (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif financier.

La norme IFRS 9 a été adoptée par les Banques marocaines avec une première publication des impacts en juillet 2018 (FTA au 01/01/2018). Un exercice après l'entrée en vigueur, CIH BANK poursuit sa démarche d'amélioration de la méthodologie de dépréciation (ECL) en capitalisant sur l'extension de l'historique des données disponibles, en procédant à un exercice de backtesting sur un périmètre progressivement plus large et en affinant sa démarche.

Au 31/12/2019, les paramètres LGD appliqués aux portefeuilles de crédit à l'habitat ont fait l'objet d'une revue approfondie.

Pour rappel, s'agissant de la LGD, CIH BANK n'applique pas de taux forfaitaire et a opté pour une LGD modélisée reposant sur les données suivantes, extraites du système de gestion, selon une base individuelle et par contrat :

- La probabilité de retour en sain ;
- Le taux de recouvrement attendu de la réalisation des garanties ;
- Le taux de recouvrement attendu des autres sources de remboursement autres que les garanties.

Cette revue a consisté, d'une part, à vérifier le bon calcul, par l'outil IFRS 9 déployé par la Banque, de la LGD en fonction des paramètres retenus en FTA, et d'autre part, à s'assurer de la qualité des prévisions de récupérations initialement intégrées dans le modèle en les comparant avec des données observées.

A l'issue de cette revue, les ajustements et corrections suivants ont été apportés aux paramètres LGD relatifs au portefeuille des crédits à l'habitat :

- La probabilité de retour en sain de l'exposition :

Taux de retour en sain évolutif, calculé sur base statistique dans la limite de 5 ans de séjour en B3 (vs. en FTA, un taux de retour en sain stable dès la deuxième année de séjour en B3 sans limitation dans le temps).

- Le taux de recouvrement attendu de la réalisation des garanties :

Remplacement d'un taux de récupération unique par des taux de récupération selon la famille de produits (Régime général, Fogarim, Fogalogue, etc.), tenant compte des garanties CCG le cas échéant et de l'historique des récupérations observées.

- Le taux de recouvrement attendu des remboursements hors garanties :

Modélisation de taux de récupération sur la base d'un historique de flux encaissés sur une période 6 ans par type de crédit à l'habitat (vs. Estimation à dire d'expert avec les équipes recouvrement)

Les évolutions susmentionnées ont été comptabilisées conformément aux dispositions de la norme IAS 8 et se traduisent par un impact sur les fonds propres de -213 MDH.

### DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

### DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

### COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

#### Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

#### Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

### ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

#### Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

#### Passifs éventuels

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :  
- il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;  
ou  
- le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

### AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants :

- prime de fin de carrière ;
- prime d'ancienneté ;
- indemnité de départ à la retraite anticipée.

#### Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

#### Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

#### Indemnités de départ à la retraite anticipée

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

\*LGD (loss given default) : Estimation de la perte relative à un actif financier dans le cas où survient un défaut, et ce en fonction de la valeur de recouvrement attendue.



## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

| Principales hypothèses retenues           | Indimittés de départ<br>à la retraite |           | Autres avantages<br>long terme |           |
|---|---------------------------------------|-----------|--------------------------------|-----------|
|   | 31-Déc-19                             | 31-Déc-18 | 31-Déc-19                      | 31-Déc-18 |
| Hypothèses (moyennes pondérées)           | -                                     | -         | -                              | -         |
| Taux d'actualisation                      | 4,70%                                 | 5,40%     | 3,60%                          | 4,80%     |
| Taux d'augmentation des salaires          | 4,00%                                 | 4,00%     | 4,00%                          | 4,00%     |
| Rendement attendu à long terme des actifs | -                                     | -         | -                              | -         |
| Nombre de bénéficiaires :                 | -                                     | -         | -                              | -         |
| - Actifs                                  | 2208                                  | 2 042     | 2208                           | 2 042     |
| - Retraités                               | -                                     | -         | -                              | -         |
| Composition de l'actif de régime          | -                                     | -         | -                              | -         |

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,1% et 1,4%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

### IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres. Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

#### Première application d'IFRIC 23 :

Applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est une interprétation qui précise la manière dont les risques liés aux impôts sur le résultat doivent être présentés dans les comptes annuels.

Elle clarifie les dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. IFRIC 23 donne le choix aux entreprises d'appliquer la norme, pour la première fois au 1er janvier 2019, selon l'une des deux approches suivantes :

- Approche totalement rétrospective selon la norme IAS 8, si une entité peut le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori ;
- Approche partiellement rétrospective, avec prise en compte de l'effet cumulatif de la première application dans le RAN ou dans d'autres éléments appropriés des capitaux propres du bilan d'ouverture ;

Le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective partielle en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

### PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires », ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».

Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017. L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

### PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

### PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

### PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent. Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions-

Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

### FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

### COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

### RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

#### Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

#### Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelières des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

### IMPÔT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

### RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

### TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

### PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

#### Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

#### Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ; ou
- le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans le groupe comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

#### Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2019

### Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

### Regroupements d'entreprises

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

### Goodwill

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

### Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Provisions pour dépréciation des créances clients ;
- Goodwill ;
- Provisions pour risques et charges ;
- Avantages au personnel.

### OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure **Entité Structurée** : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.

Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :

1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

| FPCT         | Nature des actifs   | Année de création | Nominal à l'origine* | Solde au 31/12/2019* |
|--------------|---------------------|-------------------|----------------------|----------------------|
| Crédilog III | Prêts hypothécaires | 2008              | 1.500                | 329.7                |
| Crédilog IV  | Prêts hypothécaires | 2014              | 1.200                | 190.7                |

\* En millions de dirhams

### SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :

- L'activité banque ;
- L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
- Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

### RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

#### PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

#### I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

##### • La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :

Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

##### • Modalité d'exercice de la Direction Générale :

- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.

- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.

- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

#### Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

#### Rôle de la direction générale

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficace.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

#### Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

#### Structures et Organisation

Le Dispositif de gestion des risques est organisé comme suit :

- La Direction de Risques (dont le Contrôle permanent) et la Direction des Engagements sont rattachées à La Gestion Globale des Risque et Recouvrement.
- L'entité ALM est rattachée au Finances, Moyens et Traitements.
- L'entité Lutte Anti Blanchiment est rattachée au Pôle Conformité.



## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2019

- L'entité Sécurité des Systèmes d'Information est rattachée à la DSI.
- Le Contrôle périodique est pris en charge par le Pôle Audit et Inspection Générale.

### Les Comités relevant de la Direction Générale

- Le Comité de Management des Risques ;
- Le Comité du Contrôle Interne ;
- Le comité de pilotage des risques de crédit ;
- Le Comité des Engagements ;
- Le Comité de Recouvrement ;
- Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
- Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
- Le Comité de Suivi du Contentieux ;
- Le Comité de Provisionnement ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité de Conformité et Risques Opérationnels.

### Les Comités émanant du Conseil d'Administration :

- Le Comité des Risques.
- Le Comité d'Audit.
- Le Comité Stratégique.

## II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

### Identification

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

### Mesure

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles. Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

### Maîtrise

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

### Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale. Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

### Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'activité (PCA et PSI) en cas de survenance d'événements majeurs.

### Contrôle et surveillance

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non-conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

## PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

### Éléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

#### I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

Le CIH a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadrées par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits.

#### a. Principes de base régissant l'activité de crédit

L'activité de crédit au CIH Bank s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants:

- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés ;
- Système de délégation de pouvoir approprié ;

- Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

#### b. Politiques Risques

La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par ensemble de politiques risques organisées en une politique risque mère et des politiques risques par thème.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risque opérationnel, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :

- Politique Risque Banque de l'entreprise ;
- Politique Risque Banque de l'immobilier ;
- Politique Risque Banque des particuliers ;
- Politique Risque marché des professionnels ;
- Politique de provisionnement ;
- Charte des risques sensibles.

#### c. Comités Crédit

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité crédit. On distingue entre:

- Les comités d'octroi, notamment :
  - Comités Banques de l'Entreprise
  - Comité Banque de l'Immobilier
  - Comité Banque de Détail
  - Comité Stratégique
  - Comité des Engagements
- Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
  - Comité de provisionnement
  - Comité grands risques
  - Comité risques sensibles
  - Comité de pilotage risque de crédit
  - Comité Management des risques.
- Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques.

#### d. Procédures Engagements

Le processus d'octroi de crédit chez CIH Bank est encadré par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose en outre sur les principes suivants :

- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision via le Comité Compétent,
- Respect de nos politiques risques,
- Respect du système de délégation des pouvoirs.
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches:

- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements;
  - Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
  - Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
  - Déblocage/ Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.
- Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

#### e. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit

De part l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé. La banque vise à généraliser cette approche aux autres activités.

#### f. Surveillance et pilotage du risque de crédit

##### Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit

Le suivi de la gestion du risque de crédit à CIH BANK est assuré par la Gestion Globale des risques et recouvrement, notamment :

- La Direction des risques : suivi sur base agrégée
- La Direction des Engagements : suivi des engagements

En plus des 3 banques commerciales, notamment : Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de la Promotion Immobilière et Banque de l'Entreprises.

Le suivi, sur base agrégée, du risque de crédit est assuré par la Direction des Risques, au travers des entités suivantes : « Modélisation, Notation interne et reporting risque de crédit », et « Reporting réglementaire fonds propres et ratio de solvabilité ».

Pour assurer le suivi des engagements, la Direction des Engagements est supportée par les entités : Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, Analyse du risque de contrepartie, Pilotage du risque de contrepartie, Expertise et suivi technique des projets immobiliers.

Parallèlement aux structures centrales en charge de la gestion des risques de crédit, les structures de back office engagements distribués par les Banques opérant dans les trois segments Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de la Promotion Immobilière et Banque de l'Entreprises assurent notamment un suivi quant aux conditions d'éligibilité des clients et produits relevant de leur domaine de compétence et interviennent conformément aux règles et procédures encadrant l'octroi et la gestion courante des engagements se rapportant à leur portefeuille.

##### Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agrégée à travers:

- L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement ;

## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2019

- La renotation annuelle du portefeuille de crédits ;
- Le suivi technique des projets immobiliers ;
- La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit ;
- Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers ;
- Le suivi des seuils réglementaires, des limites internes, des limites groupe, des ratios prudentiels et du coût du risque ;
- Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
- Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reporting sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

### Système de notation de la banque

CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, et la Promotion Immobilière.

Toutefois, afin de couvrir tout le périmètre par le système de notation et accompagner le développement de la banque, les modèles de notation pour les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit ont été mis en place en 2019.

Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client et donnant une indication sur la tarification.

La dégradation des notes est un critère d'inscription au comité risques sensibles et d'inscription en bucket 2 et bucket 3 selon la norme IFRS 9.

Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue.

L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.

- Modèle de notation des particuliers :

La notation des prêts des particuliers consiste en l'affectation d'une note aux crédits à l'habitat et à la consommation destinés aux clients particuliers sur la base de critères relatifs, d'une part à la signalétique client (Age, Situation familiale, ...) et d'autres relatifs au comportement prêt et compte (montant du prêt, durée du prêt, impayé...).

La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II. La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie. Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque sur la base des données mises à jour mensuellement.

- Modèle de notation des entreprises :

Le modèle de notation pour les entreprises est à dire d'experts et a été actualisé et backtesté.

Un nouveau modèle de notation entreprises est ainsi mis en place. A cet effet, un appel d'offres a été lancé fin 2019 pour l'implémentation du nouveau modèle prévue en 2020. L'outil intégrera les modèles suivants: Entreprises, Professionnels et Promotion Immobilière.

Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité et de critères liés au comportement interne et externe du client. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.

- Modèle de notation de la promotion immobilière :

Le modèle de notation de la Promotion immobilière est à dire d'expert. La note étant la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite par le Middle office de la banque de l'immobilier à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.

Un projet de mise en place d'un outil intégrant les modèles de notation entreprises, promotion immobilière et professionnels a été entamé en fin 2019.

### Revue des garanties

Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction des engagements lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

### Dispositif de suivi du risque de concentration

La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.

### Limites fixées en termes de risque de crédit

Le suivi du risque de crédit et de concentration est étoffé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus du Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR) :

- Limites par segment : des limites sont fixées pour la branche entreprise, et la branche promotion immobilière en pourcentage des fonds propres.
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limites de contrepartie (activité de marché).

Ces limites sont validées par les Comités Compétents. La politique de risques du CIHBANK prévoit une révision annuelle éventuelle ou à l'occasion de tout changement dans les spécificités relatives à l'activité du crédit ou à l'aversion de la banque au risque de crédit.

### Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR)

Les exigences réglementaires, en termes de coefficient maximum de division des risques CMDR, imposent que les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 20% des fonds propres. Cet indicateur est fortement suivi par BAM et les instances de gouvernance. En cas de dépassement, le montant sera déduit des fonds propres.

Au 31/12/2019, le CMDR est inférieur à 20% pour l'ensemble des contreparties et est, par conséquent, conforme aux exigences réglementaires.

### Processus de traitement des créances sensibles

La Direction des Engagements procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.

Les risques de crédit devenus sensibles sont recensés trimestriellement en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis, alimentant la Watch-List des risques sensibles de la Banque. Ils font

l'objet de fiches établies par les métiers et sont présentés au Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions.

Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.

En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une analyse par le Comité de suivi des Affaires Spéciales et le Comité de Suivi du recouvrement amiable et contentieux.

Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires à risque significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

### Système de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle. En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, Banque de l'Immobilier, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.

Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune desdites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement;

Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex: incidents de paiement) ou externe (ex: Centrale des risques), la notation/score. Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent;

Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...); L'avis réservé ou défavorable de la Gestion globale des Risques et Recouvrement/Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

### Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 3,9 milliards de Dirhams au 31 décembre 2019.

Le taux de CES s'établit à 6,85% au 31 Décembre 2019 contre 7,25 % au 30 Juin 2019. (En créances nettes d'agios réservés).

## II. RISQUE OPERATIONNEL

### Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

### a. Principes de Gestion des Risques Opérationnels

Les Principes directeurs de Gestion des Risques Opérationnels se déclinent comme suit :

- La Gestion des risques opérationnels est la responsabilité de tous ;
- L'approche par les processus et l'unicité du référentiel ;
- Articulation des contrôles ;
- La hiérarchisation des risques opérationnels ;
- La gestion des risques opérationnels est un processus intégré aux autres processus ;
- Le processus de gestion des risques opérationnels est un processus évolutif, en amélioration constante ;
- La gestion des risques opérationnels est un processus supervisé ;
- Le processus de gestion des risques opérationnels est auditable.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Risques Opérationnels, au Comité Management des Risques et au comité Risques, ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

### b. Politiques et procédures risques opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.

Aussi, les risques opérationnels de type interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

### c. Processus de gestion des risques opérationnels

La Direction des Risques rattachée à la Gestion globale des risques et recouvrement est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers:

- L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
- Le traitement des risques opérationnels ;
- Le suivi du risque opérationnel.

Ce processus est intégré dans un progiciel qui est déployé depuis début 2011.

Pour assoir ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :

### Collecte des incidents

La collecte des incidents inclut, d'un côté, les incidents à impact financier notamment sur la base des pertes, des charges courantes et non courantes et des mouvements opérés sur les provisions. Ainsi que les incidents à impact d'image notamment sur la base de l'analyse des réclamations clients selon une vision risque opérationnel.



## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2019

### Collecte des Indicateurs clés « KRI »

L'objectif de ce dispositif est de suivre des indicateurs chiffrés susceptibles de donner des informations sur l'environnement de risque et de contrôle (à priori et à postériori) avec comme objectifs :

- Avoir des indicateurs pertinents observés ou calculés pour qualifier et quantifier la présence du risque opérationnel ;
- Permettre au Management et au Risk Manager de compléter et contrôler les informations qui remontent dans la base des incidents et d'évaluer la pertinence du dispositif de maîtrise des risques mis en place ;

### Cartographie des risques opérationnels

CIH BANK a mis en place une cartographie des risques opérationnels qui s'appuie sur la cartographie des processus de la banque. Cette cartographie a fait l'objet d'une mise à jour en 2017 et 2018 pour l'ensemble des processus métiers, de support et de management.

Ce dispositif permet de fiabiliser les risques opérationnels déjà inventoriés, en intégrant les contrôles visant à les maîtriser, d'identifier les risques résiduels devant faire l'objet d'un suivi et d'intégrer de nouveaux risques liés à l'évolution de l'activité du CIHBANK.

Le livrable de cette mise à jour contient :

- La description des processus ;
- Les risques opérationnels ;
- Les types de risques opérationnels ;
- Les types d'impacts détaillés ;
- Les contrôles de premier et deuxième niveau ;
- L'évaluation des risques bruts (historique, projective, et prudente) ;
- L'évaluation des dispositifs de contrôles associés à chaque risque ;
- L'évaluation des risques résiduels.

Les risques forts et majeurs font l'objet d'un suivi à travers des plans d'atténuation.

### Couverture des processus comptables par le dispositif de gestion des risques opérationnels

Les processus comptables font partie du périmètre couvert par la cartographie des risques opérationnels notamment des processus de support et de management, ainsi que par le dispositif de contrôle permanent dont la revue est en cours avec l'accompagnement d'un cabinet externe.

### Sécurité SI

CIH BANK a mis en place un dispositif de sécurité SI comprenant notamment :

Les contrôles sont intégrés au fonctionnement courant des opérations d'administration des SI. Ces contrôles sont réalisés systématiquement par les personnes attributaires des tâches d'administration ou de supervision. Ces derniers assurent la surveillance et la maîtrise des risques liés aux opérations qu'ils réalisent au titre de leurs fonctions.

Ces contrôles sont intégrés au niveau de l'outil d'automatisation des contrôles internes et sont alimentés régulièrement par les unités opérationnelles.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des audits de sécurité et des tests d'intrusion sont réalisés chaque année en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière. L'objectif étant d'évaluer en continu le niveau de sécurité des plateformes et applications de la banque et en particulier celles exposées sur Internet, et le cas échéant entreprendre les actions correctives nécessaires pour pallier aux faiblesses constatées.

Un volet cybercriminalité est suivi au niveau des comités suivants : Comité Organisation et SI, Comité risque opérationnel et Comité des Risques.

### g. Le plan de Continuité des Activités

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.

Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement...

Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque. Subséquemment, une revue de tout le dispositif PCA et PSI est prévue en 2020.

## III. RISQUE DE MARCHÉ

### Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

- Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

### Stratégie et Politique Risques

#### a. Politique Risque de marché

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK met actuellement en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de change, et de contrepartie.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

A cet effet, la politique CIH BANK prévoit les opérations et éléments de marché suivants :

- Opérations Change et monétaires avec Banques locales : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
- Opérations Change et monétaires avec Banques étrangères (Change spot, Prêt/Emprunt en Devises) : Pour la gestion de la position de change ou la trésorerie devises de CIH Bank, la SDM traite des opérations spot ou termes devises vs devises, et des opérations de prêt/Emprunt en devises.
- Opérations de change avec les clients (Change Spot, Change à terme) : La position de change doit respecter l'équilibre en Panier (60% EUR, 40% USD). Le risque de marché de la position de change est le risque du niveau du Panier contre le cours central. La marge de fluctuation du Panier est de +/-2.5% contre le cours central tel que défini par Bank Al-Maghrib au 15 Janvier 2018.
- Portefeuilles Compte Propre : PTF de négociation, PTF d'investissement et PTF de placement.

CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

#### b. Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de marché sont organisées autour de trois entités distinctes :

- Le Front Office (Salle Des Marchés) : la Direction Marché des capitaux est rattachée à la Banque de Financement et d'investissement ;
- L'entité Middle office et risque de marché : rattachée à la Direction des Risques ;
- Le Back Office : rattaché à la Direction Flux et traitements ;

#### Rôle de la Salle Des Marchés

La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

#### Rôle de la Direction des Risques

En plus des actions réalisées par le middle office, notamment le contrôle des résultats et des opérations effectuées par la Salle des Marchés (procédures, réglementation, etc...), du suivi des limites et production des reporting réglementaires et internes et la production des alertes, la Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

#### c. Périmètre des activités de marché

Les activités de marchés chez CIH Bank portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

CIH Bank dispose d'un catalogue de produits de la Salle des Marchés contenant les fiches de produits. Ce catalogue est élaboré par la Direction Marchés des Capitaux (Salle des Marchés), revu par la Direction des Risques et par le Comité de Trésorerie et de Placements puis validé par le Comité des Engagements.

Le catalogue est enrichi au fur et à mesure du développement des activités de marché.

#### Dispositif de gestion des risques de marché

CIH BANK dispose de :

- Un portefeuille de négociation dont l'encours est de 6 MdsDH au 31/12/2019.
- Un portefeuille d'investissement dont l'encours est de 45 MDH au 31/12/2019.
- Un portefeuille de placement dont l'encours est de 650 MDH au 31/12/2019.

Le portefeuille d'investissement a pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité de trésorerie et de placement et l'entité Gestion Actif Passif rattachée aux Finances, Moyens et Traitements.

Le portefeuille de placement a pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Le portefeuille de négociation a pour objectif de réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (Système d'information) et au niveau comptable. Ils sont suivis au quotidien par le front Office et le middle Office. Un Comité de placement hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse des placements.

Aussi, un suivi de la position de change de la banque est-il effectué régulièrement par rapport au seuil réglementaire requis pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de change. Des limites de contrepartie sont fixées pour le dirham, le change au comptant, le change à terme et la position de change. Les limites sont suivies et contrôlées par le Middle Office.

#### a. Mesure et gestion des risques de marché

CIH BANK a mis en place un dispositif de mesure des risques de marché reposant sur le calcul de la Value at Risk (VaR) et un système de limites.

#### Value at Risk

Le modèle de VaR utilisé est la VaR historique calculée via des scénarii historiques des facteurs de risques inhérents au portefeuille de négociation.

Cette perte maximale (VaR) au titre du 4ème trimestre affiche les résultats suivants :

- **Activité Taux** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 4.6 Millions de dirhams. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2018 n'affiche aucun dépassement (Avec une perte maximale de 2.94 Millions constatée durant le trimestre).
- **Activité Change** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 79 394 dirhams. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2018 soulève 4 dépassements (Avec une perte maximale de 67 887 dirhams constatée durant le trimestre).
- **Titres de propriété** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 1 876 dirhams. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2018 n'affiche aucun dépassement (Avec une perte maximale de 1 470 dirhams constatée durant le trimestre).

## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

### Système de limites :

L'activité de marché est-elle encadrée par des limites réglementaires et d'autres internes :

- Limites réglementaires définies par Bank Al Maghrib (10% des Fonds Propres par devises, et 20% des Fonds Propres pour la position Globale longue ou courte).
- Limites internes : change en nominal, tailles des portefeuilles, sensibilité, par type de produit, par contrepartie et des seuils d'alerte STOP loss et STOP win.

### Situation des portefeuilles de marché :

- Le Portefeuille de transaction affiche au 31/12/2019 :
  - Structure du PTF: constitué de minimum 91,87% en BDT,
  - P&L : une PV latente de 37,92 MDH et MV latente de 7,01 MDH,
  - Sensibilité: 1,79. La MV serait de 107 MDH si la courbe augmente de 100 Pb,
  - Duration du PTF: 1,83 ans.
- Portefeuille d'investissement au 31/12/2019:
  - PV latente : 41 MDH;
  - Sensibilité PTF : le PTF d'investissement affiche une contre - performance de 3,73 % en cas de hausse de la courbe des taux de 100 pb, soit 25,67 MDH.
- Portefeuille de Placement au 31/12/2019:
  - MV latente: 45 KDH;
  - Sensibilité PTF : une contre - performance de 0,95 % en cas de hausse de la courbe des taux de 100 pb, soit 428 KDH.

### b. Outils de gestion du risque de marché :

Les activités de Marchés s'appuient sur des outils permettant le traitement sécurisé des opérations, notamment :

- Application Front to Back (KONDOR) qui permet le traitement, le dénouement et le contrôle de toutes les opérations effectuées par la salle : En cours de mise en place pour remplacer le système actuel ARPSON.
- Systèmes des flux de données de marchés et de traitement instantané des opérations.
- Application permettant la saisie et le dénouement des opérations pour le compte de la clientèle.
- SRBM : application qui sert pour les transferts de fond transitant par le compte BAM.
- SWIFT : permet le transfert des devises chez les correspondants.
- Outils pour le calcul de la consommation des fonds propres, le calcul de la VAR, la réalisation des stress tests et la production des reportings.

### Risque de règlement-livraison

Le risque de règlement-livraison représente le risque que, lors du dénouement d'une opération sur un marché financier, une défaillance empêche la contrepartie de livrer le produit, alors que le CIH a déjà honoré ses engagements envers cette dernière.

Ce risque est encadré par des limites par contrepartie en distinguant entre les contreparties bénéficiant d'une convention avec la salle des marchés et les autres.

### IV. GESTION ACTIF - PASSIF

#### Evaluation des risques de taux d'intérêt et de liquidité

##### Evaluation du risque global de taux

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2019, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -298 millions DH soit 3,79% des fonds propres réglementaires.

##### Evaluation du risque de liquidité

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :

- Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
- Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
- Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

##### Couverture des gaps de taux et de liquidité.

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :

- Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
- Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
- L'émission de certificats de dépôts
- L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
- Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts;
- Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
- La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

##### Suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.

En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité d'Audit.

### RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

En application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels du CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires sur base consolidée arrêtés au 31/12/2019 s'établissent Les fonds propres arrêtés sur base consolidée à fin Décembre 2019, s'établissent à 7 879 MDH contre 7 426 MDH à fin Décembre 2018, soit une hausse de 453 MDH.

Les fonds propres de catégorie 1 sur base consolidée s'établissent 4,69 milliards de dirhams intégrant 3,617 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 1104 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 349 millions de dirhams d'intérêts minoritaires.

Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent du Goodwill pour un montant de 299 MDH, la participation Maroc leasing mise en équivalence pour 463 MDH, les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 214 millions de dirhams et 60 MDH relatives aux ajustements découlant des filtres prudentiels.

L'application des dispositions transitoires afférentes aux impacts du FTA de la norme IFRS 9 a généré l'intégration de 138 MDH correspondant à 60% du montant résultant de la différence entre le montant des provisions calculées sous la norme IAS 39 au 31 Décembre 2017 et celui calculé selon la norme IFRS 9 au 01/01/2018.

Avec l'application du lissage de l'impact du FTA de la norme IFRS 9, Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 10% au lieu de 9,71%. Les fonds propres de catégorie 2 sur base consolidée s'établissent à 3,19 milliards de dirhams composés d'emprunts obligataires. Au 31 décembre 2019, le ratio de solvabilité sur base consolidée s'établit à 16,83% contre 16,74% au 31/12/2018.

| ENKDH   | Déc-19     |
|---|------------|
| Fonds Propres CET1                                  | 4 171 354  |
| Fonds Propres TIER 1                                | 4 685 263  |
| Fonds Propres TIER 2                                | 3 194 164  |
| Fonds Propres Admissibles                           | 7 879 427  |
| Total des Actifs Pondérés                           | 46 817 565 |
| Risques de Crédit pondérés                          | 41 442 072 |
| Risques de Marché pondérés                          | 1 132 133  |
| Risques Opérationnels pondérés                      | 4 243 360  |
| Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8%)   | 8,91%      |
| Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9%)     | 10,01%     |
| Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12%) | 16,83%     |

### CARACTÉRISTIQUES CONTRACTUELLES DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES FONDS PROPRES

Les caractéristiques des dettes subordonnées se présentent comme suit au 31/12/2019 : (en milliers MAD)

| Au 31/12/2019   |       |             |                           |
|-----------------|-------|-------------|---------------------------|
| D. Emission Tit | Taux  | Durée (Ans) | Capital Restant Dû en Kdh |
| 09/01/2015      | 4,75% | 10          | 53 300                    |
| 18/05/2018      | 4,02% | 10          | 82 600                    |
| 09/01/2015      | 4,75% | 10          | 626 500                   |
| 09/01/2015      | 3,7%  | 10          | 320 200                   |
| 15/12/2016      | 3,82% | 10          | 39 400                    |
| 15/12/2016      | 2,97% | 10          | 960 600                   |
| 18/05/2018      | 4,02% | 10          | 417 400                   |
| 18/05/2018      | 2,99% | 10          | 500 000                   |
| 28/12/2018      | 6,23% | 10          | 150 000                   |
| 28/12/2018      | 5,1%  | 10          | 350 000                   |

### RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2019 représentent 41,44 milliards de dirhams soit 89% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 3,32 milliards de dirhams.

### RISQUE DE MARCHÉ

Au vu de la situation arrêtée à fin Décembre 2019, Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 91 millions de dirhams au 31 Décembre 2019.

### RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 4,24 milliards de dirhams au 31 Décembre 2019 pour une exigence en fonds propres de 339 millions de dirhams.

### ELEMENTS D'INFORMATION SUR BASE INDIVIDUELLE DES FILIALES SIGNIFICATIVES

La filiale établissements de crédits du CIH BANK à savoir SOFAC CREDIT déclare, sur base sociale son ratio de solvabilité à Bank-Al-Maghrib en respect des circulaires 25/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur le risque de crédit et de la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit.

Les fonds propres réglementaires de SOFAC CREDIT s'établissent à 685 Millions de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élèvent à 5,36 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 12,75%.



## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

### Projet ICAAP :

Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième pilier de Bale 2, CIH BANK est en cours de déploiement d'un processus ICAAP et appétence aux risques permettant l'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres internes.

En effet, CIH Bank a lancé courant Mai 2019 un projet de mise en place de ce dispositif qui a été finalisé à fin 2019 sur le périmètre social.

Ce dispositif a été validé par le Comité des risques et le Conseil d'Administration et fait l'objet d'une présentation à Bank Al Maghrib.

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires de Bank Al Maghrib et en se basant sur les pratiques observées au niveau international.

Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH Bank, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne. Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH Bank.

Le dispositif de mesure et du suivi du besoin de capital interne fera l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées au sein de CIH Bank.

La fonction fondamentale de l'ICAAP est de permettre à CIH Bank de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque.

CIH Bank a également défini son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.

L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

L'objectif de la formalisation de l'appétence au risque est de permettre à la Direction générale et au Conseil d'administration de formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée ;

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de CIH Bank.

Les résultats issus des exercices d'ICAAP seront rapportés annuellement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin de leur permettre d'apprécier en permanence les risques inhérents à l'activité de la Banque et ceux susceptibles de se matérialiser par des impacts négatifs sur les fonds propres.

Les travaux ICAAP et appétence au risque ont été réalisés à ce stade sur le périmètre social. La mise en place des ICAAP sur le périmètre consolidé est lancée et sa finalisation est prévue en 2020.

### INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 832 473 500 dirhams (Deux Milliards Huit Cent trente-deux Millions quatre cent soixante-treize cent) divisé en 28 324 735 (Vingt Huit Millions trois cent vingt-quatre milles sept cent trente-cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

### INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES sur l'année 2019

Le Conseil d'Administration décide de proposer à L'Assemblée Générale Ordinaire d'affecter le résultat de l'exercice 2019 comme suit :

|   | 2019        |
|---|-------------|
| Bénéfice de l'exercice  | 451 399 319 |
| Déduction des pertes antérieures                                      | 0           |
| Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes                     | 451 399 319 |
| Réserve légale (-)  | 22 351 046  |
| Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur                 | 522 429 956 |
| Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice          | 951 478 229 |
| Nombre d'actions  | 28 324 735  |
| Dividende par action  | 13          |
| Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires           | 372 513 190 |
| Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau | 578 965 039 |

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende ordinaire de 13 dirhams par action et un dividende exceptionnel de 2 dirhams par action. Le dividende ordinaire et le dividende exceptionnel seront payables à partir du 2 juillet 2019.

### Politique de conformité de l'établissement

En vue de se conformer aux dispositions réglementaires en matière de contrôle interne et de conformité, la banque a mis en place une fonction conformité (Pôle Conformité), relevant de la Direction Générale. Le Pôle Conformité veille au respect des lois, règlements, normes et usages professionnels, règles de déontologie et procédures internes. Ces attributions se présentent comme suit :

- Veille réglementaire ;
- Identification et mise sous contrôle des risques de non-conformité ;
- Agrément de conformité sur les nouveaux produits commerciaux et les nouveaux process de la banque ;
- Obligation de vigilance en matière de prévention du blanchiment des capitaux ;
- Prévention du délit d'initié et des conflits d'intérêts ;
- Relevé des insuffisances identifiées en matière de Conformité et suivi jusqu'à régularisation ;
- Devoir d'alerte ;
- Relations avec les régulateurs pour les aspects relevant de la conformité ;
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations des instances internes et externes pour les aspects d'ordre réglementaire ;
- Diffusion de la culture de conformité.

Compte tenu de ces attributions, l'organisation du Pôle Conformité comprend trois entités :

- La Direction Conformité Normative ;
- L'entité Contrôle Permanent ;

- L'entité Sécurité Financière.

Le système de contrôle interne de CIH Bank comprend 3 niveaux, à savoir :

#### Contrôle de 1er niveau consistant dans :

- La Surveillance Permanente ou l'autocontrôle : Ce système de contrôle consiste, en plus des contrôles au fil de l'eau prévus par les notes de procédures, en la réalisation périodique de certaines vérifications effectuées par les opérationnels et leurs hiérarchies au niveau des agences et des entités du siège. Il vise à garantir la régularité et la sécurité des opérations qu'ils réalisent ;
- Les contrôles inter-entités effectués par les entités de back-office et consistent en des vérifications opérées lors des phases initiation ou exécution, et ce avant la prise de décision.

#### Contrôle de 2ème niveau qui comprend :

- Le contrôle de la conformité réglementaire, assuré par le Pôle Conformité ;
- Le contrôle des Engagements, assuré par la Direction des engagements ;
- La maîtrise et la surveillance des risques bâlois assurée par la Direction des Risques ;
- Le contrôle de la fiabilité et l'exhaustivité des données comptables et financières assuré par la Direction de la Comptabilité ;
- Le contrôle de la sécurité informatique, assuré par le RSSI (Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Informations).

#### Le 3ème niveau de contrôle incombe à la Direction de l'Audit Interne qui s'assure de la cohérence d'ensemble et de l'efficacité du système de contrôle interne.

Ce dispositif peut être schématisé comme suit :

| Nature des contrôles | Niveaux                 | Acteurs   | Objet  |
|----------------------|-------------------------|---|--|
| Contrôle Permanent   | 1 <sup>er</sup> Niveau  | Opérationnels<br>Hiérarchie<br>Back-office<br>RSSI  | Autocontrôle<br>Contrôle hiérarchique<br>Contrôle inter-entités<br>Risques informatiques       |
|                      | 2 <sup>ème</sup> Niveau | Engagement<br>Comptabilité<br>Conformité<br>Risques | Risque Crédit<br>Risque comptables et budgétaires<br>Risque de non-conformité<br>Risque bâlois |
| Contrôle Périodique  | 3 <sup>ème</sup> Niveau | Audit Interne                                       | Cohérence et efficacité d'ensemble   |

Source : CIH Bank

### VOLET ETHIQUE ET DEONTOLOGIE

L'éthique et la déontologie représentent un fort engagement collectif chez CIH Bank qui a établi, à cet égard, un code de bonne conduite, mettant en exergue les valeurs à respecter par le personnel et qui ont pour noms : l'intégrité, le professionnalisme, la loyauté, la méritocratie et la solidarité. En plus des règles générales visant à préserver un bon climat social, ce code traite des sujets précis tels que le secret professionnel, la protection des données personnelles, la lutte contre les abus de marché, la gestion des conflits d'intérêts, la prévention du blanchiment de capitaux et la préservation du patrimoine de la banque. Il a été diffusé auprès de tous les employés qui ont signé un acte par lequel ils expriment leur adhésion et s'engagent à observer ses dispositions, et surtout à s'imprégner de son esprit dans leur travail quotidien. Des formations sont également organisées sur ce thème au profit des nouvelles recrues pour leur transmettre les principes fondamentaux qui sous-tendent la vie au CIH Bank et leur assurer une bonne intégration.

De même, en tant que société cotée, CIH Bank a mis en place une charte de lutte contre le délit d'initié, laquelle définit les engagements à la charge des personnes en position d'initiés permanents ou occasionnels, tels que définis par les circulaires de l'AMMC. Les personnes concernées ont reçu ce document et s'engagent, par acte signé, à en respecter la teneur.

Enfin, dans une démarche volontariste et en vue promouvoir les valeurs d'intégrité et de transparence, CIH Bank a soumis depuis 2011 les responsables, à partir du grade de Directeur de Pôle, à la procédure de déclaration volontaire de patrimoine, en vertu de laquelle ils communiquent régulièrement à la Cour des Comptes leurs revenus et leurs biens et avoirs, mobiliers et immobiliers, conformément à la législation en vigueur.

Pour s'assurer de la traduction dans les faits de ces valeurs d'éthique et de déontologie, des dispositifs ont été mis en place. Une entité dépendant du Pôle Conformité est chargée d'animer les activités liées à ce volet, par le truchement d'actions périodiques de sensibilisation. Et pour faciliter la remontée des dysfonctionnements, tous les documents de référence (codes, chartes, politiques, etc.) confèrent au personnel le devoir d'alerte. Sur le plan du contrôle, les responsables sont tenus, dans le cadre de la Surveillance permanente, de remonter au Pôle Conformité les incidents éventuels détectés au cours de la période dans leurs entités respectives. Les dispositifs de contrôle permanent de 2ème niveau, de traitement des réclamations, de Médiation Interne et d'Inspection Générale concourent aussi à la détection éventuelle des comportements déviants qui sont présentés à une structure dépendant de la Direction Générale de la Banque, le Comité administratif, qui prend des sanctions en cas d'irrégularités avérées. L'objectif étant de consolider en permanence notre capital Confiance tant en interne que vis-à-vis de nos clients, de nos autres partenaires et du public.

### LUTTE CONTRE LES CONFLITS D'INTERETS

En vue de raffermir les valeurs de transparence, de probité et d'indépendance, CIH Bank a mis en place une charte de lutte contre les conflits d'intérêts qui a été approuvée par son Conseil d'Administration en Mars 2011. Elle matérialise l'engagement de l'ensemble des acteurs de la banque de respecter les règles à même de leur permettre de mieux gérer les situations de conflits d'intérêts.

En application de cette politique, des dispositifs ont été mis en place pour préserver l'indépendance de jugement des administrateurs, des dirigeants exécutifs, des cadres et des employés de la banque. Sur le plan de l'organisation, un recueil des missions et attributions des entités est mis en place, la règle de séparation des tâches et des responsabilités incompatibles est observée, la collégialité est érigée en tant que principe de base dans la prise de décision et l'indépendance hiérarchique des entités de contrôle est assurée.

Pour ce qui a trait aux procédures, les dispositions légales régissant les conventions réglementées

## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2019

sont strictement observées, la règle du double regard est établie et l'obligation de soumettre la décision à l'échelon supérieur est instituée à chaque fois qu'un employé traite une demande qui le concerne personnellement ou l'un de ses proches.

En ce qui concerne les activités commerciales, des prescriptions strictes sont établies, dont la primauté des intérêts du client sur ceux de la banque ou de l'employé, le droit à l'information, l'égalité de traitement et le respect des lois et des réglementations, des règles d'éthique et de déontologie, des procédures internes et des pratiques de la profession.

De même, le devoir d'alerte est conféré à l'ensemble des employés par les documents de référence de la banque tels que les codes, les chartes et les politiques. Les missions de revue réalisées par les commissaires aux comptes et les contrôles assurés par des entités indépendantes, notamment l'Audit Interne, la Conformité, les Engagements et la Comptabilité, veillent au respect des principes liés aux conflits d'intérêts qui visent à préserver une relation saine de la banque avec tous ses partenaires et favoriser ainsi la création de richesses de façon loyale et pérenne, au profit de toutes les parties.

### Dispositif de Gouvernance de CIH BANK

Depuis Mai 2009, CIH Bank a adopté un nouveau mode de gouvernance qui a consisté dans :

- La transformation juridique de CIH Bank en Société Anonyme à Conseil d'Administration, au lieu et place de la SA à Directoire et Conseil de Surveillance, à partir du 28 mai 2009 par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2009 ;
  - La décision du Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Président Directeur Général.
- Dans ce sillage, le Conseil d'Administration du 25 Novembre 2009 a :
- Défini la composition des comités techniques émanant du Conseil d'Administration :
    - Comité de Nomination et de Rémunération ;
    - Comité Stratégique ;
    - Comité d'Audit.
  - Approuvé un partage de délégations de pouvoirs de décision entre le Comité Stratégique et le Président Directeur Général, en matière :
    - D'octroi de crédit ;
    - D'investissement ;
    - De traitement amiable et transactionnel des dossiers des créances en souffrance ;
    - De cession des actifs immobiliers.

Lors de la réunion du Conseil d'Administration du 23 juin 2010, CIH Bank a présenté son dispositif cible de gouvernance d'entreprise, en complément du plan stratégique 2010-2014.

Ce dispositif vise à doter la banque d'un système de gouvernance conforme aux normes légales et réglementaires et aligné sur les meilleures pratiques, dans le but d'en faire un facteur clé de succès pour la réalisation d'une croissance saine et sécurisée de la banque, conformément à ses objectifs stratégiques.

Le dispositif de gouvernance d'entreprise s'articule autour de 4 modules :

- Module 1 : Organisation – Missions et attributions – Fiches de poste ;
- Module 2 : Système de décision et de délégation des pouvoirs ;
- Module 3 : Gestion collégiale ;
- Module 4 : Supervision et pilotage.

Par ailleurs, et pour permettre d'assurer un suivi du déploiement de ce dispositif cible de Gouvernance d'entreprise, une « Matrice cible de gouvernance d'entreprise » a été définie.

Cette matrice est mise à jour annuellement pour mesurer l'écart entre les travaux réalisés et le dispositif cible de Gouvernance d'Entreprise.

#### I. Organisation – Manuel des missions et attributions

##### 1. Organisation

La nouvelle organisation de CIH BANK a été déclinée début 2010. Elle s'est traduite par :

- La création de 3 métiers commerciaux :
  - La Banque des Particuliers et des Professionnels ;
  - La Banque de l'Immobilier ;
  - Et La Banque de l'Entreprise.
- La restructuration de la fonction recouvrement ;
- Le rattachement au Président Directeur Général des fonctions de contrôle, Capital Humain, communication et marketing, qualité et Gouvernance ;
- Le rattachement au Directeur Général Délégué des fonctions risques, finances et support.

##### 2. Manuel des Missions et Attributions

Ce manuel est le complément de l'organisation en vigueur. Il définit le rôle, les attributions et les responsabilités des différentes structures de la banque en vue d'une meilleure complémentarité et d'une plus grande synergie.

Les missions se déclinent en attributions d'ordre général et en attributions spécifiques à chaque entité, compte tenu du rôle qu'elle est amenée à jouer dans le modèle opérationnel de la banque.

Les attributions générales consistent en un certain nombre de principes qui concernent l'ensemble des Responsables, indépendamment de leurs fonctions propres : il s'agit de principes communs, relatifs au management de l'entité d'une façon générale (Réalisations des objectifs, gestion des équipes, respect des saines pratiques de gestion, relations avec les autres entités, qualité de service rendu à la clientèle de façon directe ou indirecte, etc.).

Les attributions spécifiques ont trait à chaque entité en particulier, compte tenu de son périmètre d'intervention et de la particularité du métier concerné.

Le manuel des missions et attributions constitue le cadre dans lequel s'exercent les délégations de pouvoirs conférés dans le système délégataire de la banque (voir module 2 ci-après). Il est périodiquement mis à jour en fonction de l'évolution de l'organisation de la banque.

Ce manuel est complété par un manuel des « Fiches de poste » qui décline les attributions au niveau le plus détaillé : le poste de travail.

#### II. Système de Décision et de Délégation des Pouvoirs

Le Système Délégué décrit l'ensemble des délégations de pouvoirs conférées aux mandataires de la banque. Il est régi par un certain nombre de principes qui ont présidé à son élaboration et qui en précisent les modalités d'exécution.

Le système de décision a pour objectif de sécuriser le processus décisionnel de l'entreprise en veillant à trouver un juste équilibre entre :

- l'impératif de conférer aux mandataires une marge de manœuvre décisionnelle, notamment en matière d'engagements pris à l'égard des tiers, au nom de l'entreprise, pour permettre la réalisation des objectifs commerciaux ;
- l'impératif de sécuriser les engagements de l'entreprise en introduisant des jalons appropriés pour

le contrôle a priori ou a posteriori des risques induits par ces engagements.

- Le système de décision est un élément du dispositif du contrôle interne de l'entreprise.

- La délégation de pouvoirs émane du Président Directeur Général. Elle est conférée à titre institue personae au mandataire concerné ;

- Elle fait l'objet d'une formalisation écrite en vue d'en préciser l'étendue et faciliter le contrôle de son exercice ;

- Elle doit être exercée par le mandataire, dans le cadre de ses attributions, en toute responsabilité, diligence et vigilance pour servir au mieux les intérêts de la banque ;

- La délégation est déclinée pour chaque ligne métier de la banque comme suit :

- Les pouvoirs de la Banque des Particuliers et des Professionnels ;
- Les pouvoirs de la Banque de l'Immobilier ;
- Les pouvoirs de la Banque de l'Entreprise ;
- Les pouvoirs en matière de recouvrement ;
- Les pouvoirs en matière d'achats ;
- Les pouvoirs des autres entités du siège ;

##### Les pouvoirs de décision

- La délégation de pouvoirs de décision est conférée dans le cadre de limites internes, en fonction du domaine d'activité concerné ;
- La délégation des pouvoirs de décision est exercée par le délégataire soit directement, soit dans le cadre de comités prévus à cet effet et ce, conformément aux règles de prise de décision spécifiques à chaque domaine d'activité ;
- En cas d'absence d'un mandataire, ses pouvoirs sont exercés par un intérimaire nommé et formellement désigné, ou à défaut par son supérieur hiérarchique direct.

##### Les pouvoirs de signature

- Les pouvoirs de signature portent sur la signature d'actes engageant la banque vis-à-vis des tiers ;
- Ces pouvoirs s'exercent dans le strict respect des pouvoirs de décision dont ils constituent la formalisation et auxquels ils ne se substituent pas ;
- Les pouvoirs de signature doivent être exercés dans le respect de la règle de la double signature des mandataires habilités.

##### Les pouvoirs de représentation

- Les pouvoirs de représentation visent à permettre à des responsables de la banque de la représenter vis-à-vis des tiers ;
- Toute opération de représentation non prévue dans les recueils des pouvoirs doit faire l'objet d'un acte de pouvoir spécial émanant du Président Directeur Général ou d'un Directeur Général Délégué.

#### III. Gestion collégiale (les comités internes)

- La gestion collégiale se matérialise à travers la création d'un certain nombre de comités internes à la banque.

- Ces Comités sont des instances d'échange d'informations et de prise de décisions, élargies aux responsables métiers concernés par les sujets traités ;
- Ils sont présidés par le Président Directeur Général, ou par tout autre Responsable de la banque désigné par lui ;
- Les Comités sont régis par des Chartes qui en précisent les domaines de compétence, les attributions, la composition et les règles de fonctionnement ;
- Chaque comité est animé par une Direction métier qui en assure le secrétariat ;
- La planification et la coordination entre les différents comités sont assurées par le Secrétariat Général Groupe.

En fonction de leurs compétences, les Comités internes sont regroupés comme suit :

- Les Comités de Supervision
- Les Comités de Gestion Opérationnelle
- Les Comités par Pôles Métiers
- Les Comités Régionaux
- Les Comités prévus par le Code du Travail

##### Gestion collégiale – Comités de supervision

| Comités   | Mission  | Fréquence                    |
|---|--|------------------------------|
| Comité de Direction Générale                      | Cadre d'informations, d'échange et de concertation entre les principaux responsables de la banque, portant sur des thèmes relatifs à la mise en œuvre de la politique générale de la banque  | Hebdomadaire                 |
| Comité Commercial                                 | En charge de valider les plans d'actions commerciaux de la Banque des particuliers et des Professionnels en fonction de l'évolution des orientations stratégiques et de l'environnement concurrentiel. Assure le suivi des réalisations commerciales. Ce Comité se réunit trimestriellement avec la présence des Directeurs Régionaux. | Hebdomadaire/<br>Trimestriel |
| Comité Organisation et Système d'information      | Assure le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de la banque en matière de Système d'Information ;   | Mensuelle                    |
| Comité de Management des Risques                  | En charge du suivi des risques de la banque, notamment les risques de crédit, de marché, risques opérationnels...  | Trimestrielle                |
| Comité de Contrôle Interne                        | Vérifie la correcte couverture du périmètre de CIH BANK et de ses filiales par le dispositif de contrôle interne.  | Trimestrielle                |
| Comité de suivi des Affaires Spéciales            | Examine l'évolution du recouvrement des clients contentieux historiques de la banque.  | Mensuelle                    |
| Comité de suivi du recouvrement et du contentieux | Examine l'évolution de l'activité de Recouvrement des créances en situation contentieux ou amiable   | Trimestrielle                |
| Comité Qualité                                    | Veille au respect des normes qualités, instituée par la banque.  | Trimestrielle                |



## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

### Gestion collégiale - Comités Risques

| Comités                                     | Mission   | Fréquence     |
|---|---|---------------|
| Comité des Engagements                      | Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes et le réaménagement des conditions de prêts.   | Hebdomadaire  |
| Comité de Recouvrement                      | Statue sur les propositions de plans d'apurement, de règlements transactionnels, de restructurations, des créances en recouvrement amiable ou judiciaire  | Hebdomadaire  |
| Comité de pilotage des risques de crédit    | Il valide les principaux indicateurs de mesure des risques de crédit qui lui sont proposés par la Direction des Risques.  | Trimestrielle |
| Comité des grands risques                   | Examine l'exposition aux grands risques au regard des engagements globaux ;   | Trimestrielle |
| Comité des risques opérationnels/Conformité | En matière de risques opérationnels, il a pour objet d'identifier les risques opérationnels et valider l'organisation et les moyens à mettre en œuvre pour assurer leur gestion. En matière de conformité, il est en charge de l'élaboration de la politique Conformité de la banque et du suivi du risque de non-conformité. | Trimestrielle |
| Comité de Suivi des risques sensibles       | Il examine la situation des clients (ou groupe de clients), non contentieux repris dans la watch-list et qui présentent des critères de dégradation de la qualité des risques.  | Trimestrielle |
| Comité de provisionnement                   | En charge d'examiner les dotations aux provisions du trimestre et de l'exercice.  | Trimestrielle |
| Comité ALM                                  | En charge de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de gestion Actif- Passif  | Trimestrielle |

### Gestion collégiale - Comités de gestion

| Comités   | Mission  | Fréquence     |
|---|--|---------------|
| Comité Administratif                            | En charge de la définition, de la mise en place et de l'évaluation de la politique générale de l'institution tant en matière de ressources humaines et de gestion du patrimoine, qu'en matière de moyens généraux nécessaires au développement de l'institution aussi bien sur les plans quantitatifs que qualitatifs. | Hebdomadaire  |
| Comité Produits                                 | statue sur les nouveaux produits et services à mettre en place dans le cadre du développement des activités de la banque.  | Trimestrielle |
| Comité de Trésorerie                            | En charge du suivi de la gestion de la trésorerie de la banque.  | Hebdomadaire  |
| Comité de suivi des opérations d'assainissement | En charge du suivi du plan d'assainissement du passif de certaines activités, notamment dans les domaines suivants : garanties, suspens, comptes en sommeil.   | Trimestrielle |
| Comité de suivi des Activités Non Bancaires     | Ce Comité est une instance en charge du suivi des activités non bancaires de la banque.  | Trimestrielle |
| Comité Gestion Relation Clientèle               | A pour mission de veiller sur l'efficacité du processus de traitement des réclamations de la clientèle et l'amélioration des process qui sont à leur origine.  | Mensuel       |
| Comité PHE                                      | Il statue, dans le cadre des limites de compétence fixées en matière de cession du patrimoine hors Exploitation relevant de son domaine de compétence.<br>Il donne un avis sur les propositions d'acquisition de gages.  | A la demande  |
| Comité Multi canal                              | A pour objectif d'assurer le suivi et la coordination des travaux de mise en œuvre de la stratégie « multi-canal » de CIHBANK.   | Mensuel       |

### Gestion collégiale - Comités délégués des Pôles Métiers

| Comités  | Mission  | Fréquence    |
|--|--|--------------|
| Comité de Crédit Banque des Particuliers et des Professionnels | Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes, les modifications de conditions de prêts de la clientèle des Particuliers et professionnels, dans les limites de compétence fixées par le système de délégation de la banque.        | Hebdomadaire |
| Comité de Crédit Banque de l'Immobilier                        | Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes, les modifications de conditions de prêts concernant la clientèle des promoteurs immobiliers et ce, dans les limites de compétence fixées par le système de délégation de la banque.  | Hebdomadaire |
| Comité de Crédit Banque de l'Entreprise                        | Statue sur les demandes de nouveaux crédits, les renouvellements de lignes d'engagement existantes, les modifications de conditions de prêts concernant la clientèle des entreprises et ce, dans et ce, dans les limites de compétence fixées par le système de délégation de la banque. | Hebdomadaire |
| Comité Central de Recouvrement                                 | Statue dans le cadre des limites de compétences fixées par le système de délégation sur les propositions de plans d'apurements, de règlements transactionnels, de restructurations des créances en recouvrement amiable ou judiciaire  | Hebdomadaire |
| Comité des Prêts au Personnel                                  | Statue, dans le cadre des limites de compétence fixées par le Président Directeur Général et conformément aux règles et normes en vigueur, en matière de prêts accordés au personnel en activité.  | Hebdomadaire |

### Gestion collégiale - Comités Régionaux

| Comités                          | Mission  | Fréquence    |
|----------------------------------|--|--------------|
| Comité Régional                  | Assurer le suivi des réalisations commerciales régionales ; Traiter toute question d'ordre administratif ou logistique relatives à la région ; Surveiller l'évolution des créances relatives aux dossiers de crédits de la région. | Mensuelle    |
| Comité de Coordination Régionale | Développer la synergie et la complémentarité régionale entre les différents métiers commerciaux de la banque (Banque des Particuliers et professionnels/Banque de l'Immobilier/Banque de l'Entreprise).                            | Hebdomadaire |
| Comité Régional de Crédit        | Traitement des crédits relevant de la compétence du Directeur Régional.  | Quotidienne  |

### IV. Supervision et pilotage

Le dispositif de supervision et de pilotage est composé des organes sociaux de la banque qui sont :

- Le Conseil d'Administration ;
- Les comités techniques émanant du Conseil d'administration ;
- La Direction Générale de la banque.

En sus des dispositions légales et réglementaires précisant les attributions et les responsabilités de l'organe d'Administration et de l'Organe de Direction, le Conseil d'Administration du 18 Décembre 2013 a adopté les documents suivants :

- La déclaration de Gouvernance d'Entreprise ;
- Le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration ;
- Les chartes des comités techniques émanant du Conseil d'Administration ;
- La charte de l'Administrateur.

Ces documents ont été actualisés par le Conseil d'Administration du 22 Février 2017.

### V. Structure des organes de gouvernance

Le système de gouvernance mis en place respecte les principes généraux du gouvernement d'entreprise. Ce système se compose d'organes de contrôle et de gestion, issus du conseil d'administration.

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil peut constituer en son sein, et avec le concours, s'il l'estime nécessaire, de tiers, actionnaires ou non, des comités techniques chargés d'étudier les questions qu'il leur soumet pour avis. Il est rendu compte aux séances du conseil de l'activité de ces comités et des avis ou recommandations formulés.

Le Conseil fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

### COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DECEMBRE 2019

| Fonction                     | Nom et fonction  | Date de cooptation par le Conseil d'Administration | Fin du Mandat                     |
|------------------------------|--|--|-----------------------------------|
| Président                    | M. Lotfi SEKKAT<br>Président Directeur Général de CIH Bank   | 11/06/2019   | AGO statuant sur les comptes 2024 |
|                              | M. Abdellatif ZAGHNOUN<br>Directeur Général de la CDG  | 11/03/2015   | AGO statuant sur les comptes 2020 |
|                              | M. Mohamed Amine FILALI<br>Directeur du Pôle Risk Management de la CDG<br>Représentant Permanent de Massira Capital Management | 22/02/2017   | AGO statuant sur les comptes 2020 |
|                              | Mme Latifa ECHIHABI<br>Secrétaire Générale de la CDG   | 06/09/2017   | AGO statuant sur les comptes 2020 |
| Administrateurs              | M. Khalid EL HATTAB<br>Directeur Pôle Finances de la CDG   | 06/09/2017   | AGO statuant sur les comptes 2019 |
|                              | M. Mohamed Hassan BENSALAH<br>Président Directeur Général de HOLMARCOM   | 07/10/2009   | AGO statuant sur les comptes 2020 |
|                              | M. Mustapha LAHBOUBI<br>Pôle Stratégie et Développement de la CDG  | 25/11/2010   | AGO statuant sur les comptes 2020 |
| Administrateurs Indépendants | M. Karim CHIOUAR<br>Directeur Général Délégué de HOLMARCOM   | 17/12/2014   | AGO statuant sur les comptes 2019 |
|                              | M. Khalid CHEDDADI<br>Président Directeur Général de la CIMR   | 23/03/2011   | AGO statuant sur les comptes 2022 |
|                              | Mme Amina BENKHADRA<br>Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines                                   | 14/12/2016   | AGO statuant sur les comptes 2021 |
|                              | M. Ahmed Reda CHAMI<br>Président du Conseil Économique, Social et Environnemental  | 13/11/2019   | AGO statuant sur les comptes 2024 |
|                              | Mme Dayae OUDGHIRI<br>Présidente de la Société FULGURANS   | 13/11/2019   | AGO statuant sur les comptes 2024 |

## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

### ACTIVITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2019

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'Administration a tenu 7 réunions, au cours desquelles il a traité notamment les points suivants :

- Arrêté des comptes de l'exercice 2018 ;
- Augmentation du capital pour un montant de 500.000.000 de Dirhams ;
- Nomination de deux Administrateurs indépendants ;
- Cession d'actifs (point d'information) ;
- Approbation du Budget 2020 ;
- Lancement de l'opération OPCI ;
- Stratégie de CIH BANK ;
- Restitution des travaux d'évaluation de la gouvernance d'entreprise CIH.

### COMITES ÉMANANT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### COMITE DE NOMINATION, REMUNERATION ET GOUVERNANCE

##### Comité de Nomination, de Rémunération et de Gouvernance

D'une périodicité annuelle, le Comité de Nomination, Rémunération et Gouvernance donne un avis sur le recrutement, la nomination, la révocation et la rémunération du Président du Conseil d'Administration et de ses membres, des dirigeants et salariés de la société.

| Membre*                | Fonction  |
|------------------------|---|
| M. Abdellatif ZAGHNOUN | Président du Comité - Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion |
| M. Khalid CHEDDADI     | Membre du comité - Président Directeur Général de la CIMR                   |

\* Au 31 décembre 2019

Ce comité a tenu une réunion au cours de laquelle il a examiné la rémunération des dirigeants de la banque.

#### COMITE DES GRANDS ENGAGEMENTS ET INVESTISSEMENTS

Présidé par le Président Directeur Général, le Comité des Grands Engagements et Investissements se réunit mensuellement et à chaque fois que nécessaire. Ce comité a pour mission de Statuer sur les Grands Engagements et Investissements de la banque.

Le Conseil d'administration a délégué une partie de ses pouvoirs au Comité des grands Engagements et investissements qui statue sur les actes de gestion ; d'octroi de crédit, d'acquisition et de cession d'éléments d'actifs et plus généralement toute question jugée importante par le Conseil d'administration.

Par ailleurs, afin de permettre au Conseil d'administration de statuer sur certaines décisions, le Comité des Grands Engagements et Investissements sera consulté pour avis, sur les sujets d'investissements ou de désinvestissements suivants :

- Politique de gestion du Patrimoine Hors Exploitation ;
- Politique d'investissement en activités connexes ;
- Politique d'investissement du portefeuille de placements ;
- Politique d'Investissements en participations.

| Membre*                     | Fonction  |
|-----------------------------|---|
| M. Lotfi SEKKAT             | Président du Comité - Président Directeur Général de CIH Bank             |
| Mme. Latifa ECHIHABI        | Membre du Comité - Secrétaire Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion |
| M. Mustapha LAHBOUBI        | Membre du Comité - Directeur du Pôle Stratégie et Développement de la CDG |
| M. Mohammed Hassan BENSALAH | Membre du Comité - Président Directeur Général de HOLMARCOM               |
| M. Khalid CHEDDADI          | Membre du comité - Président Directeur Général de la CIMR                 |

\* Au 31 décembre 2019

Le Comité des Grands Engagements et investissements a tenu 13 réunions en 2019 au cours desquelles il a traité des sujets suivants :

- Approbations de crédits ;
- Examen de schémas de sortie de dossiers en recouvrement ;
- Examen de la situation des Hôtels filiales de CIH ;
- Projet de club sportif et centre d'estivage pour le personnel.

#### COMITE D'AUDIT

Le comité d'Audit qui se tient au moins quatre fois par an, il d'assiste le Conseil d'Administration et d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières ainsi que la surveillance de l'efficacité des systèmes de contrôle interne.

| Membre*                 | Fonction   |
|-------------------------|--|
| M. Khalid EL HATTAB     | Président du Comité - Directeur du Pôle Finances de la Caisse Dépôt et de Gestion        |
| M. Karim CHIOUAR        | Membre du Comité - Directeur Général Délégué de la société HOLMARCOM                     |
| M. Mohamed Amine FILALI | Membre du Comité - Directeur du Pôle Risk Management de la CDG                           |
| Mme Amina BENKHADRA     | Membre du comité - Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines |
| Mme Dayae OUDGHIRI      | Membre du comité - Présidente de la Société FULGURANS                                    |

\* Au 31 décembre 2019

Au cours de l'exercice 2019, le comité d'audit s'est réuni 05 fois au cours desquelles il a examiné les points suivants :

- Arrêté des comptes au 31/12/2018 ;
- Validation de la charte d'Audit
- Reconduction du Mandat des Commissaires Aux Comptes
- Analyse de la Mise en place de l'IFRS 9 et de son impact sur le Bilan d'ouverture au 01.01.2018 ;
- Arrêté trimestriel des comptes sociaux et des comptes consolidés au 31/03/2019, au 30/06/2019 et au 30/09/2019 ;
- Synthèse d'avancement de la mise en œuvre des recommandations ;
- Certification IFACI - Synthèse de l'audit à blanc et point sur les étapes ;
- Synthèse du Rapport Contrôle interne CIH BANK 2018 ;
- Synthèse des réclamations de la clientèle ;
- Focus sur les Fonds propres et les ratios de solvabilité ;
- Focus sur l'évolution du Coût du risque ;
- Projet de mise à jour de la Charte du Comité d'Audit ;
- Points Conformité ;
- Points Contrôle Permanent.

#### COMITE DES RISQUES

Le comité des Risques qui se tient au moins 04 fois par an, est chargé d'assister le Conseil d'Administration en matière de définition de la stratégie globale des risques et du niveau d'appétence aux risques au regard de la capacité au risque de CIH BANK. Il assiste par ailleurs le Conseil d'Administration dans le suivi de la stratégie des risques, la gestion et surveillance des risques et des niveaux auxquels CIH BANK est exposés.

| Membre*              | Fonction   |
|----------------------|--|
| M. Ahmed Reda CHAMI  | Président du Comité - Président du Conseil Économique, Social et Environnemental         |
| M. Mustapha LAHBOUBI | Membre du Comité - Directeur du Pôle Risk Management de la CDG                           |
| M. Khalid EL HATTAB  | Membre du Comité - Directeur du Pôle Finances de la Caisse Dépôt et de Gestion           |
| M. Karim CHIOUAR     | Membre du Comité - Directeur Général Délégué de la société HOLMARCOM                     |
| Mme Amina BENKHADRA  | Membre du comité - Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines |

\* Au 31 décembre 2019

Au cours de l'exercice 2018, Le Comité des Risques a tenu 05 réunions au cours desquelles il a traité notamment des sujets suivants :

- Suivi des Recommandations ;
- Coût de Risque aux normes sociales et IFRS ;
- Évolution des prêts mesurée par système de notation interne ;
- Notation entreprise ;
- Fonds propres et ratio de solvabilité ;
- Maîtrises des risques crédit niveau agences ;
- Estimation de l'Impact de la 19 G ;
- Évolution des Emplois ;
- Évolution des principaux Indicateurs de Risques :

- Risques de Crédit (SNI et Qualité de production) ;
- Risques Financiers (ALM, Fonds propres, ratios, ...) ;
- Risques Opérationnels ;
- Risques Activités de Marchés.

- Synthèse du projet ICAAP et Risk Appetite ;
- Stratégie des Activités de marchés ;
- Validation de la Nouvelle Charte du Comité des Risques.



## COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2019

(en milliers MAD)

## BILAN CONSOLIDE

| ACTIF IFRS  | 2019.Déc          | 2018.Déc          |
|---|-------------------|-------------------|
| Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP                        | 2.573.522         | 1.548.102         |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat                                | 8.174.486         | 5.645.059         |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction                             | 6.890.821         | 5.036.876         |
| Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat                         | 1.283.665         | 608.183           |
| Instruments dérivés de couverture   | -                 | -                 |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres                        | 446.593           | 1.699.348         |
| Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables                   | 37.123            | 1.356.217         |
| Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables                  | 409.470           | 343.131           |
| Titres au coût amorti   | 936.103           | 875.674           |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | 3.195.065         | 2.447.826         |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti                              | 53.097.311        | 47.358.257        |
| Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux                  | -                 | -                 |
| Placements des activités d'assurance  | -                 | -                 |
| Actifs d'impôt exigible   | 275.934           | 254.005           |
| Actifs d'impôt différé  | 164.544           | 135.070           |
| Comptes de régularisation et autres actifs                                      | 1.966.277         | 1.016.525         |
| Actifs non courants destinés à être cédés                                       | -                 | -                 |
| Participations dans les entreprises mise en équivalence                         | 460.754           | 473.723           |
| Immeubles de placement  | 1.260.107         | 1.138.667         |
| Immobilisations corporelles   | 2.070.588         | 1.753.627         |
| Immobilisations incorporelles   | 213.567           | 304.569           |
| Ecart d'acquisition   | 299.428           | 299.428           |
| <b>TOTAL ACTIF</b>  | <b>75.134.280</b> | <b>64.949.880</b> |

## BILAN CONSOLIDE

| PASSIF IFRS   | 2019.Déc          | 2018.Déc          |
|---|-------------------|-------------------|
| Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux                         | -                 | -                 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat                                     | -                 | -                 |
| Passifs financiers détenus à des fins de transactions                                 | -                 | -                 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option                          | -                 | -                 |
| Instruments dérivés de couverture   | -                 | -                 |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés                               | 7.229.961         | 6.798.677         |
| Dettes envers la clientèle  | 44.579.283        | 37.052.586        |
| Titres de créance émis  | 9.743.163         | 9.660.857         |
| Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux                       | -                 | -                 |
| Passifs d'impôt exigible  | 290.803           | 278.671           |
| Passifs d'impôts différés   | 140.828           | 99.350            |
| Compte de régularisation et autres passifs  | 3.528.791         | 1.853.274         |
| Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés                            | -                 | -                 |
| Provisions pour contrats d'assurance  | -                 | -                 |
| Provisions pour risques et charges  | 438.019           | 437.242           |
| Subventions et Fonds assimilés  | -                 | -                 |
| Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie                                     | 3.695.908         | 3.647.263         |
| Capitaux propres  | 5.487.522         | 5.121.960         |
| Capital et réserves liées   | 2.832.474         | 2.660.809         |
| Réserves consolidées  | 2.254.349         | 2.093.804         |
| Réserves consolidées - Part du groupe   | 1.858.320         | 1.626.256         |
| Réserves consolidées - Part des minoritaires  | 396.029           | 467.547           |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres                         | -78               | -41.953           |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe        | -78               | -41.953           |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires | -                 | -                 |
| Résultat net de l'exercice  | 400.778           | 409.301           |
| Résultat net de l'exercice - Part du groupe   | 426.382           | 455.043           |
| Résultat net de l'exercice - Part des minoritaires                                    | -25.604           | -45.742           |
| <b>TOTAL PASSIF</b>   | <b>75.134.280</b> | <b>64.949.880</b> |

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

|  | 2019.Déc         | 2018.Déc         |
|--|------------------|------------------|
| Intérêts, rémunérations et produits assimilés  | 2.798.267        | 2.661.163        |
| Intérêts, rémunérations et charges assimilés   | -1.166.049       | -1.038.082       |
| <b>MARGE D'INTERETS</b>  | <b>1.632.218</b> | <b>1.623.081</b> |
| Commissions (produits)   | 348.983          | 334.640          |
| Commissions (charges)  | -12.865          | -10.128          |
| <b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>   | <b>336.117</b>   | <b>324.513</b>   |
| Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette  | -                | -                |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat                                   | 436.730          | 94.133           |
| Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction   | 177.176          | 82.839           |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat                                    | 259.554          | 11.294           |
| Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres                           | 2.206            | 21.079           |
| Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables                     | 956              | 4.223            |
| Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)  | 1.250            | 16.856           |
| Gains ou pertes nets des instruments financiers disponibles à la vente   | -                | -                |
| Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti                      | -                | 1.164            |
| Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR | -                | -                |
| Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par KP en actifs financiers à la JVR | -                | -                |
| Produits nets des activités d'assurance  | -                | -                |
| Produits des autres activités  | 914.189          | 842.292          |
| Charges des autres activités   | -819.597         | -657.419         |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>2.501.863</b> | <b>2.248.842</b> |
| Charges générales d'exploitation   | -1.394.828       | -1.286.744       |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles               | -165.335         | -139.160         |
| <b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>  | <b>941.701</b>   | <b>822.937</b>   |
| Coût du risque de crédit   | -249.930         | -219.895         |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>   | <b>691.771</b>   | <b>603.042</b>   |
| Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence                   | 6.226            | 30.761           |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs   | 36.258           | 100.826          |
| Variations de valeurs des écarts d'acquisition   | -                | -                |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>   | <b>734.255</b>   | <b>734.628</b>   |
| Impôts sur les bénéfices   | -333.477         | -325.327         |
| Résultat net des d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession  | -                | -                |
| <b>RESULTAT NET</b>  | <b>400.778</b>   | <b>409.301</b>   |
| Résultats Minoritaires   | 25.604           | 45.742           |
| <b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>   | <b>426.382</b>   | <b>455.044</b>   |
| RÉSULTAT PAR ACTION (EN DIRHAM)  | 15,1             | 17,1             |
| RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN DIRHAM)  | 15,1             | 17,1             |

## FLUX DE TRESORERIE

|   | 31/12/2019         | 31/12/2018         |
|---|--------------------|--------------------|
| <b>Résultat avant impôts</b>  | <b>734.255</b>     | <b>734.628</b>     |
| +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles                    | 768.485            | 641.647            |
| +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations    | -                  | -                  |
| +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers  | 215.150            | 105.401            |
| +/- Dotations nettes aux provisions   | -2.694             | 199.731            |
| +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence   | [6.226]            | [30.761]           |
| +/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement   | [15.790]           | [47.401]           |
| +/- Produits/charges des activités de financement   | -                  | [19.382]           |
| +/- Autres mouvements   | [23.704]           | [91.341]           |
| <b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b> | <b>935.221</b>     | <b>757.895</b>     |
| +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés                                 | [108.605]          | 4.281.355          |
| +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle  | 723.172            | [2.245.607]        |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers                              | [977.233]          | [5.040.540]        |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers                          | 861.213            | 211.426            |
| Impôts  | [285.644]          | [310.552]          |
| <b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles</b>    | <b>212.902</b>     | <b>[3.103.918]</b> |
| <b>Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle</b>  | <b>1.882.378</b>   | <b>[1.611.395]</b> |
| +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations   | [9.644]            | 1.661.449          |
| +/- Flux liés aux immeubles de placement  | -                  | [81.484]           |
| +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles  | [1.001.988]        | [1.068.585]        |
| <b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>                                     | <b>[1.011.633]</b> | <b>511.380</b>     |
| +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires  | 101.913            | 36.915             |
| +/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement                                   | 48.645             | 1.034.066          |
| <b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>                                       | <b>150.558</b>     | <b>1.070.981</b>   |
| <b>Effet de la variation de reclassement et changement de méthode sur la trésorerie</b>                     | <b>[4.057]</b>     | <b>-</b>           |
| <b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>                    | <b>1.017.247</b>   | <b>[29.033]</b>    |
| <b>COMPOSITION DE LA TRESORERIE</b>   |                    |                    |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>  | <b>1.679.764</b>   | <b>1.708.797</b>   |
| Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)   | 1.548.102          | 1.333.158          |
| Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit                      | 131.662            | 375.639            |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>   | <b>2.565.349</b>   | <b>1.679.764</b>   |
| Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)   | 2.573.522          | 1.548.102          |
| Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit                      | [8.174]            | 131.662            |
| <b>Variation de la trésorerie nette</b>   | <b>885.585</b>     | <b>[29.033]</b>    |

(en milliers MAD)

**CAPITAUX PROPRES**

|  | Capital          | Réserves<br>liées<br>au Capital | Actions<br>propres | Réserves<br>et résultats<br>consolidés | Gains et pertes<br>comptabilisés<br>directement en<br>capitaux propres | Gains et pertes<br>comptabilisés direc-<br>tement en capitaux<br>propres | Gains et pertes<br>comptabilisés<br>directement en<br>capitaux propres | Gains et pertes<br>comptabilisés<br>directement en<br>capitaux propres |
|--|------------------|---------------------------------|--------------------|--|--|--|--|--|
| <b>Capitaux propres au : 2018.décembre</b>                                   | <b>2.660.809</b> | <b>-</b>                        | <b>-</b>           | <b>2.126.294</b>                       | <b>-41.953</b>   | <b>4.745.149</b>   | <b>422.177</b>   | <b>5.167.327</b>   |
| Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs           | -                | -                               | -                  | -307                                   | -  | -307   | -370   | -677   |
| Autres mouvements  | -                | -                               | -                  | -44.688                                | -  | -44.688  | -  | -44.688  |
| <b>Capitaux propres corrigés : 2018.décembre</b>                             | <b>2.660.809</b> | <b>-</b>                        | <b>-</b>           | <b>2.081.299</b>                       | <b>-41.953</b>   | <b>4.700.154</b>   | <b>421.808</b>   | <b>5.121.962</b>   |
| Opérations sur capital   | 171.665          | -                               | -                  | 326.164                                | -  | 497.829  | -  | 497.829  |
| Paievements fondés sur des actions   | -                | -                               | -                  | -                                      | -  | -  | -  | -  |
| Opérations sur actions propres   | -                | -                               | -                  | -                                      | -  | -  | -  | -  |
| Dividendes   | -                | -                               | -                  | -372.510                               | -  | -372.510   | -23.406  | -395.916   |
| Résultat de l'exercice   | -                | -                               | -                  | 426.382                                | -  | 426.382  | -25.604  | 400.778  |
| Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions     | -                | -                               | -                  | -                                      | -  | -  | -  | -  |
| Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat | -                | -                               | -                  | -                                      | 41.875   | 41.875   | -  | 41.875   |
| Ecart de conversion : variations et transferts en résultat                   | -                | -                               | -                  | -                                      | -  | -  | -  | -  |
| Gains ou pertes latents ou différés  | -                | -                               | -                  | -                                      | 41.875   | 41.875   | -  | 41.875   |
| Variation de périmètre   | -                | -                               | -                  | -                                      | -  | -  | -  | -  |
| <b>Capitaux propres corrigés : 2019.décembre</b>                             | <b>2.832.474</b> | <b>-</b>                        | <b>-</b>           | <b>2.461.335</b>                       | <b>-78</b>   | <b>5.293.730</b>   | <b>372.798</b>   | <b>5.666.528</b>   |
| Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs           | -                | -                               | -                  | -136.763                               | -  | -136.763   | -  | -136.763   |
| Autres mouvements  | -                | -                               | -                  | -39.870                                | -  | -39.870  | -2.373   | -42.243  |
| <b>Capitaux propres corrigés : 2019.décembre</b>                             | <b>2.832.474</b> | <b>-</b>                        | <b>-</b>           | <b>2.284.702</b>                       | <b>-78</b>   | <b>5.117.097</b>   | <b>370.425</b>   | <b>5.487.522</b>   |

**NOTE-A6 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE**

| PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE   | Secteur public   | Entreprises<br>financières | Entreprises non<br>financières | Autre clientèle   | 2019.Déc          | 2018.Déc          |
|--|------------------|----------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Crédit de trésorerie</b>  | -                | <b>140.259</b>             | <b>6.847.035</b>               | <b>235.607</b>    | <b>7.222.901</b>  | <b>5.334.170</b>  |
| comptes à vue débiteurs  | -                | 36.892                     | 1.800.988                      | 62.065            | 1.899.946         | 1.752.982         |
| créances commerciales sur le maroc   | -                | 14.356                     | 700.844                        | 24.103            | 739.304           | 626.478           |
| crédits à l'exportation  | -                | 1.100                      | 53.707                         | 1.847             | 56.654            | 50.137            |
| autres crédits de trésorerie   | -                | 87.909                     | 4.291.497                      | 147.591           | 4.526.998         | 2.904.573         |
| <b>Crédits à la consommation</b>   | -                | -                          | -                              | <b>8.196.178</b>  | <b>8.196.178</b>  | <b>7.119.719</b>  |
| <b>Crédits à l'équipement</b>  | 191.223          | <b>3.824</b>               | <b>4.418.759</b>               | <b>1.174.517</b>  | <b>5.788.323</b>  | <b>4.143.820</b>  |
| <b>Crédits immobiliers</b>   | -                | -                          | <b>7.758.605</b>               | <b>18.348.632</b> | <b>26.107.237</b> | <b>25.520.904</b> |
| <b>Autres crédits</b>  | -                | <b>897.193</b>             | <b>1.412.199</b>               | <b>10.479</b>     | <b>2.319.871</b>  | <b>1.579.599</b>  |
| <b>Créances acquises par affacturage</b>   | 1.252.776        | -                          | -                              | -                 | <b>1.252.776</b>  | <b>1.326.491</b>  |
| <b>Intérêts courus à recevoir</b>  | -                | <b>2.420</b>               | <b>74.742</b>                  | <b>45.899</b>     | <b>123.061</b>    | <b>94.538</b>     |
| <b>Créances en souffrance</b>  | -                | -                          | <b>700.249</b>                 | <b>3.666.258</b>  | <b>4.366.506</b>  | <b>4.089.714</b>  |
| <b>Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle</b>                         | -                | -                          | <b>340.080</b>                 | <b>1.957.596</b>  | <b>2.297.675</b>  | <b>1.858.385</b>  |
| sur base individuelle  | -                | -                          | 340.080                        | 1.957.596         | 2.297.675         | 1.858.385         |
| sur base collective  | -                | -                          | -                              | -                 | -                 | -                 |
| Valeurs reçues en pension  | -                | -                          | -                              | -                 | -                 | -                 |
| Créances subordonnées  | -                | -                          | -                              | -                 | -                 | -                 |
| Créances issues des opérations de location financement                             | -                | -                          | -                              | -                 | -                 | -                 |
| Créances relatives aux opérations de réassurance et les avances faites aux assurés | -                | -                          | -                              | -                 | -                 | -                 |
| Autres prêts et créances   | -                | -                          | -                              | 18.134            | 18.134            | 7.686             |
| <b>TOTAL</b>   | <b>1.443.999</b> | <b>1.043.696</b>           | <b>20.871.509</b>              | <b>29.738.107</b> | <b>53.097.311</b> | <b>47.358.257</b> |

**NOTE-A8 - TITRES AU COÛT AMORTI**

|  | 2019.Déc       | 2018.Déc       |
|--|----------------|----------------|
| <b>Obligations, bons du trésor et valeurs assimilées</b> | <b>666.991</b> | <b>875.674</b> |
| Titres Cotés   | -              | -              |
| Titres non Cotés   | 666.991        | 875.674        |
| <b>Autres titres de créance</b>                          | <b>269.113</b> | <b>-</b>       |
| Titres Cotés   | -              | -              |
| Titres non Cotés   | 269.113        | -              |
| <b>Juste valeur au bilan</b>                             | <b>936.103</b> | <b>875.674</b> |

**NOTE-A9BIS - IMPOTS COURANTS ET DIFFERES**

|  | 2019.Déc       | 2018.Déc       |
|--|----------------|----------------|
| impôts courants                              | <b>275.934</b> | <b>254.005</b> |
| impôts différés                              | 164.544        | 135.070        |
| <b>ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES</b>  | <b>440.478</b> | <b>389.075</b> |
| impôts courants                              | 290.803        | 278.671        |
| impôts différés                              | 140.828        | 99.350         |
| <b>PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES</b> | <b>431.632</b> | <b>378.021</b> |

**NOTE-A9 - IMPOTS DIFFERES**

|                           | 2019.Déc       | 2018.Déc       |
|---------------------------|----------------|----------------|
| Actifs d'impôts différés  | <b>164.544</b> | <b>135.070</b> |
| Passifs d'impôts différés | 140.828        | 99.350         |
| <b>Position nette</b>     | <b>23.715</b>  | <b>35.720</b>  |

**NOTE-A1 - VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, SCP**

|                        | 2019.Décembre    |          | 2018.Décembre    |          |
|------------------------|------------------|----------|------------------|----------|
|                        | Actif            | Passif   | Actif            | Passif   |
| Caisse                 | 879.888          | -        | 800.477          | -        |
| Banques centrales, ccp | 1.693.634        | -        | 747.625          | -        |
| <b>Total</b>           | <b>2.573.522</b> | <b>-</b> | <b>1.548.102</b> | <b>-</b> |

**NOTE-A2-BIS - CATEGORIES D'ACTIFS FINANCIERS**

|   | 2019.12           | 2018.12           |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>                         | <b>8.174.486</b>  | <b>5.645.059</b>  |
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction                             | 6.890.821         | 5.036.876         |
| Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat                         | 1.283.665         | 608.183           |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres                        | 446.593           | 1.699.348         |
| Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables                   | 37.123            | 1.356.217         |
| Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables                  | 409.470           | 343.131           |
| <b>Actifs financiers au coût amorti</b>   | <b>57.228.479</b> | <b>50.681.757</b> |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | 3.195.065         | 2.447.826         |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti                              | 53.097.311        | 47.358.257        |
| Titres au coût amorti   | 936.103           | 875.674           |
| Autres actifs financiers détenus au coût amorti                                 | -                 | -                 |

**NOTE-A5 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES**

|  | 2019.Déc         | 2018.Déc         |
|--|------------------|------------------|
| <b>A VUE</b>   | <b>1.866.701</b> | <b>297.355</b>   |
| Comptes ordinaires   | 715.876          | 310.446          |
| Prêts et comptes au jour le jour   | 1.168.143        | -                |
| Valeurs reçues en pensions au jour le jour                               | -                | -                |
| Autres prêts et créances   | -17.317          | -13.092          |
| <b>A TERME</b>   | <b>1.329.877</b> | <b>2.151.325</b> |
| Comptes et prêts à terme   | 1.328.141        | 614.288          |
| Prêts subordonnés et participants  | -                | 260.000          |
| Valeurs reçues en pensions à terme                                       | -                | 1.274.390        |
| Créances rattachées  | 1.737            | 2.648            |
| Autres prêts et créances à terme   | -                | -                |
| <b>TOTAL BRUT</b>  | <b>3.196.579</b> | <b>2.448.680</b> |
| Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit | 1.514            | 855              |
| <b>TOTAL NET</b>   | <b>3.195.065</b> | <b>2.447.825</b> |



## Allocation des pertes attendues au 31/12/2019

## Portefeuille Créances sur les Etablissements de Crédit

|  | Bucket 1    | Bucket 2     | Bucket 3     | Total            |
|--|-------------|--------------|--------------|------------------|
| PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE         | ECL 12 mois | ECL Lifetime | ECL Lifetime |                  |
| Encours Bilan au 31/12/2019                | 3.196.579   | -            | -            | <b>3.196.579</b> |
| Encours Hors Bilan au 31/12/2019           | -           | -            | -            | -                |
| Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2019 | 1.514       | -            | -            | <b>1.514</b>     |
| Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2019    | -           | -            | -            | -                |

## Portefeuille Créances sur la Clientèle

|  | Bucket 1    | Bucket 2     | Bucket 3     | Total             |
|--|-------------|--------------|--------------|-------------------|
|  | ECL 12 mois | ECL Lifetime | ECL Lifetime |                   |
| Encours Bilan au 31/12/2019                | 45.104.508  | 4.998.061    | 5.290.760    | <b>55.393.329</b> |
| Encours Hors Bilan au 31/12/2019           | 9.065.439   | 18.293       | 206.656      | <b>9.290.388</b>  |
| Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2019 | 184.600     | 108.752      | 1.864.641    | <b>2.157.993</b>  |
| Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2019    | 17.820      | 466          | 120.732      | <b>139.018</b>    |

## Portefeuille Titres au Coût Amorti

|  | Bucket 1    | Bucket 2     | Bucket 3     | Total          |
|--|-------------|--------------|--------------|----------------|
|  | ECL 12 mois | ECL Lifetime | ECL Lifetime |                |
| Encours Bilan au 31/12/2019                | 936.103     | -            | -            | <b>936.103</b> |
| Encours Hors Bilan au 31/12/2019           | -           | -            | -            | -              |
| Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2019 | -           | -            | -            | -              |
| Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2019    | -           | -            | -            | -              |

## Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI

|  | Bucket 1    | Bucket 2     | Bucket 3     | Total          |
|--|-------------|--------------|--------------|----------------|
|  | ECL 12 mois | ECL Lifetime | ECL Lifetime |                |
| Encours Bilan au 31/12/2019                | 446.903     | -            | -            | <b>446.903</b> |
| Encours Hors Bilan au 31/12/2019           | -           | -            | -            | -              |
| Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2019 | 310         | -            | -            | <b>310</b>     |
| Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2019    | -           | -            | -            | -              |

## NOTE-A10 - COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

|  | 2019.Déc         | 2018.Déc         |
|--|------------------|------------------|
| Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués       | 164.520          | 9.124            |
| Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres      | 2.270            | 12.673           |
| Comptes d'encaissement                                       | -                | -                |
| Part des réassureurs dans les provisions techniques          | -                | -                |
| Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance       | 189.944          | 147.559          |
| Autres débiteurs et actifs divers                            | 1.609.544        | 847.169          |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>  | <b>1.966.277</b> | <b>1.016.525</b> |
| Dépôts de garantie reçus                                     | -                | -                |
| Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres      | 403              | 9.921            |
| Comptes d'encaissement                                       | -                | -                |
| Charges à payer et produits constatés d'avance               | 937.689          | 603.418          |
| Autres créditeurs et passifs divers                          | 2.590.699        | 1.239.934        |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b> | <b>3.528.791</b> | <b>1.853.274</b> |

## NOTE-A13 - PARTICIPATION DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

|  | Valeur de mise en équivalence | Résultat      | Total bilan       | Produit des activités ordinaires | Quote part dans le résultat |
|--|-------------------------------|---------------|-------------------|----------------------------------|-----------------------------|
| MAROC LEASING  | 463.039                       | 30.962        | 12.133.326        | 30.958                           | 9.174                       |
| Maghreb Titrisation  | 1.996                         | 1.184         | 13.709            | 11.496                           | 288                         |
| AJARINVEST   | -4.281                        | -8.090        | 6.445             | 2.490                            | -3.236                      |
| <b>PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE</b> | <b>460.754</b>                | <b>24.057</b> | <b>12.153.481</b> | <b>44.944</b>                    | <b>6.226</b>                |

## NOTE-A14 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

|  | Valeur brute 2018.Déc | Acquisitions   | Cessions       | Reclassements et variations de périmètre | Valeur brute 2019.Déc |
|--|-----------------------|----------------|----------------|--|-----------------------|
| Immeubles de placements                              | 1.404.406             | 276.089        | -93.168        | -39.189                                  | 1.548.139             |
| Amort et pertes de valeurs : immeubles de placements | -265.739              | -18.269        | 3.803          | -7.827                                   | -288.032              |
| <b>Net</b>   | <b>1.138.667</b>      | <b>257.820</b> | <b>-89.365</b> | <b>-47.016</b>                           | <b>1.260.107</b>      |

## NOTE-P15 - DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

|   | 2019.Déc         | 2019.Déc         |
|---|------------------|------------------|
| Fonds de garantie à caractère mutuel            | -                | -                |
| Fonds de soutien                                | -                | -                |
| Autres fonds spéciaux de garantie               | -                | -                |
| Dettes subordonnées à durée déterminée          | 3.130.000        | 3.081.473        |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée        | 500.000          | 500.000          |
| Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées | 65.908           | 65.790           |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>3.695.908</b> | <b>3.647.263</b> |

## GOODWILL

|                                   | 2018.Déc       | Augmentation | Diminution | Perte de valeur de la période | 2019.Déc       |
|-----------------------------------|----------------|--------------|------------|-------------------------------|----------------|
| <b>Valeur brute</b>               | <b>303.628</b> | -            | -          | -                             | <b>303.628</b> |
| Jbilet                            | 2.000          | -            | -          | -                             | 2.000          |
| Belle-vue                         | 2.200          | -            | -          | -                             | 2.200          |
| SOFAC                             | 174.884        | -            | -          | -                             | 174.884        |
| MAROC LEASING                     | -              | -            | -          | -                             | -              |
| SANGHO                            | 124.543        | -            | -          | -                             | 124.543        |
| <b>Cumul des pertes de valeur</b> | <b>4.200</b>   | -            | -          | -                             | <b>4.200</b>   |
| Jbilet                            | 2.000          | -            | -          | -                             | 2.000          |
| Belle-vue                         | 2.200          | -            | -          | -                             | 2.200          |
| <b>Valeur nette au bilan</b>      | <b>299.428</b> | -            | -          | -                             | <b>299.428</b> |

## NOTE-P4- DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

|  | Bank Al-Maghreb, Trésor Public et Service des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc | Etablissements de crédit à l'étranger | 2019.Déc         | 2018.Déc         |
|--|---|------------------|---|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs  | -   | 83.756           | 77.970  | 1.062                                 | 162.788          | 30.517           |
| <b>Valeur données en pension</b>   | <b>5.389.780</b>  | <b>152.789</b>   | -   | -                                     | <b>5.542.569</b> | <b>4.810.295</b> |
| - au jour le jour  | 52.277  | 512              | -   | -                                     | 52.789           | -                |
| - à terme  | 5.337.502   | 152.277          | -   | -                                     | 5.489.780        | 4.810.295        |
| <b>Emprunts de trésorerie</b>  | -   | <b>1.087.340</b> | -   | -                                     | <b>1.087.340</b> | <b>1.400.340</b> |
| - au jour le jour  | -   | 58.174           | -   | -                                     | 58.174           | -                |
| - à terme  | -   | 1.029.167        | -   | -                                     | 1.029.167        | 1.400.340        |
| <b>Emprunts financiers</b>   | -   | <b>409.998</b>   | -   | -                                     | <b>409.998</b>   | <b>367.685</b>   |
| Autres dettes  | -   | 1.420            | 13.339  | -                                     | 14.759           | 182.552          |
| Intérêts courus à payer  | 2.021   | 9.189            | 1.296   | -                                     | 12.506           | 7.288            |
| <b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES</b> | <b>5.391.801</b>  | <b>1.744.494</b> | <b>92.605</b>   | <b>1.062</b>                          | <b>7.229.961</b> | <b>6.798.677</b> |

## NOTE-A15- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

|                                      | 2019.Décembre          |  |                        | 2018.Décembre          |  |                        |
|--------------------------------------|------------------------|--|------------------------|------------------------|--|------------------------|
|                                      | Valeur brute comptable | Cumul des amortissements et pertes de valeur | Valeur nette comptable | Valeur brute comptable | Cumul des amortissements et pertes de valeur | Valeur nette comptable |
| Terrains et constructions            | 1.735.628              | 280.343                                      | 1.455.285              | 1.730.202              | 559.272                                      | 1.170.930              |
| Equipeement, mobilier, installations | 605.532                | 437.717                                      | 167.814                | 578.885                | 431.480                                      | 147.406                |
| Biens mobiliers donnés en location   | -                      | -  | -                      | -                      | -  | -                      |
| Autres immobilisations               | 906.301                | 458.813                                      | 447.488                | 663.246                | 227.955                                      | 435.291                |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>3.247.461</b>       | <b>1.176.874</b>                             | <b>2.070.588</b>       | <b>2.972.333</b>       | <b>1.218.706</b>                             | <b>1.753.627</b>       |

## NOTE-A16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

|                               | 2018.Déc       | Impact variation périmètre | Acquisitions  | Cessions ou retraits | 2019.Déc       |
|-------------------------------|----------------|----------------------------|---------------|----------------------|----------------|
| Valeur brute                  | 674.133        | 107                        | 101.948       | -219.284             | 556.905        |
| Amortissement et dépréciation | -369.563       | 676                        | -30.051       | 55.600               | -343.338       |
| <b>NET</b>                    | <b>304.569</b> | <b>783</b>                 | <b>71.898</b> | <b>-163.683</b>      | <b>213.567</b> |

(en milliers MAD)

**NOTE-PER - ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL**

| Détail des charges                            | 2019.12        | 2018.12        |
|---|----------------|----------------|
| Salaires                                      | 487.061        | 320.957        |
| Charges du personnel des exercices antérieurs | 45             | 31.781         |
| Cotisations sociales                          | 164.251        | 122.046        |
| Autres rémunérations du personnel             | 73.594         | 193.332        |
| <b>Total</b>                                  | <b>724.952</b> | <b>668.116</b> |

| Effectif fin de période | 2019.12      | 2018.12      |
|-------------------------|--------------|--------------|
| Employés                | 1.101        | 1.118        |
| Cadres                  | 1.696        | 1.601        |
| <b>Total</b>            | <b>2.797</b> | <b>2.719</b> |

|  | 2019.12          |
|--|------------------|
| <b>Montant (Provisions) au 1er Janvier</b>       | <b>(162.107)</b> |
| Dotations de l'exercice / charges de l'exercice  | (17.731)         |
| Reprise pour utilisation / prestations payées    | 7.144            |
| OCI  | (4.724)          |
| Variation de périmètre                           | -                |
| Business combination (seulement si significatif) | -                |
| Ecart de conversion                              | -                |
| <b>Montant (Provisions) au 31 Décembre</b>       | <b>(177.418)</b> |

|  | 2019.12          |
|--|------------------|
| <b>Montant (Provisions) au 1er Janvier</b>       | <b>(177.418)</b> |
| Dotations de l'exercice / charges de l'exercice  | (21.136)         |
| Reprise pour utilisation / prestations payées    | 10.562           |
| OCI  | (3.982)          |
| Variation de périmètre                           | -                |
| Business combination (seulement si significatif) | -                |
| Ecart de conversion                              | -                |
| <b>Montant (Provisions) au 31 Décembre</b>       | <b>(191.974)</b> |

|  | Indemnités de départ à la retraite |               | Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi |               |
|--|------------------------------------|---------------|--|---------------|
|  | 31-déc-19                          | 31-déc-18     | 31-déc-19  | 31-déc-18     |
| <b>Engagement net</b>                        | <b>74.912</b>                      | <b>68.802</b> | <b>96.770</b>  | <b>92.116</b> |
| Limitation de l'actif de retraite            | -                                  | -             | -  | -             |
| Coûts des services passés non reconnus       | -                                  | -             | -  | -             |
| Gains/Pertes actuariels non reconnus         | -                                  | -             | -  | -             |
| <b>Actif/Provision net figurant au bilan</b> | <b>74.912</b>                      | <b>68.802</b> | <b>96.770</b>  | <b>92.116</b> |

**SENSIBILITÉ DE L'ENGAGEMENT PAR RAPPORT AU TAUX D'ACTUALISATION**

|   | Indemnités de départ à la retraite |            | Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi |            |
|---|------------------------------------|------------|--|------------|
|   | 31/12/2019                         | 31/12/2018 | 31/12/2019   | 31/12/2018 |
| <b>Sensibilité de l'engagement</b>                        | <b>-6,0%</b>                       | <b>-6%</b> | <b>-5,5%</b>   | <b>-5%</b> |
| Sensibilité du coût des services                          | -9,9%                              | -10%       | -9,5%  | -8%        |
| Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation) | 14%                                | 11%        | 21%  | 14%        |

**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

|   | 2019.Décembre   | 2018.Décembre   |
|---|-----------------|-----------------|
| Dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | -164.488        | -139.160        |
| Dotations nettes des reprises aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles  | -847            | -               |
| <b>Total dotations</b>  | <b>-165.335</b> | <b>-139.160</b> |

**NOTE-R2 - MARGE SUR COMMISSIONS**

|   | 2019.Décembre  |               |                | 2018.Décembre  |               |                |
|---|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
|   | Produits       | Charges       | Net            | Produits       | Charges       | Net            |
| <b>Commissions nettes sur opérations</b>              | <b>76.996</b>  | -             | <b>76.996</b>  | <b>113.022</b> | <b>3.587</b>  | <b>109.434</b> |
| Sur opérations avec les établissements de crédit      | 114            | -             | 114            | 11.507         | 3.587         | 7.920          |
| Sur opérations avec la clientèle                      | 63.484         | -             | 63.484         | 92.009         | -             | 92.009         |
| Sur opérations sur titres                             | 11             | -             | 11             | 400            | -             | 400            |
| Sur opérations de change                              | 13.387         | -             | 13.387         | 9.106          | -             | 9.106          |
| Sur opérations sur instruments financiers à terme     | -              | -             | -              | -              | -             | -              |
| <b>Prestation de services bancaires et financiers</b> | <b>271.987</b> | <b>12.865</b> | <b>259.122</b> | <b>221.619</b> | <b>6.540</b>  | <b>215.078</b> |
| Produits nets de gestions d'OPCVM                     | 7.823          | -             | 7.823          | 8.096          | -             | 8.096          |
| Produits nets sur moyens de paiement                  | 126.680        | -             | 126.680        | 104.106        | -             | 104.106        |
| Autres  | 137.484        | 12.865        | 124.619        | 109.417        | 6.540         | 102.877        |
| <b>Produits nets des commissions</b>                  | <b>348.983</b> | <b>12.865</b> | <b>336.117</b> | <b>334.640</b> | <b>10.128</b> | <b>324.513</b> |

**NOTE-R1 - MARGE D'INTERETS**

|  | 2019.12          | 2018.12          |
|--|------------------|------------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit       | 44.615           | 50.141           |
| Sur opérations avec la clientèle                       | 2.678.918        | 2.525.030        |
| Intérêts courus et échus sur titres de créance         | 55.671           | 22.188           |
| Intérêts courus et échus sur titres au coût amorti     | 18.319           | 62.544           |
| Intérêts courus et échus sur instruments de couverture | -                | -                |
| Sur opérations de crédit bail                          | 742              | 1.260            |
| Autres intérêts et produits assimilés                  | -                | -                |
| <b>Produits d'intérêts</b>                             | <b>2.798.267</b> | <b>2.661.163</b> |
| Sur opérations avec les établissements de crédits      | 64.153           | 86.352           |
| Sur opérations avec la clientèle                       | 565.108          | 468.957          |
| Titres de créance                                      | 48.800           | 62.779           |
| Titres au coût amorti                                  | 914              | 7.806            |
| Sur dettes représentées par titres                     | 342.220          | 302.304          |
| Sur dettes subordonnées                                | -                | 102.879          |
| Intérêts courus et échus sur instruments de couverture | -                | -                |
| Sur opérations de crédit-bail                          | -                | 7.007            |
| Autres intérêts et charges assimilées                  | 144.852          | -                |
| <b>Charges d'intérêts</b>                              | <b>1.166.049</b> | <b>1.038.082</b> |
| <b>MARGE D'INTERET</b>                                 | <b>1.632.218</b> | <b>1.623.081</b> |

**GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR**

|   | 2019.12        | 2018.12        |
|---|----------------|----------------|
| <b>GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JV</b>  | <b>438.936</b> | <b>115.212</b> |
| <b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>                           | <b>436.730</b> | <b>94.133</b>  |
| Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction  | 177.176        | 82.839         |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat                                   | 259.554        | 11.294         |
| <b>Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>                   | <b>2.206</b>   | <b>21.079</b>  |
| Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables                    | 956            | 4.223          |
| Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) | 1.250          | 16.856         |

**NOTE-R4 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES**

|  | 2019.Décembre | 2018.Décembre  |
|--|---------------|----------------|
| Produits de la promotion immobilière   | -             | -              |
| Produits de l'activité hôtelière   | 76.803        | 62.744         |
| Produits sur opération de location simple                                    | -             | -              |
| Charges de l'activité hôtelière  | -18.228       | -20.850        |
| Variations de juste valeur des immeubles de placement                        | -             | -              |
| Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance | -             | -              |
| Dotations & reprises sur immeubles de placement                              | -18.269       | -32.272        |
| Variation des provisions techniques des contrats d'assurances                | -             | -              |
| Autres produits  | 837.386       | 785.712        |
| Autres charges   | -783.100      | -610.462       |
| <b>Produits et charges des autres activités</b>                              | <b>94.592</b> | <b>184.873</b> |

**NOTE-R5 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**

|                                       | 2019.Décembre    | 2018.Décembre    |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Charges de personnel                  | 731.734          | 657.288          |
| Impôts et taxes                       | 42.962           | 39.255           |
| Services extérieurs et autres charges | 620.132          | 590.201          |
| <b>Charges d'exploitation</b>         | <b>1.394.828</b> | <b>1.286.744</b> |



(en milliers MAD)

**COUT DU RISQUE**

|   | 2019.Décembre  | 2018.Décembre  |
|---|----------------|----------------|
| <b>Dotations aux provisions</b>                                 | <b>356.973</b> | <b>526.176</b> |
| Provisions pour dépréciations des prêts et créances             | 356.939        | 331.907        |
| Provisions pour dépréciations des titres                        | -65            | -              |
| Provisions pour risques et charges                              | 98             | 194.270        |
| <b>Reprises de provisions</b>                                   | <b>113.987</b> | <b>310.777</b> |
| Reprises de provisions pour dépréciations des prêts et créances | 104.554        | 266.556        |
| Reprises de provisions pour dépréciations des titres            | -647           | 137            |
| Reprises des provisions pour risques et charges                 | 10.080         | 44.084         |
| <b>Variation des provisions</b>                                 | <b>242.986</b> | <b>215.399</b> |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées   | -              | -              |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées       | 39.895         | 33.869         |
| Récupération sur prêts et créances amorties                     | -32.951        | -29.373        |
| Autres pertes   | -              | -              |
| <b>COUT DU RISQUE</b>   | <b>249.930</b> | <b>219.895</b> |

**NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS**

|  | 2019.Décembre | 2018.Décembre  |
|--|---------------|----------------|
| <b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b> | <b>25.148</b> | <b>-704</b>    |
| Plus value de cession  | 25.172        | 7.463          |
| Moins value de cession   | -24           | -8.167         |
| <b>Titres de capitaux propres consolidés</b>                       | <b>-5.305</b> | <b>-539</b>    |
| Plus value de cession  | -             | -              |
| Moins value de cession   | -5.305        | -539           |
| <b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>                           | <b>16.415</b> | <b>102.069</b> |
| <b>GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS</b>                           | <b>36.258</b> | <b>100.826</b> |

**NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS**

|  | 2019.Décembre | 2018.Décembre  |
|--|---------------|----------------|
| <b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b> | <b>25.148</b> | <b>-704</b>    |
| Plus value de cession  | 25.172        | 7.463          |
| Moins value de cession   | -24           | -8.167         |
| <b>Titres de capitaux propres consolidés</b>                       | <b>-5.305</b> | <b>-539</b>    |
| Plus value de cession  | -             | -              |
| Moins value de cession   | -5.305        | -539           |
| <b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>                           | <b>16.415</b> | <b>102.069</b> |
| <b>GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS</b>                           | <b>36.258</b> | <b>100.826</b> |

**NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION**

|  | 2019.Décembre | 2018.Décembre |
|--|---------------|---------------|
| Dépréciation des écarts d'acquisition actifs         | -             | -             |
| Écarts d'acquisition négatifs                        | -             | -             |
| <b>Variations de valeur des écarts d'acquisition</b> | <b>-</b>      | <b>-</b>      |

**NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES (en milliers)**

|                                     | 2019.Décembre  | 2018.Décembre  |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| Charge d'impôts exigibles           | 285.644        | 278.730        |
| Charge d'impôts différés            | 47.833         | 46.597         |
| <b>Charge d'impôt de la période</b> | <b>333.477</b> | <b>325.327</b> |

**SECTEURS OPÉRATIONNELS**

| BILAN   | Activité bancaire | Activité de financement spécialisée | Autres           | Eliminations      | Total au 2019. Décembre |
|---|-------------------|-------------------------------------|------------------|-------------------|-------------------------|
| <b>TOTAL BILAN</b>  | <b>68.519.721</b> | <b>7.136.521</b>                    | <b>1.169.544</b> | <b>-1.691.506</b> | <b>75.134.280</b>       |
| Dont  | -                 | -                                   | -                | -                 | -                       |
| <b>ELEMENTS D'ACTIF</b>   | <b>-</b>          | <b>-</b>                            | <b>-</b>         | <b>-</b>          | <b>-</b>                |
| Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, ccp                        | 2.572.262         | 1.134                               | 126              | -                 | 2.573.522               |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti | 4.195.226         | 422                                 | 115.418          | -1.116.002        | 3.195.065               |
| Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti                              | 46.817.142        | 6.607.702                           | 14.835           | -342.367          | 53.097.311              |
| Immobilisations corporelles   | 1.213.750         | 101.150                             | 755.688          | -                 | 2.070.588               |
| Immobilisations incorporelles   | 189.472           | 24.318                              | -223             | -                 | 213.567                 |
| <b>ELEMENTS DU PASSIF</b>   | <b>-</b>          | <b>-</b>                            | <b>-</b>         | <b>-</b>          | <b>-</b>                |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés                         | 6.762.181         | 1.374.329                           | 332.766          | -1.239.315        | 7.229.961               |
| Dettes envers la clientèle  | 42.722.323        | 1.718.125                           | 422.732          | -283.897          | 44.579.283              |
| Titres de créance émis  | 7.052.984         | 2.690.179                           | -                | -                 | 9.743.163               |
| Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie                               | 3.565.908         | 130.000                             | -                | -                 | 3.695.908               |
| <b>Capitaux propres</b>   | <b>5.162.366</b>  | <b>313.969</b>                      | <b>11.187</b>    | <b>-</b>          | <b>5.487.522</b>        |

**SECTEURS OPÉRATIONNELS**

| BILAN                       | Activité bancaire | Activité de financement spécialisée | Autres  | Eliminations | Total au 2019. Décembre |
|-----------------------------|-------------------|-------------------------------------|---------|--------------|-------------------------|
| Marges d'intérêt            | 1.339.096         | 296.432                             | -2.279  | -1.031       | 1.632.218               |
| Marge sur commissions       | 287.139           | 87.385                              | -5.332  | -33.074      | 336.117                 |
| Produit net bancaire        | 1.990.859         | 426.302                             | 105.416 | -20.714      | 2.501.863               |
| Résultat d'exploitation     | 457.429           | 187.534                             | 46.808  | -            | 691.771                 |
| Résultat net                | 248.208           | 125.573                             | 26.997  | -            | 400.778                 |
| Résultat net part du groupe | 248.208           | 125.573                             | 26.997  | 25.604       | 426.382                 |

**NOTE-R11 - ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

|   | 2019.12        | 2018.12        |
|---|----------------|----------------|
| <b>Résultat net</b>   | <b>400.778</b> | <b>409.301</b> |
| <b>Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres</b>       | <b>-78</b>     | <b>-43.376</b> |
| Écarts de conversion  | -              | -              |
| Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres | -78            | -41.891        |
| Réévaluation des immobilisations  | -              | -              |
| Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture                      | -              | -              |
| Impact IAS 19/OCI   | -              | -1.485         |
| Éléments relatifs aux sociétés mises en équivalence                                       | -              | -              |
| <b>Total cumulé</b>   | <b>400.700</b> | <b>365.925</b> |
| part du groupe  | 426.304        | 411.667        |
| part des minoritaires   | -25.604        | -45.742        |

**RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ**

|   | 2019.12     | 2018.12     |
|---|-------------|-------------|
| Résultat net part du Groupe                       | 426.382     | 455.044     |
| Nombre d'actions ordinaires émises                | 28.324.735  | 26.608.085  |
| <b>Résultat par action de base et dilué en dh</b> | <b>15,1</b> | <b>17,1</b> |

| Dénomination sociale     | Pays  | 31-déc-19  |            | 31-déc-18  |            | Méthode de consolidation |
|--------------------------|-------|------------|------------|------------|------------|--------------------------|
|                          |       | % intérêts | % contrôle | % intérêts | % contrôle |                          |
| CIH                      | Maroc | 100%       | 100%       | 100%       | 100%       | Société mère             |
| CIH COURTAGE             | Maroc | 100%       | 100%       | 100%       | 100%       | Intégration globale      |
| CIH PATRIMMO             | Maroc | 100%       | 100%       | -          | -          | Intégration globale      |
| MAGHREB TITRISATION      | Maroc | 24%        | 24%        | 24%        | 24%        | Mise en équivalence      |
| MAROC LEASING            | Maroc | 34%        | 34%        | 34%        | 34%        | Mise en équivalence      |
| SOFAC                    | Maroc | 66%        | 66%        | 66%        | 66%        | Intégration globale      |
| SOFASSUR                 | Maroc | 66%        | 66%        | 66%        | 66%        | Intégration globale      |
| SOFAC STRUCTURED FINANCE | Maroc | 66%        | 66%        | -          | -          | Intégration globale      |
| TIVOLI                   | Maroc | 89%        | 89%        | 89%        | 89%        | Intégration globale      |
| CREDITLOG 3              | Maroc | N/A        | N/A        | N/A        | N/A        | Intégration globale      |
| CREDITLOG 4              | Maroc | N/A        | N/A        | N/A        | N/A        | Intégration globale      |
| UMNIA BANK               | Maroc | 40%        | 100%       | 40%        | 100%       | Intégration globale      |
| GHOSN ENNAKHIL           | Maroc | 80%        | 80%        | 80%        | 80%        | Intégration globale      |
| SANGHO                   | Maroc | 100%       | 100%       | 100%       | 100%       | Intégration globale      |
| AJARINVEST               | Maroc | 40%        | 40%        | 40%        | 40%        | Mise en équivalence      |

**NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES**

|   | 2019.Décembre  | 2018.Décembre  |
|---|----------------|----------------|
| Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE | 734.255        | 703.868        |
| Taux d'impôt théorique  | 37%            | 37%            |
| Impôt théorique   | 271.674        | 260.431        |
| Ecart taux mère/filiales  | -3.028         | -2.811         |
| Effet différences permanentes   | 430.874        | 39.905         |
| Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés                              | -              | -              |
| Effet des autres éléments   | -366.043       | 27.802         |
| <b>Charge effective d'impôts</b>  | <b>333.477</b> | <b>325.327</b> |

(en milliers MAD)

**NOTE-P5 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE**

|                                      | Secteur public | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle   | 2019.12           | 2018.12           |
|--------------------------------------|----------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Comptes ordinaires créditeurs</b> | <b>20.245</b>  | <b>729.274</b>          | <b>6.148.667</b>            | <b>17.077.178</b> | <b>23.975.363</b> | <b>18.889.363</b> |
| <b>Comptes d'épargne</b>             | -              | -                       | -                           | <b>5.973.905</b>  | <b>5.973.905</b>  | <b>5.204.318</b>  |
| Dépôts à terme                       | -              | 671.625                 | 2.347.781                   | 8.584.297         | 11.603.703        | 9.574.062         |
| Autres comptes créditeurs            | -              | 49.294                  | 28.110                      | 1.833.211         | 1.910.615         | 2.668.756         |
| <b>Intérêts courus à payer</b>       | -              | <b>9.925</b>            | <b>33.185</b>               | <b>118.648</b>    | <b>161.759</b>    | <b>132.371</b>    |
| Autres dettes envers la clientèle    | -              | 220.118                 | 124.484                     | 609.335           | 953.938           | 583.716           |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>20.245</b>  | <b>1.680.236</b>        | <b>8.682.227</b>            | <b>34.196.574</b> | <b>44.579.283</b> | <b>37.052.586</b> |

**NOTE-P6 - TITRES DE CRÉANCE ÉMIS**

|   | 2018.Déc         | Augmentation     | Diminution        | 2019.Décembre    |
|---|------------------|------------------|-------------------|------------------|
| Titres du marché interbancaire                                      | -                | -                | -                 | -                |
| Titres de créances négociables                                      | 7.863.700        | 3.790.000        | -3.441.267        | 8.212.433        |
| Intérêts courus non échus / titres de créances négociables          | 131.320          | -                | -                 | 83.786           |
| Emprunts obligataires   | 1.033.330        | -                | -33.330           | 1.000.000        |
| Intérêts courus non échus / emprunts obligataires                   | 30.542           | -                | -                 | 29.417           |
| Autres dettes représentées par un titre                             | 578.811          | -                | -223.227          | 355.584          |
| Intérêts courus non échus / autres dettes représentées par un titre | 23.154           | -                | -                 | 61.943           |
| <b>Total</b>  | <b>9.660.857</b> | <b>3.790.000</b> | <b>-3.697.824</b> | <b>9.743.163</b> |

**NOTE-P13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**


|   | 2018.12        | Augmentation  | Diminution     | 2019.12        |
|---|----------------|---------------|----------------|----------------|
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature | 2.034          | 95            | -158           | 1.972          |
| Provisions pour risques et charges                              | 240.547        | -2.804        | -7.763         | 229.980        |
| Provisions pour affaires sociales                               | 17.242         | -990          | -2.160         | 14.092         |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires  | 177.419        | 21.136        | -10.562        | 191.974        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>437.242</b> | <b>17.442</b> | <b>-20.642</b> | <b>438.019</b> |

**ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE**

| ENGAGEMENTS   | 31/12/2019       | 31/12/2018        |
|---|------------------|-------------------|
| <b>Engagements de financements et de garantie donnés</b>                            | <b>9.568.980</b> | <b>14.829.953</b> |
| <b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b> | <b>188.214</b>   | <b>352.108</b>    |
| - Crédits documentaires import  | -                | -                 |
| - Acceptations ou engagements de payer  | -                | -                 |
| - Ouvertures de crédit confirmés  | 68.214           | 50.000            |
| - Engagements de substitution sur émission de titres                                | -                | -                 |
| - Engagements irrévocables de crédit-bail   | -                | -                 |
| - Autres engagements de financement donnés  | -                | 62.108            |
| Engagements révocables sur produits participatifs                                   | 120.000          | 240.000           |
| <b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>                         | <b>7.875.393</b> | <b>8.045.487</b>  |
| - Crédits documentaires import  | 1.209.057        | 946.719           |
| - Acceptations ou engagements de payer  | -                | -                 |
| - Ouvertures de crédit confirmés  | 5.274.825        | 5.650.885         |
| - Engagements de substitution sur émission de titres                                | -                | -                 |
| - Engagements irrévocables de crédit-bail   | -                | 100.193           |
| - Autres engagements de financement donnés  | 1.391.511        | 1.347.690         |
| <b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>      | <b>386.708</b>   | <b>5.405.569</b>  |
| - Crédits documentaires export confirmés  | -                | 847               |
| - Acceptations ou engagements de payer  | -                | -                 |
| - Garanties de crédits données  | -                | -                 |
| - Autres cautions, avals et garanties donnés  | 386.708          | 5.404.721         |
| - Engagements en souffrance   | -                | -                 |
| <b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>                              | <b>1.118.665</b> | <b>1.026.790</b>  |
| - Garanties de crédits données  | 1.106.461        | 1.018.036         |
| - Cautions et garanties en faveur de l'administration publique                      | -                | -                 |
| - Autres cautions et garanties données  | -                | -                 |
| - Engagements en souffrance   | 12.204           | 8.754             |
| <b>Engagements de financements et de garantie reçus</b>                             | <b>8.070.466</b> | <b>6.999.494</b>  |
| <b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>     | <b>970.000</b>   | <b>240.000</b>    |
| - Ouvertures de crédit confirmés  | -                | -                 |
| - Engagements de substitution sur émission de titres                                | -                | -                 |
| - Autres engagements de financement reçus   | 970.000          | 240.000           |
| <b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>        | <b>2.975</b>     | <b>520</b>        |
| - Garanties de crédits  | -                | -                 |
| - Autres garanties reçues   | 2.975            | 520               |
| <b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>   | <b>7.097.491</b> | <b>6.758.974</b>  |
| - Garanties de crédits  | 7.097.491        | 6.758.974         |
| - Autres garanties reçues   | -                | -                 |

**Relations entre les sociétés consolidées du Groupe**

|   | 2019.Décembre |
|---|---------------|
| <b>ACTIF</b>  |               |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres      | -4.693        |
| Prêts et créances   | -1.458.226    |
| Comptes de régularisation et autres actifs                    | -132.942      |
| <b>PASSIF</b>   |               |
| Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux |               |
| Compte de régularisation et autres passifs                    | -168.294      |
| Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie             | -             |
| <b>RESULTAT</b>   |               |
| Intérêts, rémunérations et produits assimilés                 | -39.041       |
| Intérêts, rémunérations et charges assimilés                  | 38.010        |
| Commissions (produits)  | -36.818       |
| Commissions (charges)   | 3.744         |
| Autres  | 33.074        |



47, rue Alal Ben Abdallah  
20 000 Casablanca  
Maroc

**COOPERS AUDIT**

83, Avenue Hassan II  
20 100 Casablanca  
Maroc

**CREDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER « CIH »**  
**RESUME DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**  
**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019**

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier), comprenant le bilan au 31 décembre 2019, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états de synthèse consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 5 487 522 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 400 778.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse consolidés, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables au Maroc.

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2019, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 21 février 2020

**Les Commissaires aux Comptes**

**FIDAROC GRANT THORNTON**  
Membre du Réseau Grant Thornton International  
47, Rue Alal Ben Abdallah - Casa  
Tél : 0522 42 11 90 - Fax : 0522 27 47 31  
**Faïçal MEKOUAR**  
Associé

**COOPERS AUDIT MAROC S.A**  
Siège Social: 83 Avenue Hassan II  
Casablanca  
Tél : 0522 42 11 90 - Fax : 0522 27 47 31  
**Abdelaziz ALMECHATT**  
Associé



## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2019

### Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH arrêté au 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

#### PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

##### PRINCIPES GENERAUX :

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

##### CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Présentation générale :

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :

Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;

Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

##### Créances en souffrance :

Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.

Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.

Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

20% pour les créances pré-douteuses,

50% pour les créances douteuses ;

100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

##### PORTFEUILLE DE TITRES :

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.

Les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent, Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

##### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

##### DETTES A VUE ET A TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;

Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

##### LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent au 31/12/2019 une provision pour risques généraux d'un montant de 441 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

##### PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

###### Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

###### Commissions

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2019

(en milliers MAD)

## BILAN SOCIAL

| Libellé  | DEC-19            | DEC-18            |
|--|-------------------|-------------------|
| Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 2.179.701         | 1.436.730         |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés                           | 3.713.077         | 2.701.323         |
| - A vue  | 1.804.574         | 480.333           |
| - A terme  | 1.908.503         | 2.220.990         |
| Créances sur la clientèle  | 43.581.266        | 38.425.153        |
| - Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation       | 8.831.063         | 6.654.277         |
| - Crédits et financements participatifs à l'équipement                           | 6.106.849         | 4.203.798         |
| - Crédits et financements participatifs immobiliers                              | 24.657.785        | 24.674.640        |
| - Autres crédits et financements participatifs                                   | 3.985.570         | 2.892.437         |
| Créances acquises par affacturage  | 1.259.916         | 1.333.818         |
| Titres de transaction et de placement  | 7.697.632         | 6.770.566         |
| - Bons du Trésor et valeurs assimilées   | 6.002.824         | 5.350.159         |
| - Autres titres de créance   | 532.954           | 738.483           |
| - Certificats de Sukuk   | -                 | -                 |
| - Titres de propriété  | 1.161.855         | 681.924           |
| Autres actifs  | 1.075.319         | 908.306           |
| Titres d'investissement  | 936.103           | 875.674           |
| - Bons du Trésor et valeurs assimilées   | 663.129           | 875.674           |
| - Autres titres de créance   | 272.974           | -                 |
| - Certificats de Sukuk   | -                 | -                 |
| Titres de participation et emplois assimilés                                     | 2.484.288         | 2.029.187         |
| - Participations dans les entreprises liées                                      | -                 | 1.593.449         |
| - Autres titres de participation et emplois assimilés                            | -                 | 435.739           |
| - Titres de Moudaraba et Moucharaka  | -                 | -                 |
| Créances subordonnées  | 440.000           | 260.000           |
| Immobilisations données en crédit-bail et en location                            | -                 | -                 |
| Immobilisations incorporelles  | 103.497           | 201.290           |
| Immobilisations corporelles  | 2.286.602         | 2.116.265         |
| Immobilisations données en Ijara   | -                 | -                 |
| <b>Total ACTIF</b>   | <b>65.757.402</b> | <b>57.058.313</b> |

## BILAN SOCIAL

| Libellé   | DEC-19            | DEC-18            |
|---|-------------------|-------------------|
| Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux     | -                 | -                 |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés           | 5.780.068         | 5.326.029         |
| - A vue   | 294.934           | 271.621           |
| - A terme   | 5.485.134         | 5.054.408         |
| Dépôts de la clientèle  | 41.383.367        | 34.411.338        |
| - Comptes à vue créditeurs  | 22.934.933        | 18.592.685        |
| - Comptes d'épargne   | 5.973.930         | 5.204.318         |
| - Dépôts à terme  | 11.521.305        | 9.898.813         |
| - Autres comptes créditeurs                                       | 953.200           | 715.522           |
| Titres de créance émis  | 7.052.984         | 7.650.633         |
| - Titres de créance négociables                                   | 5.652.386         | 5.984.796         |
| - Emprunts obligataires   | 1.029.417         | 1.063.872         |
| - Autres titres de créance émis                                   | 371.181           | 601.965           |
| Autres passifs  | 2.170.746         | 1.153.852         |
| Provisions pour risques et charges                                | 653.960           | 377.018           |
| Provisions réglementées   | -                 | -                 |
| Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie | -                 | -                 |
| Dettes subordonnées   | 3.565.908         | 3.565.790         |
| Ecart de réévaluation   | -                 | -                 |
| Réserves et primes liées au capital                               | 1.344.065         | 995.550           |
| Capital   | 2.832.474         | 2.660.809         |
| - Actionnaires. Capital non versé (-)                             | -                 | -                 |
| Report à nouveau (+/-)  | 522.430           | 470.273           |
| Résultats nets en instance d'affectation (+/-)                    | -                 | -                 |
| Résultat net de l'exercice (+/-)                                  | 451.399           | 447.021           |
| <b>Total du passif</b>  | <b>65.757.402</b> | <b>57.058.313</b> |

## CHARGE GENERALES D'EXPLOITATION

| RUBRIQUE  | MONTANT        | COMMENTAIRE |
|---|----------------|-------------|
| <b>Charges de personnel</b>                       | <b>558.436</b> | -           |
| Salaires et appointements                         | 276.157        | -           |
| Primes et Gratifications                          | 92.355         | -           |
| Autres rémunérations du personnel                 | 66.774         | -           |
| Charges d'assurances sociales                     | 61.822         | -           |
| Charges de retraite                               | 33.732         | -           |
| Charges de formation                              | 13.096         | -           |
| Autres charges de personnel                       | 14.500         | -           |
| <b>Impôts et taxes</b>                            | <b>27.743</b>  | -           |
| Taxe urbaine et taxe d'édilité                    | 4.879          | -           |
| Patente   | 15.190         | -           |
| Taxes locales                                     | -              | -           |
| Droits d'enregistrement                           | -              | -           |
| Timbres fiscaux et formules timbrées              | -              | -           |
| Taxes sur les véhicules                           | 43             | -           |
| Autres impôts et taxes, droits assimilés          | 7.631          | -           |
| <b>Charges extérieures</b>                        | <b>200.180</b> | -           |
| Loyers de crédit-bail                             | 24.681         | -           |
| Loyers de location simple                         | 34.422         | -           |
| Frais d'entretien et de réparation                | 71.073         | -           |
| Rémunération du personnel intérimaire             | -              | -           |
| Rémunérations d'intermédiaires et honoraires      | 48.253         | -           |
| Primes d'assurance                                | 5.831          | -           |
| Frais d'actes et de contentieux                   | 1.415          | -           |
| Frais électricité, eau, chauffage et combustible  | 14.505         | -           |
| <b>Transport et déplacement</b>                   | <b>239.606</b> | -           |
| Transport et déplacement                          | 24.805         | -           |
| Mission et réception                              | 1.582          | -           |
| Publicité, publication et relations publiques     | 66.931         | -           |
| Frais postaux & de télécommunication              | 45.268         | -           |
| Frais de recherche et de documentation            | 5.566          | -           |
| Frais de conseil et d'assemblée                   | -              | -           |
| Dons et cotisations                               | 7.148          | -           |
| Fournitures de bureau et imprimés                 | 7.161          | -           |
| Autres charges externes                           | 81.145         | -           |
| <b>Autres charges d'exploitation</b>              | <b>19.439</b>  | -           |
| Frais préliminaires                               | 5.028          | -           |
| Frais d'acquisition d'immobilisation              | 5.835          | -           |
| Autres charges à répartir sur plusieurs exercices | 3.967          | -           |

| RUBRIQUE  | MONTANT        | COMMENTAIRE |
|---|----------------|-------------|
| Pénalités et délits   | -              | -           |
| Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats   | -              | -           |
| Dons libéralités et lots  | -              | -           |
| Subventions d'investissement et d'exploitation accordées  | -              | -           |
| Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs   | 346            | -           |
| Diverses autres charges générales d'exploitation  | 4.263          | -           |
| <b>Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles</b> | <b>127.643</b> | -           |
| Immobilisations incorporelles d'exploitation  | 27.540         | -           |
| Immobilisations incorporelles hors exploitation   | -              | -           |
| Immobilisations corporelles d'exploitation  | 89.001         | -           |
| Immobilisations corporelles hors exploitation   | 11.102         | -           |
| Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation   | -              | -           |
| Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation  | -              | -           |
| Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation                                    | -              | -           |
| Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation                                 | -              | -           |

## HORS BILAN

| Libellé   | DEC-19           | DEC-18            |
|---|------------------|-------------------|
| <b>ENGAGEMENTS DONNES</b>   | <b>9.378.800</b> | <b>14.202.050</b> |
| Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés | 188.214          | 352.108           |
| Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle                         | 7.697.417        | 7.417.584         |
| Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés             | 386.708          | 5.405.569         |
| Engagements de garantie d'ordre de la clientèle                                     | 1.106.461        | 1.026.790         |
| Titres achetés à réméré   | -                | -                 |
| Autres titres à livrer  | -                | -                 |
| <b>ENGAGEMENTS RECUS</b>  | <b>7.095.127</b> | <b>6.758.974</b>  |
| Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés            | -                | -                 |
| Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés               | -                | -                 |
| Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers          | 7.095.127        | 6.758.974         |
| Titres vendus à réméré  | -                | -                 |
| Autres titres à recevoir  | -                | -                 |

## ETAT DES DEROGATIONS

| INDICATIONS DES DEROGATIONS  | JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS | INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS |
|--|--------------------------------|---|
| I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux                                 | NEANT                          | NEANT   |
| II- Dérogations aux méthodes d'évaluation  | NEANT                          | NEANT   |
| III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse | NEANT                          | NEANT   |

## ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

| INDICATIONS DES DEROGATIONS                          | JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS | INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS |
|--|--------------------------------|---|
| I- Changements affectant les méthodes d'évaluation   | NEANT                          | NEANT   |
| II- Changements affectant les règles de présentation | NEANT                          | NEANT   |



## ETAT DES SOLDES DE GESTION

| Libellé   | DEC-19           | DEC-18           |
|---|------------------|------------------|
| + Intérêts et produits assimilés  | 2.343.458        | 2.180.543        |
| - Intérêts et charges assimilées  | 998.437          | 862.352          |
| <b>MARGE D'INTERET</b>  | <b>1.345.021</b> | <b>1.318.191</b> |
| + Produits sur financements participatifs   | -                | -                |
| - Charges sur financements participatifs  | -                | -                |
| <b>MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS</b>   | <b>-</b>         | <b>-</b>         |
| + Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location  | -                | -                |
| - Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location   | -                | -                |
| <b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>  | <b>-</b>         | <b>-</b>         |
| + Produits sur immobilisations données en ljara   | -                | -                |
| - Charges sur immobilisations données en ljara  | -                | -                |
| <b>Résultat des opérations d'ljara</b>  | <b>-</b>         | <b>-</b>         |
| + Commissions perçues   | 264.389          | 256.513          |
| - Commissions servies   | 48.205           | 29.546           |
| <b>Marge sur commissions</b>  | <b>216.185</b>   | <b>226.967</b>   |
| + Résultat des opérations sur titres de transaction   | 179.339          | 83.883           |
| + Résultat des opérations sur titres de placement   | 20.571           | 13.570           |
| + Résultat des opérations de change   | 165.774          | 58.995           |
| + Résultat des opérations sur produits dérivés  | -                | -                |
| <b>Résultat des opérations de marché</b>  | <b>365.683</b>   | <b>156.448</b>   |
| + Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka                                     | -                | -                |
| + Divers autres produits bancaires  | 168.976          | 175.371          |
| - Diverses autres charges bancaires   | 79.215           | 70.341           |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>   | <b>2.016.649</b> | <b>1.806.637</b> |
| + Résultat des opérations sur immobilisations financières   | -                | 5.493            |
| + Autres produits d'exploitation non bancaire   | 378.461          | 34.431           |
| - Autres charges d'exploitation non bancaire  | 24               | -                |
| - Charges générales d'exploitation  | 1.173.047        | 1.040.571        |
| <b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>   | <b>1.222.039</b> | <b>805.989</b>   |
| + Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr | -266.170         | -135.323         |
| + Autres dotations nettes de reprises aux provisions  | -277.005         | -88.717          |
| <b>RESULTAT COURANT</b>   | <b>678.864</b>   | <b>581.950</b>   |
| <b>RESULTAT NON COURANT</b>   | <b>-41.127</b>   | <b>64.010</b>    |
| - Impôts sur les résultats  | 186.338          | 198.939          |
| <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>   | <b>451.399</b>   | <b>447.021</b>   |

| Libellé   | DEC-19         | DEC-18         |
|---|----------------|----------------|
| <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>   | <b>451.399</b> | <b>447.021</b> |
| + Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 127.644        | 110.101        |
| + Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières                      | -              | 221            |
| + Dotations aux provisions pour risques généraux  | 306.151        | 67.805         |
| + Dotations aux provisions réglementées   | -              | -              |
| + Dotations non courantes   | -              | -              |
| - Reprises de provisions  | 35.794         | 91.525         |
| - Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles                         | 361.759        | 7.336          |
| + Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles                        | 24             | -              |
| - Plus-values de cession sur immobilisations financières  | -              | 5.832          |
| + Moins-values de cession sur immobilisations financières   | 5.305          | 539            |
| - Reprises de subventions d'investissement reçues   | -              | -              |
| + CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT  | 492.969        | 520.995        |
| - Bénéfices distribués  | 372.513        | 425.729        |
| <b>AUTOFINANCEMENT</b>  | <b>120.456</b> | <b>95.265</b>  |

## RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

|  | déc-19           | déc-18           | déc-17           |
|--|------------------|------------------|------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES</b>                                       | <b>5.150.368</b> | <b>4.573.653</b> | <b>4.552.362</b> |
| <b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>                               |                  |                  |                  |
| -1 Produit net bancaire  | 2.016.649        | 1.806.637        | 1.652.911        |
| -2 Résultat avant impôts   | 637.738          | 645.960          | 645.369          |
| -3 Impôts sur les résultats  | 186.338          | 198.939          | 199.829          |
| -4 Bénéfices distribués  | 372.513          | 425.729          | 372.513          |
| -5 Résultats non distribués ( mis en réserve ou en instance d'affectation) |                  |                  | 472.740          |
| <b>RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)</b>                                     |                  |                  |                  |
| Résultat net par action ou part sociale                                    | 16               | 17               | 17               |
| Bénéfice distribué par action ou part sociale                              | 14               | 16               | 14               |
| <b>PERSONNEL</b>   |                  |                  |                  |
| Montants des rémunérations brutes de l'exercice                            | 558.435          | 510.113          | 477.936          |
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice                    |                  |                  |                  |

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

| Libellé   | DEC-19            | DEC-18            |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits d'exploitation bancaire perçus                                   | 3.094.106         | 2.710.422         |
| Récupérations sur créances amorties                                       | 27.110            | 21.395            |
| Produits d'exploitation non bancaire perçus                               | 16.738            | 120.265           |
| Charges d'exploitation bancaire versées                                   | -1.203.381        | -1.001.235        |
| Charges d'exploitation non bancaire versées                               | -41.162           | -29.159           |
| <b>Charges générales d'exploitation versées</b>                           | <b>-1.045.403</b> | <b>-930.470</b>   |
| Impôts sur les résultats versés   | -186.338          | -198.939          |
| <b>Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b> | <b>661.669</b>    | <b>692.279</b>    |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés                    | -1.011.754        | -353.662          |
| Créances sur la clientèle   | -5.353.239        | -5.991.483        |
| Titres de transaction et de placement                                     | -926.484          | -4.635.527        |
| Autres actifs   | -167.013          | 52.140            |
| Titres Moudaraba et Moucharaka  | -                 | -                 |
| Immobilisations données en crédit-bail et en location                     | -                 | -                 |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>            | <b>454.039</b>    | <b>4.551.253</b>  |
| Dépôts de la clientèle  | 6.972.029         | 4.632.799         |
| Titres de créance émis  | -597.649          | -843.742          |
| Autres passifs  | 1.016.894         | 24.029            |
| <b>Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>          | <b>386.824</b>    | <b>-2.564.192</b> |
| <b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation</b>     | <b>1.048.493</b>  | <b>-1.871.914</b> |
| Produit des cessions d'immobilisations financières                        | -                 | 1.747.851         |
| Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles       | 680.997           | 54.538            |
| Acquisition d'immobilisations financières                                 | -635.100          | -466.092          |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles                | -579.760          | -461.629          |
| Intérêts perçus   |                   |                   |
| Dividendes perçus   | 103.026           | 91.341            |
| <b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>   | <b>-430.838</b>   | <b>966.008</b>    |
| Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus            | -                 | -                 |
| Emission de dettes subordonnées   | -                 | 1.522.461         |
| Emission d'actions  | 497.829           | -                 |
| Remboursement des capitaux propres et assimilés                           | -                 | -                 |
| Intérêts versés   | -                 | -                 |
| Dividendes versés   | -372.513          | -425.729          |
| <b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>     | <b>125.316</b>    | <b>1.096.731</b>  |
| <b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>                                   | <b>742.971</b>    | <b>190.825</b>    |
| TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE                                    | 1.436.730         | 1.245.905         |
| <b>TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>                              | <b>2.179.701</b>  | <b>1.436.730</b>  |

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

| Libellé   | DEC-19           | DEC-18           |
|---|------------------|------------------|
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>   | <b>3.197.779</b> | <b>2.801.836</b> |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit                 | 69.447           | 68.132           |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle                                 | 2.226.885        | 2.032.652        |
| Intérêts et produits assimilés sur titres de créance  | 47.126           | 79.758           |
| Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk  | 125.212          | 125.753          |
| Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka  | -                | -                |
| Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location                                      | -                | -                |
| Produits sur immobilisations données en ljara   | -                | -                |
| Commissions sur prestations de service  | 251.002          | 247.407          |
| Autres produits bancaires   | 478.107          | 248.133          |
| Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus  | -                | -                |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>  | <b>1.181.130</b> | <b>995.199</b>   |
| Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit                 | 87.548           | 83.572           |
| Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle                                 | 649.831          | 476.476          |
| Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis                                       | 261.059          | 302.304          |
| Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka   | -                | -                |
| Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location                                       | -                | -                |
| Charges sur immobilisations données en ljara  | -                | -                |
| Autres charges bancaires  | 182.693          | 132.847          |
| Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus   | -                | -                |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>   | <b>2.016.649</b> | <b>1.806.637</b> |
| Produits d'exploitation non bancaire  | 378.461          | 40.263           |
| Charges d'exploitation non bancaire   | 5.329            | 539              |
| <b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>   | <b>1.173.047</b> | <b>1.040.571</b> |
| Charges de personnel  | 558.435          | 510.113          |
| Impôts et taxes   | 27.744           | 26.848           |
| Charges externes  | 439.786          | 379.858          |
| Autres charges générales d'exploitation   | 19.438           | 13.651           |
| Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles | 127.644          | 110.101          |
| <b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES</b>                           | <b>790.959</b>   | <b>545.658</b>   |
| Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance               | 458.475          | 357.477          |
| Pertes sur créances irrécouvrables  | 22.316           | 6.510            |
| Autres dotations aux provisions   | 310.169          | 181.671          |
| <b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>                            | <b>253.089</b>   | <b>321.818</b>   |
| Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance                 | 187.511          | 207.269          |
| Récupérations sur créances amorties   | 27.110           | 21.395           |
| Autres reprises de provisions   | 38.468           | 93.154           |
| <b>RESULTAT COURANT</b>   | <b>678.864</b>   | <b>581.950</b>   |
| Produits non courants   | 36               | 93.169           |
| Charges non courantes   | 41.162           | 29.159           |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>  | <b>637.738</b>   | <b>645.960</b>   |
| Impôts sur les résultats  | 186.338          | 198.939          |
| <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>   | <b>451.399</b>   | <b>447.021</b>   |

(en milliers MAD)

## CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

| CREANCES                              | Bank Al Maghrib,<br>Trésor public et<br>Services des chèques<br>postaux | Banques au Maroc | Autres<br>établissements de<br>crédit et assimilés au<br>Maroc | Etablissements de<br>crédit à l'étranger | Total<br>31/12/2019 | Total<br>31/12/2018 |
|---------------------------------------|---|------------------|--|--|---------------------|---------------------|
| COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS          | 1.334.781   | -                | 94.545   | 534.523                                  | 1.963.849           | 1.116.868           |
| VALEURS RECUES EN PENSION             | -   | -                | 299.960  | -  | 299.960             | 1.274.390           |
| - au jour le jour                     | -   | -                | -  | -  | -                   | -                   |
| - à terme                             | -   | -                | 299.960  | -  | 299.960             | 1.274.390           |
| PRETS DE TRESORERIE                   | -   | 2.534.617        | -  | -  | 2.534.617           | 614.288             |
| - à terme                             | -   | 1.168.143        | -  | -  | 1.168.143           | 614.288             |
| - au jour le jour                     | -   | 1.366.474        | -  | -  | 1.366.474           | -                   |
| PRETS FINANCIERS                      | -   | 240.276          | -  | -  | 240.276             | 330.776             |
| CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF | -   | -                | -  | -  | -                   | -                   |
| - Mourabaha                           | -   | -                | -  | -  | -                   | -                   |
| - Salam                               | -   | -                | -  | -  | -                   | -                   |
| - Autres financements participatifs   | -   | -                | -  | -  | -                   | -                   |
| AUTRES CREANCES                       | -   | -                | -  | 7.442                                    | 7.442               | 22.918              |
| INTERETS COURUS A RECEVOIR            | -   | 1.675            | 38   | -  | 1.713               | 1.440               |
| CREANCES EN SOUFFRANCE                | -   | -                | -  | -  | -                   | 3                   |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>1.334.781</b>  | <b>2.776.568</b> | <b>394.543</b>   | <b>541.965</b>                           | <b>5.047.858</b>    | <b>3.360.683</b>    |

## CREANCES SUR LA CLIENTELE

| CREANCES  | Secteur public   | Secteur privé              |                                |                   | Total<br>31/12/2019 | Total<br>31/12/2018 |
|---|------------------|----------------------------|--------------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|
|   |                  | Entreprises<br>financières | Entreprises non<br>financières | Autre clientèle   |                     |                     |
| CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRESORERIE     | -                | 143.193                    | 6.990.287                      | 240.407           | 7.373.887           | 5.429.770           |
| - Comptes à vue débiteurs                               | -                | -                          | 1.994.626                      | 49.647            | 2.044.273           | 1.770.823           |
| - Créances commerciales sur le Maroc                    | -                | 5.957                      | 733.347                        | -                 | 739.304             | 626.478             |
| - Crédits à l'exportation                               | -                | -                          | 15.323                         | 41.331            | 56.654              | 50.137              |
| - Autres crédits de trésorerie                          | -                | 137.236                    | 4.246.991                      | 149.429           | 4.533.656           | 2.982.332           |
| - Autres financements participatifs de trésorerie       | -                | -                          | -                              | -                 | -                   | -                   |
| CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION | -                | -                          | -                              | 1.424.396         | 1.424.396           | 1.202.628           |
| - Crédits à la consommation                             | -                | -                          | -                              | 1.424.396         | 1.424.396           | 1.202.628           |
| - Mourabaha à la consommation                           | -                | -                          | -                              | -                 | -                   | -                   |
| - Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation      | -                | -                          | -                              | -                 | -                   | -                   |
| - Autres financements participatifs à la consommation   | -                | -                          | -                              | -                 | -                   | -                   |
| CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT    | 200.000          | 4.000                      | 4.621.572                      | 1.228.425         | 6.053.996           | 4.166.916           |
| - Crédits à l'équipement                                | 200.000          | 4.000                      | 4.621.572                      | 1.228.425         | 6.053.996           | 4.166.916           |
| - Mourabaha à l'équipement                              | -                | -                          | -                              | -                 | -                   | -                   |
| - Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement         | -                | -                          | -                              | -                 | -                   | -                   |
| - Autres financements participatifs à l'équipement      | -                | -                          | -                              | -                 | -                   | -                   |
| CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS       | -                | -                          | 7.835.930                      | 16.818.653        | 24.654.583          | 24.662.199          |
| - Crédits immobiliers                                   | -                | -                          | 7.835.930                      | 16.818.653        | 24.654.583          | 24.662.199          |
| - Mourabaha immobilière                                 | -                | -                          | -                              | -                 | -                   | -                   |
| - Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière            | -                | -                          | -                              | -                 | -                   | -                   |
| - Autres financements participatifs immobiliers         | -                | -                          | -                              | -                 | -                   | -                   |
| AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS            | -                | 897.193                    | 1.412.199                      | 5.073             | 2.314.465           | 1.552.606           |
| CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE                       | 1.252.776        | -                          | -                              | -                 | 1.252.776           | 1.326.491           |
| INTERETS COURUS A RECEVOIR                              | -                | 2.266                      | 69.998                         | 25.975            | 98.239              | 79.064              |
| CREANCES EN SOUFFRANCE                                  | -                | -                          | 308.093                        | 1.360.747         | 1.668.840           | 1.339.296           |
| - Créances pré-douteuses                                | -                | -                          | 1.512                          | 341.110           | 342.622             | 302.915             |
| - Créances douteuses                                    | -                | -                          | 31.565                         | 173.210           | 204.775             | 187.511             |
| - Créances compromises                                  | -                | -                          | 275.016                        | 846.427           | 1.121.443           | 848.870             |
| <b>TOTAL</b>  | <b>1.252.776</b> | <b>1.042.652</b>           | <b>22.670.503</b>              | <b>19.875.251</b> | <b>44.841.182</b>   | <b>39.758.970</b>   |

## VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

| TITRES                               | Etablissements de<br>crédit et assimilés | Emetteurs publics | Emetteurs privés |                | Total<br>31/12/2019 | Total<br>31/12/2018 |
|--------------------------------------|--|-------------------|------------------|----------------|---------------------|---------------------|
|                                      |  |                   | financiers       | non financiers |                     |                     |
| TITRES COTES                         | -  | -                 | -                | 65             | 65                  | 52                  |
| BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | -  | -                 | -                | -              | -                   | -                   |
| OBLIGATIONS                          | -  | -                 | -                | -              | -                   | -                   |
| AUTRES TITRES DE CREANCE             | -  | -                 | -                | -              | -                   | -                   |
| CERTIFICATS DE SUKUK                 | -  | -                 | -                | -              | -                   | -                   |
| TITRES DE PROPRIETE                  | -  | -                 | -                | 65             | 65                  | 52                  |
| TITRES NON COTES                     | 532.948                                  | 6.652.565         | 1.157.048        | 269.113        | 8.611.673           | 7.602.825           |
| BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | -  | 6.652.565         | -                | -              | 6.652.565           | 6.192.537           |
| OBLIGATIONS                          | 66.695                                   | -                 | -                | 269.113        | 335.807             | 103.450             |
| AUTRES TITRES DE CREANCE             | 466.254                                  | -                 | -                | -              | 466.254             | 634.620             |
| CERTIFICATS DE SUKUK                 | -  | -                 | -                | -              | -                   | -                   |
| TITRES DE PROPRIETE                  | -  | -                 | 1.157.048        | -              | 1.157.048           | 672.219             |
| ICNE                                 | 27                                       | 13.412            | 4.787            | 3.862          | 22.087              | 43.363              |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>532.976</b>                           | <b>6.665.976</b>  | <b>1.161.835</b> | <b>273.040</b> | <b>8.633.826</b>    | <b>7.646.240</b>    |

## DETTES SUBORDONNEES

| Rubriques  | Montant<br>global | Non<br>apparentés | Apparentes               |                     |                         |                      | EXERCICE<br>2019 | EXERCICE<br>2018 |
|--|-------------------|-------------------|--------------------------|---------------------|-------------------------|----------------------|------------------|------------------|
|  |                   |                   | Ets. de cré.<br>& Assim. | Eses<br>financières | Eses non<br>financières | Autres<br>apparentés |                  |                  |
| Dettes subordonnées  | 3.500.000         | -                 | 3.500.000                | -                   | -                       | -                    | 3.500.000        | 3.565.790        |
| Dettes subordonnées à durée déterminée                                       | 3.000.000         | -                 | 3.000.000                | -                   | -                       | -                    | 3.000.000        | 3.000.000        |
| Titres subordonnées à durée déterminée                                       | -                 | -                 | -                        | -                   | -                       | -                    | -                | -                |
| Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit | 3.000.000         | -                 | 3.000.000                | -                   | -                       | -                    | 3.000.000        | 3.000.000        |
| Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle              | -                 | -                 | -                        | -                   | -                       | -                    | -                | -                |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée                                     | 500.000           | -                 | 500.000                  | -                   | -                       | -                    | 500.000          | 500.000          |
| Titres subordonnées à durée déterminée                                       | -                 | -                 | -                        | -                   | -                       | -                    | -                | -                |
| Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit | 400.000           | -                 | 400.000                  | -                   | -                       | -                    | 400.000          | 400.000          |
| Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle              | 100.000           | -                 | 100.000                  | -                   | -                       | -                    | 100.000          | 100.000          |
| Intérêts courus à payer  | 65.908            | -                 | 65.908                   | -                   | -                       | -                    | 56.598           | 65.790           |



(en milliers MAD)

| DETAIL DES AUTRES ACTIFS   |           |             |
|--|-----------|-------------|
| RUBRIQUE   | MONTANT   | COMMENTAIRE |
| Instruments optionnels   | -         | -           |
| Opérations diverses sur titres(débiteur)                                     | 2.270     | -           |
| Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs                              | -         | -           |
| Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres                | 2.270     | -           |
| Débiteurs divers   | 507.330   | -           |
| - Sommes dues par l'Etat   | 487.062   | -           |
| - Sommes dues par les organismes de prévoyance                               | -         | -           |
| - Sommes diverses dues par le personnel                                      | 887       | -           |
| - Comptes clients de prestations non bancaire                                | -         | -           |
| - Divers autres débiteurs  | 19.381    | -           |
| Valeurs et emplois divers  | 1.139     | -           |
| - Valeurs et emplois divers  | 1.139     | -           |
| Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)                                 | 73.759    | -           |
| Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)                              | -         | -           |
| Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées                | -         | -           |
| Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées                       | -         | -           |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices                                   | 47.044    | -           |
| "Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)" | -         | -           |
| Produits à recevoir et charges constatées d'avance                           | 254.180   | -           |
| - Produits à recevoir  | 230.457   | -           |
| - Charges constatées d'avance  | 23.723    | -           |
| Comptes transitoires ou d'attente débiteurs                                  | 189.846   | -           |
| Créances en souffrance sur opérations diverses                               | 82.862    | -           |
| Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses               | 83.112    | -           |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE   | 1.075.318 | -           |

| DETAIL DES AUTRES PASSIFS   |           |
|---|-----------|
| RUBRIQUE  | MONTANT   |
| Instruments optionnels vendus   | -         |
| Comptes de règlement d'Opérations sur titres                                | 403       |
| Dettes sur titres   | 490.130   |
| Versement à effectuer sur titres non libérés                                | -         |
| Provisions pour service financier aux émetteurs                             | -         |
| Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs                    | -         |
| Créditeurs divers   | 654.043   |
| - Sommes dues à l'Etat  | 497.801   |
| - Sommes dues aux organismes de prévoyance                                  | 21.301    |
| - Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.                        | 241       |
| - Sommes dues au personnel  | 16.646    |
| - Fournisseurs de biens et service  | 59.721    |
| - Divers autres Créditeurs  | 58.333    |
| Comptes d'ajustement de hors bilan  | 6         |
| Comptes d'écart sur devises et titres                                       | -         |
| Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées                  | -         |
| Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées                       | -         |
| Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur) | 41.701    |
| Charges à payer et produits constatés d'avance                              | 217.182   |
| - Charges à payer   | 201.596   |
| - Produits constatés d'avance   | 15.586    |
| Comptes transitoires ou d'attente créditeurs                                | 767.280   |
| TOTAL   | 2.170.745 |

| SITUATION DES PARTICIPATIONS                        |                |       |                           |                      |                               |            |                            |  |                 |              |  |
|---|----------------|-------|---------------------------|----------------------|-------------------------------|------------|----------------------------|--|-----------------|--------------|--|
| Titre   | Capital Social | VN    | Actions détenus en nombre | Actions détenus en % | Situation au 31 décembre 2019 |            |                            | Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice |                 |              | Produits inscrits au CPC de l'exercice |
|   |                |       |                           |                      | Montant                       | Provisions | Montant Net des provisions | Date de clôture de l'exercice                                  | Situation Nette | Résultat Net |  |
| PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES           |                |       | 9.583.029                 | -                    | 2.048.448                     | 50.000     | 2.048.548                  | -  | 1.280.234       | 74.593       | 82.163                                 |
| MAROCLEASING  | 277.676.800    | 100   | 944.417                   | 34,01%               | 519.341                       | -          | 519.341                    | 31/12/2018   | 469.375         | 72.141       | 15.111                                 |
| SOFAC   | 193.200.000    | 100   | 1.281.010                 | 66,30%               | 454.861                       | -          | 454.861                    | 31/12/2018   | 377.324         | 105.241      | 46.052                                 |
| Umnia BANK  | 600.000.000    | 100   | 2.400.000                 | 40,00%               | 240.000                       | -          | 240.000                    | 31/12/2018   | 394.944         | -124.239     | -                                      |
| MAGHREB TITRISATION                                 | 5.000.000      | 100   | 12.167                    | 24,33%               | 1.217                         | -          | 1.217                      | 31/12/2018   | 7.703           | -378         | -                                      |
| PALM-BAY  | 100.000.000    | 1.000 | 85.000                    | 85,00%               | 10.000                        | 10.000     | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| LE TIVOLI   | 44.462.000     | 100   | 397.303                   | 89,36%               | 107.586                       | 40.000     | 67.586                     | 31/12/2018   | 15.149          | -4.266       | -                                      |
| RHOSN ENNAKHIL                                      | 400.000        | 100   | 3.200                     | 80,00%               | 320                           | -          | 320                        | 31/12/2018   | -48             | -448         | -                                      |
| RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES                    | -              | -     | -                         | -                    | 56.642                        | -          | 56.642                     | -  | -               | -            | -                                      |
| CIH COURTAGE  | 1.000.000      | 100   | 10.000                    | 100,00%              | 1.000                         | -          | 1.000                      | 31/12/2018   | 22.054          | 21.005       | 21.000                                 |
| SANGHO  | 494.000        | 100   | 4.940                     | 100,00%              | 253.831                       | -          | 253.831                    | 31/12/2018   | 9.922           | 5.915        | -                                      |
| LANA CASH   | 10.000.000     | 100   | 99.994                    | 99,99%               | 9.999                         | -          | 9.999                      | -  | -               | -            | -                                      |
| HMST (Ex SCI NATHALIE)                              | 100.000        | 100   | 1.000                     | 100,00%              | 100                           | -          | 100                        | 31/12/2018   | -16.190         | -376         | -                                      |
| CIH PATRIMMO  | 434.400.000    | 100   | 4.343.998                 | 100,00%              | 443.650                       | -          | 443.650                    | -  | -               | -            | -                                      |
| AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES |                |       | 6.301.975                 | -                    | 581.881                       | 146.143    | 435.738                    | -  | 2.027.699       | 336.138      | 20.863                                 |
| ATLANTA   | 601.904.360    | 10    | 6.019.844                 | 10,00%               | 409.372                       | -          | 409.372                    | 31/12/2018   | 966.995         | 221.006      | 18.063                                 |
| AJARINVEST  | 7.000.000      | 100   | 28.000                    | 40,00%               | 2.800                         | -          | 2.800                      | 31/12/2018   | 7.230           | -4.451       | -                                      |
| CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE                      | 98.200.000     | 100   | 70.000                    | 7,13%                | 7.000                         | -          | 7.000                      | 31/12/2016   | 182.731         | 83.632       | 2.800                                  |
| L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE                         | 19.000.000     | 100   | 12.670                    | 6,67%                | 1.267                         | -          | 1.267                      | 31/12/2014   | 21.519          | 216          | -                                      |
| INTERBANK   | 11.500.000     | 100   | 6.899                     | 6,00%                | 690                           | -          | 690                        | 31/12/2014   | 12.489          | 140          | -                                      |
| SGFG  | 1.000.000      | 100   | 588                       | 5,88%                | 59                            | -          | 59                         | 31/12/2017   | 2.423           | 852          | -                                      |
| SBVC casablanca                                     | 387.517.900    | 100   | 116.256                   | 3,00%                | 11.765                        | -          | 11.765                     | 31/12/2017   | 452.574         | 28.253       | -                                      |
| MAROCLEAR   | 100.000.000    | 5.000 | 275                       | 1,38%                | 275                           | -          | 275                        | 31/12/2017   | 116.876         | 8.438        | -                                      |
| DAR AD-DAMANE                                       | 75.000.000     | 250   | 2.000                     | 0,67%                | 500                           | -          | 500                        | -  | -               | -            | -                                      |
| FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE                   | -              | -     | -                         | 0,00%                | 750                           | 750        | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| SIDI IFNI   | 100.000        | 100   | 200                       | 20,00%               | 20                            | 20         | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| SIDETSA   | 6.100.000      | 100   | 9.150                     | 15,00%               | 915                           | 915        | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| SUD LUXE  | 300.000        | 100   | 450                       | 15,00%               | 45                            | 45         | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| IMEG C/C  | 2.100.000      | 100   | 3.000                     | 14,29%               | 300                           | 300        | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| SICOPAR   | 37.000.000     | 500   | 7.423                     | 10,03%               | 3.737                         | 3.737      | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| IDMAJ SAKANE  | 20.000.000     | 100   | 20.000                    | 10,00%               | 2.000                         | -          | 2.000                      | 31/12/2014   | 48.314          | 3.014        | -                                      |
| SED FES   | 10.000.000     | 100   | 5.000                     | 5,00%                | 375                           | 375        | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| SMIT  | 100.000.000    | 100   | 219                       | 0,02%                | 10                            | -          | 10                         | 31/12/2014   | 216.548         | -4.961       | -                                      |
| ADER-FES  | 35.000.000     | 100   | 1                         | 0,00%                | 0                             | 0          | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| NEW SALAM   | 215.000.000    | 100   | -                         | 65,12%               | 140.000                       | 140.000    | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| TITRES DE MOUCHARAKA                                |                |       | -                         | -                    | -                             | -          | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| Moucharaka fixe                                     | -              | -     | -                         | -                    | -                             | -          | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| Moucharaka dégressive                               | -              | -     | -                         | -                    | -                             | -          | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| TITRES DE MOUDARABA                                 |                |       | -                         | -                    | -                             | -          | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| Moudaraba restreinte                                | -              | -     | -                         | -                    | -                             | -          | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| Moudaraba non restreinte                            | -              | -     | -                         | -                    | -                             | -          | -                          | -  | -               | -            | -                                      |
| TOTAL   |                |       | 15.885.004                | -                    | 2.680.429                     | 196.143    | 2.484.287                  | -  | 3.307.932       | 410.731      | 103.026                                |

| ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE |         |                                 |         |
|---|---------|---------------------------------|---------|
| ORIGINE                                     | MONTANT | AFFECTATION                     | MONTANT |
| A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER         |         | B. AFFECTATION DES RESULTATS    |         |
| - Report à nouveau                          | 470.273 | - Réserve légale                | 22.351  |
| - Résultats nets en instance d'affectation  | -       | - Autres réserves (FACULTATIVE) | -       |
| - Résultats net de l'exercice               | 447.021 | - Tantième                      | -       |
| - Prélèvements sur les réserves             | -       | - Dividendes                    | 372.513 |
| - Autres Prélèvements                       | -       | - Autres affectations           | -       |
| - Autres affectations                       | -       | -                               | -       |
| TOTAL A                                     | 917.294 | TOTAL B                         | 917.294 |

| DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS  |                            |
|---|----------------------------|
| I. DATATION   |                            |
| - Date de clôture (1) 31 DECEMBRE 2019  |                            |
| - Date d'établissement des états de synthèse (2) JANVIER 2019   |                            |
| (1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice  |                            |
| (2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.                                      |                            |
| II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE |                            |
| Dates   | Indications des événements |
|   | Favorables                 |
|   | Néant                      |
|   | Défavorables               |
|   | Néant                      |

(en milliers MAD)

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

| Immobilisations  | Montant brut au début de l'exercice | Montant des acquisitions au cours de l'exercice | Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice | Montant brut au début de l'exercice | Amortissements et/ou provisions                                    |                                  |  |                  | Montant net à la fin de l'exercice |
|--|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|--|----------------------------------|--|------------------|------------------------------------|
|  |                                     |   |   |                                     | Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice | Dotations au titre de l'exercice | Montant des amortissements sur immobilisations sorties | Cumul            |                                    |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>                       | <b>413.895</b>                      | <b>76.689</b>                                   | <b>202.030</b>  | <b>288.555</b>                      | <b>212.605</b>   | <b>27.540</b>                    | <b>55.088</b>  | <b>185.057</b>   | <b>103.497</b>                     |
| - Droit au bail  | 75.843                              |   |   | 75.843                              | 100  |                                  |  | 100              | 75.743                             |
| - Immobilisations en recherche et développement            | 0                                   |   |   | 0                                   | 0  |                                  |  | 0                | 0                                  |
| - Autres immobilisations incorporelles d'exploitation      | 333.852                             | 72.924  | 202.030   | 204.746                             | 208.305  | 27.540                           | 55.088   | 180.757          | 23.989                             |
| - Immobilisations incorporelles hors exploitation          | 4.200                               | 3.765   |   | 7.965                               | 4.200  |                                  |  | 4.200            | 3.765                              |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                         | <b>1.798.833.069</b>                | <b>306.120</b>                                  | <b>233.825</b>  | <b>1.871.128</b>                    | <b>847.546.852</b>   | <b>89.002</b>                    | <b>139.268</b>   | <b>794.613</b>   | <b>1.076.516</b>                   |
| <b>- IMMEUBLES D'EXPLOITATION</b>                          | <b>874.620</b>                      | <b>141.116</b>                                  | <b>224.632</b>  | <b>791.103</b>                      | <b>326.071</b>   | <b>29.494</b>                    | <b>130.235</b>   | <b>225.329</b>   | <b>565.774</b>                     |
| Terrain d'exploitation                                     | 66.916                              | 30.477  | 7.517   | 89.876                              | 0  |                                  |  | 0                | 89.876                             |
| Immeubles d'exploitation, Bureaux                          | 806.889                             | 110.638   | 217.116   | 700.411                             | 325.256  | 29.494                           | 130.235  | 224.514          | 475.897                            |
| Immeubles d'exploitation, Logements de fonction            | 815                                 |   |   | 815                                 | 815  |                                  |  | 815              | 0                                  |
| <b>- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION</b>               | <b>302.211</b>                      | <b>88.183</b>                                   | <b>9.184</b>  | <b>381.210</b>                      | <b>230.072</b>   | <b>27.560</b>                    | <b>9.031</b>   | <b>248.602</b>   | <b>132.608</b>                     |
| Mobiliier de bureau d'exploitation                         | 55.486                              | 8.627   | 2.046   | 62.067                              | 35.971   | 3.525                            | 1.898  | 37.598           | 24.468                             |
| Matériel de bureau d'exploitation                          | 35.272                              | 7.853   | 1.661   | 41.464                              | 24.174   | 2.967                            | 1.661  | 25.480           | 15.984                             |
| Matériel informatique                                      | 193.541                             | 69.661  | 5.344   | 257.857                             | 157.339  | 18.446                           | 5.340  | 170.445          | 87.412                             |
| Matériel roulant rattaché à l'exploitation                 | 6.710                               | 128   |   | 6.837                               | 4.773  | 549                              |  | 5.322            | 1.516                              |
| Autres matériels d'exploitation                            | 11.202                              | 1.914   | 132   | 12.984                              | 7.815  | 2.074                            | 132  | 9.756            | 3.227                              |
| <b>- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION</b> | <b>622.002</b>                      | <b>76.822</b>                                   | <b>8</b>  | <b>698.816</b>                      | <b>288.735</b>   | <b>31.948</b>                    | <b>1</b>   | <b>320.682</b>   | <b>378.134</b>                     |
| <b>- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION</b>     | <b>1.319.767</b>                    | <b>150.805</b>                                  | <b>92.798</b>   | <b>1.377.775</b>                    | <b>160.451</b>   | <b>11.101</b>                    | <b>870</b>   | <b>170.682</b>   | <b>1.207.092</b>                   |
| Terrains hors exploitation                                 | 528.110                             |   | 26.763  | 501.347                             | 11.300   |                                  |  | 11.300           | 490.047                            |
| Immeubles hors exploitation                                | 671.208                             | 142.607   | 26.614  | 787.200                             | 121.000  | 6.120                            | 803  | 126.316          | 660.885                            |
| Mobiliier et matériel hors exploitation                    | 27.184                              | 6.939   | 58  | 34.065                              | 15.610   | 2.462                            | 57   | 18.014           | 16.051                             |
| Autres immobilisations corporelles hors exploitation       | 93.266                              | 1.259   | 39.363  | 55.163                              | 12.542   | 2.520                            | 10   | 15.053           | 40.110                             |
| <b>- ECART DE FUSION ACTIF</b>                             | <b>2.994</b>                        |   |   | <b>2.994</b>                        |  |                                  |  |                  | <b>2.994</b>                       |
| <b>TOTAL</b>   | <b>3.535.489</b>                    | <b>533.614</b>                                  | <b>528.652</b>  | <b>3.540.452</b>                    | <b>1.217.934</b>   | <b>127.644</b>                   | <b>195.226</b>   | <b>1.150.352</b> | <b>2.390.100</b>                   |

## TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIIONS DES IMMOBILISATIONS

| Immobilisation                                 | valeur comptable brute | Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation | Valeur comptable nette | Prouduit de la cession | Plus-value de cession | Moins-value de cession |
|--|------------------------|---|------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|
| Immobilisation corporelles hors exploitation   | 53.412                 | 814   | 52.598                 | 75.890                 | 23.317                | 24                     |
| Immobilisation incorporelles hors exploitation | -                      | -   | -                      | -                      | -                     | -                      |
| Immobilisation corporelles d'exploitation      | 235.792                | 139.980   | 95.812                 | 434.255                | 338.443               | -                      |
| Immobilisation incorporelles d'exploitation    | 235.183                | 66.695  | 168.488                | 168.488                | 0                     | -                      |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>524.387</b>         | <b>207.489</b>  | <b>316.898</b>         | <b>678.633</b>         | <b>361.759</b>        | <b>24</b>              |

## DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

| DETTES                                      | Etablissements de crédit et assimilés au Maroc                |                  |   | Etablissements de crédit à l'étranger | Total 31/12/19   | Total 31/12/18   |
|---|---|------------------|---|---------------------------------------|------------------|------------------|
|   | Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux | Banques au Maroc | Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc |                                       |                  |                  |
| COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS               | -   | -                | 102.382   | 9.678                                 | 112.060          | 90.604           |
| VALEURS DONNEES EN PENSION                  | 5.389.780   | 52.789           | -   | -                                     | 5.442.569        | 4.610.334        |
| - au jour le jour                           | -   | 52.789           | -   | -                                     | 52.789           | -                |
| - à terme                                   | 5.389.780   | -                | -   | -                                     | 5.389.780        | 4.610.334        |
| EMPRUNTS DE TRESORERIE                      | -   | 50.000           | -   | -                                     | 50.000           | 286.965          |
| - au jour le jour                           | -   | 50.000           | -   | -                                     | 50.000           | -                |
| - à terme                                   | -   | -                | -   | -                                     | -                | 286.965          |
| EMPRUNTS FINANCIERS                         | -   | -                | 88.073  | 3.967                                 | 92.040           | 153.320          |
| DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS       | -   | -                | -   | -                                     | -                | -                |
| - Mourabaha                                 | -   | -                | -   | -                                     | -                | -                |
| - Salam                                     | -   | -                | -   | -                                     | -                | -                |
| - Autres financements participatifs         | -   | -                | -   | -                                     | -                | -                |
| AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya) | -   | -                | 80.078  | -                                     | 80.078           | 181.017          |
| INTERETS COURUS A PAYER                     | 2.021   | 3                | 1.296   | -                                     | 3.320            | 3.789            |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>5.391.801</b>  | <b>102.792</b>   | <b>271.829</b>  | <b>13.645</b>                         | <b>5.780.067</b> | <b>5.326.029</b> |

## DEPOTS DE LA CLIENTELE

| DEPOTS                    | Secteur public | Secteur privé           |                             |                   | Total 31/12/2019  | Total 31/12/2018  |
|---------------------------|----------------|-------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                           |                | Entreprises financières | Entreprises non financières | Autre clientèle   |                   |                   |
| COMPTES A VUE CREDITEURS  | -              | 155.533                 | 6.229.957                   | 16.549.433        | 22.934.923        | 18.592.685        |
| COMPTES D'EPARGNE         | -              | -                       | -                           | 5.973.930         | 5.973.930         | 5.204.318         |
| DEPOTS A TERME            | -              | 658.192                 | 2.262.977                   | 8.090.820         | 11.011.989        | 9.574.062         |
| AUTRES COMPTES CREDITEURS | -              | 366.203                 | 208.104                     | 726.485           | 1.300.792         | 907.902           |
| INTERETS COURUS A PAYER   | -              | 9.924                   | 33.180                      | 118.629           | 161.734           | 132.371           |
| <b>TOTAL</b>              | <b>-</b>       | <b>1.189.852</b>        | <b>8.734.218</b>            | <b>31.459.297</b> | <b>41.383.367</b> | <b>34.411.338</b> |

## PROVISIONS

| PROVISIONS  | Stock au 31/12/2018 | Dotations      | Reprises       | Stock au 31/12/2019 |
|---|---------------------|----------------|----------------|---------------------|
| <b>PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:</b>                    | <b>1.809.502</b>    | <b>458.403</b> | <b>193.305</b> | <b>2.074.616</b>    |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés          | 20                  | -              | -              | 20                  |
| Créances sur la clientèle                                       | 1.460.983           | 458.380        | 187.353        | 1.732.010           |
| Titres de placement et d'investissement                         | 673                 | 23             | 647            | 65                  |
| Titres de participation et emplois assimilés                    | 201.447             | -              | 5.305          | 196.142             |
| Immobilisations en crédit-bail et en location                   | -                   | -              | -              | -                   |
| Autres actifs   | 146.378             | -              | -              | 146.378             |
| <b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>                           | <b>377.018</b>      | <b>310.264</b> | <b>33.320</b>  | <b>653.962</b>      |
| Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature | 2.035               | 95             | 158            | 1.972               |
| Provisions pour risques de change                               | -                   | -              | -              | -                   |
| Provisions pour risques généraux                                | 165.014             | 306.151        | 30.490         | 440.675             |
| Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires  | -                   | -              | -              | -                   |
| Provisions pour autres risques et charges                       | 209.970             | 4.018          | 2.672          | 211.316             |
| Provisions réglementées   | -                   | -              | -              | -                   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>  | <b>2.186.521</b>    | <b>768.667</b> | <b>226.625</b> | <b>2.728.578</b>    |

## CAPITAUX PROPRES

| CAPITAUX PROPRES                                      | Encours 31/12/2018 | Affectation du résultat | Autres variations | Encours 31/12/2019 |
|---|--------------------|-------------------------|-------------------|--------------------|
| <b>Ecart de réévaluation</b>                          | <b>-</b>           | <b>-</b>                | <b>-</b>          | <b>-</b>           |
| <b>Réserves et primes liées au capital</b>            | <b>995.550</b>     | <b>22.351</b>           | <b>326.164</b>    | <b>1.344.065</b>   |
| Réserve légale  | 211.359            | 22.351                  |                   | 233.710            |
| Autres réserves (*)                                   | -                  | -                       | -                 | -                  |
| Primes d'émission, de fusion et d'apport              | 784.192            | -                       | 326.164           | 1.110.356          |
| <b>Capital</b>  | <b>2.660.809</b>   | <b>-</b>                | <b>171.665</b>    | <b>2.832.474</b>   |
| Capital appelé  | 2.660.809          | -                       | 171.665           | 2.832.474          |
| Capital non appelé                                    | -                  | -                       | -                 | -                  |
| Certificats d'investissement                          | -                  | -                       | -                 | -                  |
| Fonds de dotations                                    | -                  | -                       | -                 | -                  |
| <b>Actionnaires. Capital non versé</b>                | <b>-</b>           | <b>-</b>                | <b>-</b>          | <b>-</b>           |
| <b>Report à nouveau (+/-)</b>                         | <b>470.273</b>     | <b>-470.273</b>         | <b>522.430</b>    | <b>522.430</b>     |
| <b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b> | <b>-</b>           | <b>-</b>                | <b>-</b>          | <b>-</b>           |
| <b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>               | <b>447.021</b>     | <b>-447.021</b>         | <b>451.399</b>    | <b>451.399</b>     |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                  | <b>4.573.653</b>   | <b>-894.943</b>         | <b>1.471.658</b>  | <b>5.150.368</b>   |



(en milliers MAD)

## TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2018 (y compris les dettes subordonnées)

| NATURE DES TITRES                       | DATE EMISSION | TX % | DURÉE (ANS)    | MODE REMBOURSEMENT | TVA O/N | Dernière échéance | Jours             | ECH FINALE  | MONTANT EMIS      | MONTANT NON AMORTI | ICNE           | MT NON AMORTI + ICNE |
|---|---------------|------|----------------|--------------------|---------|-------------------|-------------------|-------------|-------------------|--------------------|----------------|----------------------|
| Obligations ordinaires non garanties    | 08/05/2012    | 3,23 | Taux révisable | Annuelle           | 0,92%   | 10                | InFine            | 08/05/2022  | 385.000           | 385.000            | 8.221          | 393.221              |
| Obligations ordinaires non garanties    | 2012/05/08    | 5,3  | Taux normal    | -                  | -       | 10                | InFine            | 08/05/2022  | 615.000           | 615.000            | 21.196         | 636.196              |
| Obligations subordonnées                | 09/01/2015    | 3,36 | Taux révisable | Annuelle           | 0,90%   | 10                | InFine            | 09/01/2025  | 320.200           | 320.200            | 10.669         | 330.869              |
| Obligations subordonnées                | 09/01/2015    | 4,75 | Taux normal    | -                  | -       | 10                | InFine            | 09/01/2025  | 679.800           | 679.800            | 31.583         | 711.383              |
| Obligations subordonnées                | 15/12/2016    | 3,01 | Taux révisable | Annuelle           | 0,70%   | 10                | InFine            | 15/12/2026  | 960.600           | 960.600            | 1.365          | 961.965              |
| Obligations subordonnées                | 15/12/2016    | 3,82 | Taux normal    | -                  | -       | 10                | InFine            | 15/12/2026  | 39.400            | 39.400             | 70             | 39.470               |
| Obligations subordonnées                | 18/05/2018    | 2,97 | Taux révisable | Annuelle           | 0,65%   | 10                | InFine            | 18/05/2028  | 500.000           | 500.000            | 9.405          | 509.405              |
| Obligations subordonnées                | 18/05/2018    | 4,02 | Taux normal    | -                  | -       | 10                | InFine            | 18/05/2028  | 500.000           | 500.000            | 12.521         | 512.521              |
| Obligations subordonnées perpétuelles   | 28/12/2018    | 4,96 | Taux révisable | Annuelle           | 2,65%   | -                 | Perpétuel         | Perpétuelle | 350.000           | 350.000            | 193            | 350.193              |
| Obligations subordonnées perpétuelles   | 28/12/2018    | 6,23 | Taux révisable | Tous les 10 ans    | 2,85%   | -                 | Perpétuel         | Perpétuelle | 150.000           | 150.000            | 102            | 150.102              |
| <b>SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES</b> |               |      |                |                    |         |                   |                   |             | <b>4.500.000</b>  | <b>4.500.000</b>   | <b>95.325</b>  | <b>4.595.325</b>     |
| BHBM                                    | 11/02/2002    | 7,16 | Taux fixe      | -                  | -       | 18                | Annuité constante | 11/02/2020  | 210.000           | 14.077             | 895            | 14.971               |
| BHBM                                    | 27/04/2002    | 7,13 | Taux fixe      | -                  | -       | 18                | Annuité constante | 27/04/2020  | 320               | 30                 | 1              | 31                   |
| BHBM                                    | 30/04/2002    | 7,13 | Taux fixe      | -                  | -       | 18                | Annuité constante | 30/04/2020  | 178.240           | 16.696             | 800            | 17.496               |
| BHBM                                    | 28/05/2002    | 7,1  | Taux fixe      | -                  | -       | 18                | Annuité constante | 28/05/2020  | 58.400            | 5.460              | 231            | 5.691                |
| BHBM                                    | 02/09/2002    | 6,94 | Taux fixe      | -                  | -       | 18                | Annuité constante | 02/09/2020  | 130.770           | 12.104             | 278            | 12.382               |
| BHBM                                    | 17/01/2004    | 5,89 | Taux fixe      | -                  | -       | 18                | Annuité constante | 17/01/2022  | 160.000           | 24.533             | 1.382          | 25.915               |
| BHBM                                    | 20/01/2004    | 5,83 | Taux fixe      | -                  | -       | 18                | Annuité constante | 20/01/2022  | 381.400           | 93.257             | 5.154          | 98.411               |
| BHBM                                    | 10/04/2004    | 5,83 | Taux fixe      | -                  | -       | 18                | Annuité constante | 10/04/2022  | 250.000           | 36.675             | 1.554          | 38.228               |
| BHBM                                    | 13/03/2005    | 5,49 | Taux fixe      | -                  | -       | 18                | Annuité constante | 13/03/2023  | 370.000           | 77.878             | 3.434          | 81.312               |
| BHBM                                    | 13/07/2005    | 5,31 | Taux fixe      | -                  | -       | 18                | Annuité constante | 13/07/2023  | 242.700           | 74.875             | 1.868          | 76.743               |
| <b>SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME</b> |               |      |                |                    |         |                   |                   |             | <b>1.981.830</b>  | <b>355.584</b>     | <b>15.597</b>  | <b>371.181</b>       |
| CDN                                     | 19/02/2015    | 3,48 | Taux fixe      | -                  | -       | 5                 | InFine            | 19/02/2020  | 118.000           | 118.000            | 3.555          | 121.555              |
| CDN                                     | 22/05/2015    | 3,8  | Taux fixe      | -                  | -       | 5                 | InFine            | 22/05/2020  | 400.000           | 400.000            | 9.303          | 409.303              |
| CDN                                     | 20/01/2017    | 3,15 | Taux fixe      | -                  | -       | 4                 | InFine            | 20/01/2021  | 30.000            | 30.000             | 896            | 30.896               |
| CDN                                     | 20/01/2017    | 3,3  | Taux fixe      | -                  | -       | 5                 | InFine            | 20/01/2022  | 30.000            | 30.000             | 938            | 30.938               |
| CDN                                     | 23/01/2017    | 3    | Taux fixe      | -                  | -       | 3                 | InFine            | 23/01/2020  | 15.000            | 15.000             | 423            | 15.423               |
| CDN                                     | 25/04/2017    | 3,3  | Taux fixe      | -                  | -       | 5                 | InFine            | 25/04/2022  | 600.000           | 600.000            | 13.579         | 613.579              |
| CDN                                     | 05/05/2017    | 3,33 | Taux fixe      | -                  | -       | 5                 | InFine            | 05/05/2022  | 300.000           | 300.000            | 6.578          | 306.578              |
| CDN                                     | 25/05/2017    | 3,1  | Taux fixe      | -                  | -       | 4                 | InFine            | 25/05/2021  | 300.000           | 300.000            | 5.616          | 305.616              |
| CDN                                     | 30/06/2017    | 3,15 | Taux fixe      | -                  | -       | 4                 | InFine            | 30/06/2021  | 420.000           | 420.000            | 6.687          | 426.687              |
| CDN                                     | 28/09/2017    | 3,3  | Taux fixe      | -                  | -       | 5                 | InFine            | 28/09/2022  | 605.000           | 605.000            | 5.182          | 610.182              |
| CDN                                     | 13/11/2017    | 2,85 | Taux fixe      | -                  | -       | 3                 | InFine            | 13/11/2020  | 312.000           | 312.000            | 1.190          | 313.190              |
| CDN                                     | 30/05/2019    | 2,5  | Taux fixe      | -                  | -       | 1                 | InFine            | 28/05/2020  | 838.600           | 838.600            | 12.579         | 851.179              |
| CDN                                     | 31/07/2019    | 2,56 | Taux fixe      | -                  | -       | 1                 | InFine            | 01/10/2020  | 599.800           | 599.800            | 6.461          | 606.261              |
| CDN                                     | 31/07/2019    | 2,56 | Taux fixe      | -                  | -       | 1                 | InFine            | 02/11/2020  | 400.000           | 400.000            | 4.309          | 404.309              |
| CDN                                     | 31/07/2019    | 2,57 | Taux fixe      | -                  | -       | 1                 | InFine            | 01/12/2020  | 600.200           | 600.200            | 6.490          | 606.690              |
| <b>SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT</b>  |               |      |                |                    |         |                   |                   |             | <b>5.568.600</b>  | <b>5.568.600</b>   | <b>83.786</b>  | <b>5.652.386</b>     |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                    |               |      |                |                    |         |                   |                   |             | <b>12.260.430</b> | <b>10.424.184</b>  | <b>194.709</b> | <b>10.618.893</b>    |

## VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

| TITRES                               | Valeur comptable brute | Valeur actuelle | Valeur de remboursement | plus-values latentes | Moins-values latentes | Provisions |
|--------------------------------------|------------------------|-----------------|-------------------------|----------------------|-----------------------|------------|
| TITRES DE TRANSACTION                | 6.490.861              | 6.490.861       | 6.243.700               | -                    | -                     | -          |
| BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | 6.002.847              | 6.002.847       | 5.767.100               | -                    | -                     | -          |
| OBLIGATIONS                          | 21.695                 | 21.695          | 20.700                  | -                    | -                     | -          |
| AUTRES TITRES DE CREANCE             | 466.254                | 466.254         | 455.900                 | -                    | -                     | -          |
| TITRES DE PROPRIETE                  | 65                     | 65              | -                       | -                    | -                     | -          |
| TITRES DE PLACEMENT                  | 1.202.048              | 1.216.059       | 45.000                  | 14.057               | 91                    | 91         |
| BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | -                      | -               | -                       | -                    | -                     | -          |
| OBLIGATIONS                          | 45.000                 | 44.954          | 45.000                  | -                    | 46                    | 46         |
| AUTRES TITRES DE CREANCE             | -                      | -               | -                       | -                    | -                     | -          |
| TITRES DE PROPRIETE                  | 1.157.048              | 1.171.105       | -                       | 14.057               | 45                    | 45         |
| TITRES D'INVESTISSEMENT              | 918.830                | 956.924         | 646.800                 | 38.094               | -                     | -          |
| BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES | 649.717                | 687.811         | 646.800                 | 38.094               | -                     | -          |
| OBLIGATIONS                          | 269.113                | 269.113         | -                       | -                    | -                     | -          |
| AUTRES TITRES DE CREANCE             | -                      | -               | -                       | -                    | -                     | -          |

## REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

| Nom et prénom ou dénomination sociale | Adresse personnelle ou du siège social           | Activité   | Nbre d'actions ou de parts sociales détenues | Pourcentage du capital détenu | Pourcentage des droits de vote détenu |
|---------------------------------------|--|------------|--|-------------------------------|---------------------------------------|
| <b>A - ACTIONNAIRES MAROCAINS</b>     |  |            |  |                               |                                       |
| MCM                                   | Place My Hassan B.P 408 Rabat                    | HOLDING    | 17.530.419                                   | 61,89 %                       | 61,89 %                               |
| CDG EP                                | Place My Hassan B.P 408 Rabat                    |            | 1.702.511                                    | 6,01 %                        | 6,01 %                                |
| SANAD                                 | 181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000                | ASSURANCES | 1.689.308                                    | 5,96 %                        | 5,96 %                                |
| ATLANTA                               | 181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000                | ASSURANCES | 1.654.003                                    | 5,84 %                        | 5,84 %                                |
| HOLMARCOM                             | 20, rue Mostafa El Maâni, CP : 20080, Casablanca | HOLDING    | 39.301                                       | 0,14 %                        | 0,14 %                                |
| DIVERS/ Flottant en bourse            | -  | -          | 5.709.193                                    | 20,16 %                       | 20,16 %                               |
| <b>Total</b>                          | -  | -          | <b>28.324.735</b>                            | <b>100 %</b>                  | <b>100 %</b>                          |

## TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

| TITRES   | Nombre de comptes |            | Montants en milliers de DH |            |
|--|-------------------|------------|----------------------------|------------|
|  | 31/12/2018        | 31/12/2019 | 31/12/2018                 | 31/12/2019 |
| Titres dont l'établissement est dépositaire          | -                 | -          | -                          | -          |
| Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion         | -                 | -          | -                          | -          |
| Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire  | 32                | 36         | 6.155.001                  | 7.016.224  |
| Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion | -                 | -          | -                          | -          |
| Autres actifs dont l'établissement est dépositaire   | -                 | -          | -                          | -          |
| Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion  | -                 | -          | -                          | -          |

## ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

| 2° semestre 2019 | 1° semestre 2019 | 2° semestre 2018 |
|------------------|------------------|------------------|
| 1.616.857        | 1.580.923        | 2.801.115        |

## CREANCES SUBORDONNEE

| Rubriques  | Montant global | Apparentes             |                 |                     |                   | Exercice 2019 | Exercice 2018 |
|--|----------------|------------------------|-----------------|---------------------|-------------------|---------------|---------------|
|  |                | Ets. De cred. & Assim. | Eses financiere | Eses non financiere | Autres apparentes |               |               |
| Créances subordonnées  | 440.000        | 440.000                | -               | -                   | -                 | 440.000       | 260.000       |
| Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés | -              | -                      | -               | -                   | -                 | -             | -             |
| Titres subordonnés de la clientèle                           | -              | -                      | -               | -                   | -                 | -             | -             |
| Prêts subordonnés aux établissements de crédits et assimilés | 440.000        | 440.000                | -               | -                   | -                 | 440.000       | 260.000       |
| Prêts subordonnés à la clientèle                             | -              | -                      | -               | -                   | -                 | -             | -             |
| Créances subordonnées en souffrance                          | -              | -                      | -               | -                   | -                 | -             | -             |
| Agios réservés sur créances subordonnées                     | -              | -                      | -               | -                   | -                 | -             | -             |
| (-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance      | -              | -                      | -               | -                   | -                 | -             | -             |

(en milliers MAD)

## ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

| ENGAGEMENTS  | 31/12/19         | 31/12/18          |
|--|------------------|-------------------|
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES</b>                            | <b>9.391.003</b> | <b>14.202.050</b> |
| <b>Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés</b> | <b>188.214</b>   | <b>352.108</b>    |
| Crédits documentaires import   | -                | -                 |
| Acceptations ou engagements de payer   | -                | -                 |
| Ouvertures de crédit confirmés   | 68.214           | 50.000            |
| Engagements de substitution sur émission de titres                                 | -                | -                 |
| Engagements irrévocables de crédit-bail  | -                | -                 |
| Engagements révocables sur produits participatifs                                  | 120.000          | 240.000           |
| Autres engagements de financement donnés   | -                | 62.108            |
| <b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>                        | <b>7.697.417</b> | <b>7.417.584</b>  |
| Crédits documentaires import   | 1.209.057        | 946.719           |
| Acceptations ou engagements de payer   | -                | -                 |
| Ouvertures de crédit confirmés   | 5.274.825        | 5.650.885         |
| Engagements de substitution sur émission de titres                                 | -                | -                 |
| Engagements irrévocables de crédit-bail  | -                | -                 |
| <b>Engagements révocables sur produits participatifs</b>                           |                  |                   |
| Autres engagements de financement donnés   | 1.213.535        | 819.980           |
| <b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>     | <b>386.708</b>   | <b>5.405.569</b>  |
| Crédits documentaires export confirmés   | -                | 847               |
| Acceptations ou engagements de payer   | -                | -                 |
| Garanties de crédits données   | -                | -                 |
| Autres cautions, avals et garanties donnés   | 386.708          | 5.404.721         |
| Engagements en souffrance  | -                | -                 |
| <b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>                             | <b>1.118.665</b> | <b>1.026.790</b>  |
| Garanties de crédits données   | 1.106.461        | 1.018.036         |
| Cautions et garanties en faveur de l'administration publique                       | -                | -                 |
| Autres cautions et garanties donnés  | -                | -                 |
| Engagements en souffrance  | 12.204           | 8.754             |
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS</b>                             | <b>7.097.491</b> | <b>6.758.974</b>  |
| <b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>    | <b>-</b>         | <b>-</b>          |
| Ouvertures de crédit confirmés   | -                | -                 |
| Engagements de substitution sur émission de titres                                 | -                | -                 |
| Autres engagements de financement reçus  | -                | -                 |
| <b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>       | <b>-</b>         | <b>-</b>          |
| Garanties de crédits   | -                | -                 |
| Autres garanties reçues  | -                | -                 |
| <b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>  | <b>7.097.491</b> | <b>6.758.974</b>  |
| Garanties de crédits   | 7.097.491        | 6.758.974         |
| Autres garanties reçues  | -                | -                 |

## OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

|  | Opérations de couverture | Autres opérations |
|--|--------------------------|-------------------|
| Opérations de change à terme                             | -                        | -                 |
| Devises à recevoir                                       | 747.790                  | -                 |
| Dirhams à livrer   | 506.864                  | -                 |
| Devises à livrer   | 5.126.356                | -                 |
| Dirhams à recevoir                                       | 5.275.749                | -                 |
| Dont swaps financiers de devises                         | -                        | -                 |
| Engagements sur produits dérivés                         | -                        | -                 |
| Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt    | -                        | -                 |
| Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt   | -                        | -                 |
| Engagements sur marchés réglementés de cours de change   | -                        | -                 |
| Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change  | -                        | -                 |
| Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments | -                        | -                 |

## ETATS NEANTS

| Code Etat | APPELATION   |
|-----------|--|
| B08       | .IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE |
| B15       | .SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE                              |
| B19       | .ENGAGEMENTS SUR TITRES  |
|           | .PASSIF EVENTUEL   |
|           | .DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES   |
|           | .DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS   |
|           | .DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS   |
|           | .TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA  |
|           | .IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA  |
|           | .TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS             |
|           | .ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE   |
|           | .COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE                                    |

## EFFECTIFS

| EFFECTIFS ( En Nombre )   | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------|------------|
| Effectifs rémunérés   |            |            |
| Effectifs utilisés  |            |            |
| Effectifs équivalent plein temps                                    | 2044       | 1927       |
| Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)     | 585        | 573        |
| Effectifs affectés à des tâches bancaires ( équivalent plein temps) | 1459       | 1354       |
| Cadres ( équivalent plein temps)                                    | 1484       | 1400       |
| Employés ( équivalent plein temps)                                  | 560        | 527        |

## VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

|   | D≤ 1 mois        | 1 mois <D≤ 3 mois | 3 mois <D≤ 1 an  | 1 an <D≤ 5 ans    | D> 5 ans          | TOTAL             |
|---|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>ACTIF</b>  |                  |                   |                  |                   |                   |                   |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés  | 2.834.577        | -                 | -                | 94.030            | 146.583           | 3.075.190         |
| Créances sur la clientèle                               | 6.300.877        | 4.103.632         | 4.708.885        | 11.266.354        | 14.166.801        | 40.546.550        |
| Titres de créance                                       | -                | -                 | -                | 495.912           | 467.396           | 963.308           |
| Créances subordonnées                                   | -                | -                 | -                | 440.000           | -                 | 440.000           |
| Crédit-bail et assimilé                                 | -                | -                 | -                | -                 | -                 | -                 |
| <b>TOTAL</b>  | <b>9.135.454</b> | <b>4.103.632</b>  | <b>4.708.885</b> | <b>12.296.296</b> | <b>14.780.780</b> | <b>45.025.048</b> |
| <b>PASSIF</b>   |                  |                   |                  |                   |                   |                   |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés | 5.521.927        | -                 | 29.358           | 29.358            | -                 | 5.580.642         |
| Dettes envers la clientèle                              | 2.892.653        | 2.697.328         | 5.648.986        | 280.263           | -                 | 11.519.230        |
| Titres de créance émis                                  | 52.056           | 150.014           | 3.213.721        | 3.508.393         | -                 | 6.924.184         |
| Emprunts subordonnées                                   | -                | -                 | -                | -                 | 3.500.000         | 3.565.908         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>8.466.636</b> | <b>2.847.342</b>  | <b>8.892.064</b> | <b>3.818.014</b>  | <b>3.500.000</b>  | <b>27.589.964</b> |

## Concentration des risques sur un même bénéficiaire (risques &gt; 10% FP)

| Nombre de bénéficiaires | Montant brut global des risques | Dont crédits par décaissement | crédits par signature (de financement et de garantie données | Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire | Risque net après application des techniques ARC et déductions |
|-------------------------|---------------------------------|-------------------------------|--|--|---|
| 4                       | 4.024                           | 2.697                         | 914  | 413  | 3.807   |



(en milliers MAD)

## VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

| DESIGNATION  | MONTANT   |
|--|-----------|
| <b>ACTIF :</b>   |           |
| Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 51.428    |
| Créances sur les établissements de crédit et assimilés                           | 3.086.119 |
| Créances sur la clientèle  | 1.645.660 |
| Autres actifs  | -         |
| Titres détenus   | 272.974   |
| Titres de participation et emplois assimilés                                     | -         |
| Créances subordonnées  | -         |
| <b>TOTAL ACTIF</b>   | -         |
| <b>PASSIF:</b>   | -         |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés                          | 88.586    |
| Dépôts de la clientèle   | 113.525   |
| Autres passifs   | -         |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  | -         |
| <b>HORS-BILAN:</b>   | -         |
| ENGAGEMENTS DONNES   | 27.628    |
| ENGAGEMENTS RECUS  | -         |

## COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

| RUBRIQUE  | COMMISSIONS |                | COMMENTAIRE |
|---|-------------|----------------|-------------|
|   | E. CREDIT   | CLIENTELE      |             |
| <b>COMMISSIONS RECUS</b>                          | -           | <b>264.390</b> | -           |
| Commissions sur fonctionnement de compte          | -           | 39.403         | -           |
| Commissions sur moyens de paiement                | -           | 125.274        | -           |
| Commissions sur opérations de titres              | -           | 11             | -           |
| Commissions sur titres en gestion/en dépôt        | -           | 7.863          | -           |
| Commissions sur prestations de service sur crédit | -           | 39.922         | -           |
| Produits sur activités de conseil et d'assistance | -           | 20.604         | -           |
| Autres produits sur prestations de service        | -           | 17.927         | -           |
| Commissions sur moyens de paiement                | -           | -              | -           |
| Commissions de placement sur le marché primaire   | -           | -              | -           |
| Commissions de garantie sur le marché primaire    | -           | -              | -           |
| Commissions sur produits dérivés                  | -           | -              | -           |
| Commissions sur opérations de change virement     | -           | 13.386         | -           |
| Commissions sur opérations de change billet       | -           | -              | -           |
| <b>COMMISSIONS VERSEES</b>                        | -           | <b>44.733</b>  | -           |
| Charges sur moyens de paiement                    | -           | 44.545         | -           |
| Commissions sur achat et vente de titres          | -           | -              | -           |
| Commissions sur droits de garde de titres         | -           | 188            | -           |
| Commissions et courtages sur opérations de marché | -           | -              | -           |
| Commissions sur engagements sur titres            | -           | -              | -           |
| Commissions sur produits dérivés                  | -           | -              | -           |
| Commissions sur opérations de change virement     | -           | -              | -           |
| Commissions sur opérations de change billets      | -           | -              | -           |

## MARGE D'INTERET

| Libellé   | 31/12/19         | 31/12/18         |
|---|------------------|------------------|
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle                 | 2.226.885        | 2.032.652        |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 69.447           | 68.132           |
| Intérêts et produits assimilés sur titres de créances                           | 47.126           | 79.758           |
| <b>Total intérêts et produits assimilés</b>                                     | <b>2.343.458</b> | <b>2.180.543</b> |
| Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle                  | 649.831          | 476.476          |
| Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit  | 87.548           | 83.572           |
| Intérêts et charges assimilés sur titres de créances                            | 261.059          | 302.304          |
| <b>Total intérêts et charges assimilés</b>                                      | <b>998.437</b>   | <b>862.352</b>   |
| Marge d'intérêts  | 1.345.021        | 1.318.191        |

## DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

| I.DETERMINATION DU RESULTAT  | MONTANT |
|--|---------|
| . Résultat courant d'après le compte de produits et charges  | 678.922 |
| . Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)   | 323.945 |
| . Déductions fiscales sur opérations courantes (-)   | 474.353 |
| . Résultat courant théoriquement imposable (=)   | 528.514 |
| . Impôt théorique sur résultat courant (-)   | 195.550 |
| . Résultat courant après impôts (=)  | 332.964 |
| II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES |         |
| Néant  |         |

## PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

| RUBRIQUE   | MONTANT        | COMMENTAIRE |
|--|----------------|-------------|
| Produits sur titres de placement (de propriété)                  | 20.958         | -           |
| - Dividendes sur titres OPCVM                                    | -              | -           |
| - Dividendes sur autres titres de propriétés                     | -              | -           |
| - Autres produits sur titres de propriété                        | 20.958         | -           |
| <b>Produits sur titres de participation et emplois assimilés</b> | <b>125.212</b> | -           |
| - Dividendes sur titres de participation                         | 84.963         | -           |
| - Dividendes sur participations liées                            | 18.063         | -           |
| - Autres produits sur titres de propriété                        | 22.186         | -           |

## RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

| RUBRIQUE  | MONTANT | COMMENTAIRE |
|---|---------|-------------|
| Gains sur titres de transaction                 | 233.276 | -           |
| Perte sur titres de transaction                 | 53.937  | -           |
| Résultat sur titres de transaction              | 179.339 | -           |
| Plus-values de cession sur titres de placement  | 20.139  | -           |
| Moins-values de cession sur titres de placement | 150     | -           |
| Résultat sur titres de placement                | 19.989  | -           |
| Produits sur engagement sur titres              | -       | -           |
| Charges sur engagement sur titres               | -       | -           |
| Résultat sur engagements sur titres             | -       | -           |
| Produits sur engagement sur produits dérivés    | -       | -           |
| Charges sur engagement sur produits dérivés     | -       | -           |
| Résultat sur engagements sur produits dérivés   | -       | -           |
| Produits sur opérations de change               | 180.282 | -           |
| Charges sur opérations de change                | 1.121   | -           |
| Résultat sur opérations de change               | 179.161 | -           |

## VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

### 1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

| POLE D'ACTIVITE     | PRODUIT NET BANCAIRE | RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | RESULTAT AVANT IMPOT |
|---------------------|----------------------|------------------------------|----------------------|
| - Activité bancaire | 2.016.649            | 1.222.039                    | 637.738              |
| - Autres activités  | -                    | -                            | -                    |
| <b>TOTAL</b>        | <b>2.016.649</b>     | <b>1.222.039</b>             | <b>637.738</b>       |

### 2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

| POLE D'ACTIVITE | PRODUIT NET BANCAIRE | RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | RESULTAT AVANT IMPOT |
|-----------------|----------------------|------------------------------|----------------------|
| - MAROC         | 2.016.649            | 1.222.039                    | 637.738              |
| - Autres zones  | -                    | -                            | -                    |
| <b>TOTAL</b>    | <b>2.016.649</b>     | <b>1.222.039</b>             | <b>637.738</b>       |

## TABLEAU DE PASSAGE RC AU RF

|   |             |                |
|---|-------------|----------------|
| Résultat Brut Avant Impôt                                       |             | 637.738        |
| Réintégrations  | A + B       | 340.232        |
| Pénalités et majorations fiscales DGI, OC, autres               | 2.845       |                |
| charges sur ex antérieurs                                       | 601         |                |
| Amortissement non déductible sur matériel roulant et de service |             |                |
| <b>A Total réintégrations 1</b>                                 | 3.446       |                |
| PRG non affectée  | 300.000     |                |
| PRG promotion immobilière collective                            |             |                |
| Diverses autres provisions PRG                                  | 23.345      |                |
| Provision pour débiteur divers -régularisation ATD etc. ...     |             |                |
| Impôt contribution cohésion sociale                             | 13.442      |                |
| <b>B Total réintégrations 2 provisions autres que CES</b>       | 336.786     |                |
| Déductions  | C+D         | 474.353        |
| Produits des participations                                     | 103.026     |                |
| Plus values cession OPC   | 338.235     |                |
| <b>C Total déductions 1</b>                                     | 441.260     |                |
| Reprises provisions sur CES                                     | 3.503       |                |
| Reprises sur PRG  | 29.590      |                |
| <b>D Total deductions 2</b>                                     | 33.092      |                |
| Résultat Brut Fiscal  | I+II-III    | 503.617        |
| Reports Déficitaires antérieurs                                 |             |                |
| Amortissements fiscalement différés                             |             |                |
| Déficit exploitation reportable                                 |             |                |
| Résultat Net Fiscal   | IV-V        | 503.617        |
| IS Brut avant imputation credit CM                              | VI*%IS      | 186.338        |
| Credit Cotisation minimale                                      |             |                |
| IS de l'exercice  | VII-VIII    | 186.338        |
| <b>Résultat Net</b>   | <b>I-IX</b> | <b>451.399</b> |

(en milliers MAD)

## AUTRES PRODUITS ET CHARGES

| RUBRIQUE  | MONTANT        | COMMENTAIRE |
|---|----------------|-------------|
| <b>Autres produits bancaires</b>  | <b>44.411</b>  | -           |
| Divers autres produits bancaires  | 43.764         | -           |
| Quote-part sur opérations bancaires faite en commun   | -              | -           |
| Produits des exercices antérieurs   | -              | -           |
| Divers autres produits bancaires  | 43.764         | -           |
| Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement                                 | 647            | -           |
| <b>Autres charges bancaires</b>   | <b>82.752</b>  | -           |
| Divers charges sur titres de propriété  | -              | -           |
| Frais d'émission des emprunts   | -              | -           |
| Autres charges sur opérations sur titres  | -              | -           |
| Autres sur prestations de services  | 3.472          | -           |
| Divers autres charges bancaires   | 79.215         | -           |
| Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires  | -              | -           |
| Cotisation au fonds de garantie des déposants   | 62.932         | -           |
| Produits rétrocédés   | -              | -           |
| Charges des exercices antérieurs  | 7              | -           |
| Divers autres charges bancaires   | 16.276         | -           |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement                              | 65             | -           |
| <b>Produits d'exploitation non bancaires</b>  | <b>378.461</b> | -           |
| Produits sur valeurs et emplois assimilés   | -              | -           |
| Plus-values de cession sur immobilisations financières  | -              | -           |
| Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles                         | 361.759        | -           |
| Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même                                       | -              | -           |
| Produits accessoires  | 6.232          | -           |
| Subventions reçues  | -              | -           |
| Autres produits d'exploitation non bancaires  | 10.470         | -           |
| <b>Charges d'exploitation non bancaires</b>   | <b>5.329</b>   | -           |
| Charges sur valeurs et emplois assimilés  | -              | -           |
| Moins-values de cession sur immobilisations financières   | 5.305          | -           |
| Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles                        | 24             | -           |
| <b>Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance</b>        | <b>458.475</b> | -           |
| Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés | -              | -           |
| Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle                             | 458.380        | -           |
| Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement                   | -              | -           |
| Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées                  | -              | -           |
| Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances                                    | -              | -           |
| Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature                    | 95             | -           |

## COMPTES DE LA CLIENTELE

|   | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|------------|------------|
| Comptes courants                                    | 43 108     | 41.276     |
| Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger | 28 544     | 28.102     |
| Autres comptes chèques                              | 1 299 205  | 1.089.468  |
| Comptes d'affacturage                               |            |            |
| Comptes d'épargne                                   | 335 122    | 315.010    |
| Comptes à terme                                     | 2 428      | 2.170      |
| Bons de caisse                                      | 746        | 718        |
| Autres comptes de dépôts                            | 3 624      | 2.037      |

## RESEAU

|   | 30/06/19 | 31/12/18 |
|---|----------|----------|
| Guichets permanents   | 308      | 283      |
| Guichets périodiques  | -        | -        |
| Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque | 455      | 378      |
| Succursales et agences à l'étranger                                     | -        | -        |
| Bureaux de représentation à l'étranger                                  | -        | -        |

## DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

| NATURE                                   | Solde au début de l'exercice 1 | Operations comptables de l'exercice 2 | Declarations TVA de l'exercice 3 | Solde fin d'exercice (1+2-3=4) |
|--|--------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| A. TVA collectée                         | 191.206                        | 340.253                               | 288.603                          | 242.856                        |
| B. TVA à récupérer                       | 19.877                         | 164.063                               | 145.338                          | 38.602                         |
| Sur charges                              | 12.823                         | 121.327                               | 105.736                          | 28.414                         |
| Sur immobilisations                      | 7.053                          | 42.737                                | 39.602                           | 10.188                         |
| <b>C. TVA due ou crédit de TVA (A-B)</b> | <b>171.330</b>                 | <b>176.190</b>                        | <b>143.265</b>                   | <b>204.254</b>                 |

## ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISION

| Rubrique               | 31/12/2019            |                  | 31/12/2018            |                  |
|------------------------|-----------------------|------------------|-----------------------|------------------|
|                        | Créance en souffrance | Provisions       | Créance en souffrance | Provisions       |
| Créances pré-douteuses | 362.759               | 20.137           | 322.006               | 19.091           |
| Créances douteuses     | 252.973               | 48.197           | 231.687               | 44.176           |
| Créances compromises   | 2.785.129             | 1.663.676        | 2.246.588             | 1.397.718        |
| <b>TOTAL</b>           | <b>3.400.861</b>      | <b>1.732.010</b> | <b>2.800.281</b>      | <b>1.460.985</b> |

\* Créance en souffrance brut

## AUTRES PRODUITS ET CHARGES

| RUBRIQUE  | MONTANT        | COMMENTAIRE |
|---|----------------|-------------|
| <b>Pertes sur créances irrécouvrables</b>   | <b>22.316</b>  | -           |
| Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions                               | 19.787         | -           |
| Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions                           | 2.529          | -           |
| Autres dotations aux provisions   | 310.169        | -           |
| Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières                   | -              | -           |
| Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges                     | 310.169        | -           |
| Dotations aux provisions réglementées   | -              | -           |
| Dotations aux autres provisions   | -              | -           |
| <b>Reprises de provisions pour créances en souffrance</b>                                     | <b>187.511</b> | -           |
| Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés | -              | -           |
| Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle                           | 187.353        | -           |
| Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement                | -              | -           |
| Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées                   | -              | -           |
| Reprises de provisions pour autres créances en souffrance                                     | -              | -           |
| Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature                    | 158            | -           |
| <b>Récupération sur créances amorties</b>   | <b>27.110</b>  | -           |
| <b>Autres reprises de provisions</b>  | <b>38.468</b>  | -           |
| Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières                      | 5.304          | -           |
| Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles     | -              | -           |
| Reprises de provisions pour autres risques et charges   | 33.164         | -           |
| Reprises de provisions réglementées   | -              | -           |
| Reprises de provisions  | -              | -           |
| <b>Produits non courants</b>  | <b>36</b>      | -           |
| Reprises non courantes des amortissements   | -              | -           |
| Reprises non courantes des provisions   | -              | -           |
| Autres produits non courants  | 36             | -           |
| <b>Charges non courantes</b>  | <b>41.162</b>  | -           |
| Dotations non courantes aux amortissements  | -              | -           |
| Dotations non courantes aux provisions  | -              | -           |
| Autres charges non courantes  | 41.162         | -           |

**Grant Thornton**  
L'instinct de la croissance

47, rue Attal Ben Abdelah  
20 000 Casablanca  
Maroc

**COOPERS AUDIT**

83, Avenue Hassan II  
20 100 Casablanca  
Maroc

**CREDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER « CIH »**  
**RESUME DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**  
**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 8 716 276 dont un bénéfice net de KMAD 451 399.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2019 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

**Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice 2019, le CIH a procédé à la création de la société CIH PATRIMMO pour un capital de KMAD 434 400 et de la société LANA CASH pour un capital de KMAD 10 000. Ces deux sociétés sont détenues à 100 % par le CIH.

Casablanca, le 21 février 2020

**Les Commissaires aux Comptes**

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON

47, rue Attal Ben Abdelah - Casablanca

Faïçal MEKOUAR

Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A

**COOPERS AUDIT MAROC**

Siège Social: 83 Avenue Hassan II

Abdelmechatt MECHATT

0522 72 66 66 - Fax: 0522 27 47 37